Alain Cotta

LE RÈGNE DES OLIGARCHIES

PLON

LE RÈGNE DES OLIGARCHIES Alain Cotta

Les oligarchies concentrent partout l'essentiel des pouvoirs : économiques, politiques et sociaux. Elles sont constituées partout des mêmes individus : dirigeants des grandes entreprises, titulaires des grandes et très grandes fortunes, militaires de haut grade et personnages politiques désormais indissociables des propriétaires des médias en tous genres.

Toutes les nations actuelles, à commencer par la plus puissante d'entre elles, les Etats-Unis, donnent l'exemple aux Nations émergentes, la Chine en tête, et sont gouvernées par guère moins de 1 % de leur population. Elles sont souvent abritées de la contestation populaire par leurs réseaux officieux et leurs moyens financiers, la complicité des médias et, peut être plus encore, la passivité croissante des individus ayant acquis ou recherchant un niveau de vie qui détruit l'ambition, ce qui laisse le champ libre aux névrosés de l'argent, du pouvoir et de la gloire. L'arraisonnement de l'homme par l'homme est intime à notre condition biologique actuelle.

A. C.

Création graphique : V. Podevin

18 €
Prix France TTC

978-2-259-21288-5

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Du même auteur

Taux d'intérêt, plus-values et épargne en France et dans les nations occidentales, PUF, 1976.
La France et l'impératif mondial, PUF, 1978.
Réflexions sur la grande transition, PUF, 1979.
Le Triomphe des corporations, Grasset, 1983.
Le Corporatisme, PUF, « Que sais-je ? », 1984.
Les Cinq Erreurs, Orban, 1985.
L'Homme au travail, Fayard, 1987.
Le Capitalisme dans tous ses états, Fayard, 1990.
La France en panne, Fayard, 1991.
Pour l'Europe, contre Maastricht, Fayard, 1992.
La Société du jeu, Fayard, 1993.
Un nouveau Président pour rien, Fayard, 1994.
La Troisième Révolution française, Lattès, 1995 ; Hachette Littératures, « Pluriel », 1996.
L'Ivresse et la Paresse, Fayard, 1998.
Wall Street ou le Miracle américain, Fayard, 1999.
Économie, Éd. de la Cité, 2000.
L'Exercice du pouvoir, Fayard, 2001.
Une glorieuse stagnation, Fayard, 2003.
Vieillir au XXI^e siècle : une nouvelle donne, ouvrage collectif sous la dir. de Claude Jaendel, Universalis, 2004.
Les Quatre Piliers de la science économique, Fayard, 2005.
Le Rose ou le Noir : deux scénarios pour 2050, Fayard, 2006.
Le Corporatisme, stade ultime du capitalisme, Fayard, 2008.
Sortir de l'euro ou mourir à petit feu, Plon, 2010.

Alain Cotta

Le règne des oligarchies

Plon

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chapitre 1

Nature et destin de l'oligarchie

L'oligarchie est le mode naturel, obligé, du gouvernement de toutes les communautés humaines organisées. De la famille à la nation, de l'entreprise aux religions, leurs règles, codes et rites, leur évolution obéissent aux décisions d'un petit nombre, de quelques-uns qui s'imposent à tous les autres, à la multitude des autres selon Platon.

La Famille, la plus réduite de toutes les communautés, a connu la dictature du *pater familias* romain, celle du chef, chère à tous les droits civils européens et aux coutumes d'Asie, celle moins dictatoriale, du couple, en quelques sociétés modernes, au nombre très limité encore aujourd'hui.

L'entreprise obéit toujours à une hiérarchie très stricte, celle du chef de famille qui la crée, puis, à mesure qu'elle grandit, à un ensemble de dirigeants, eux-mêmes stratifiés avec soin, d'un président à des cadres supérieurs.

Les religions n'échappent pas à la règle, dès qu'elles prennent un contenu métaphysique, celle du Livre en particulier. Même les protestants s'octroient le recours à un pasteur, les juifs à un rabbin et les catholiques, héritiers naturels de Rome, à un chef le plus haut placé, infaillible comme le *pater familias*.

Les communautés politiques illustrent mieux encore la permanence des oligarchies, bien que leur contenu se modifie nettement dans l'histoire. En Égypte, elle se

© Plon, 2011
978-2-259-21288-5
Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

limitait, au pharaon, à sa famille, mais aussi à ses scribes et prêtres – qui mirent fin au règne de la religion d'Akhenaton, peut-être même à sa vie. L'oligarchie des cités grecques préfigurait toutes celles qui vont suivre. Même ceux qui entonnent les refrains de la « démocratie grecque » savent qu'elles étaient gouvernées uniquement par quelques citoyens : membres des grandes et vieilles familles, jeunes militaires en quête d'y être admis. Les métèques et autres paysans étaient extraits de leurs fermes à l'occasion des guerres déclarées à leur total insu.

Emportée par les Barbares germaniques, et la civilisation avec elle, l'oligarchie romaine éclata en miettes qui, de miniféodalités locales aux premiers royaumes, finirent par recomposer des oligarchies aristocratiques assez voisines, qui perdureront jusqu'à la révolution industrielle.

L'oligarchie « citoyenne » grecque avait disparu brutalement sous les armes des légionnaires. Sa cousine romaine, politico-militaire, s'était endormie, entourée de Barbares, pour laisser la place à des oligarchies aristo-religieuses qui, après la révolution industrielle, évolueront très différemment en Angleterre et en France.

Sur l'île, ce fut l'industrie qui emporta l'oligarchie traditionnelle, non sans que le pragmatisme eût poussé la vieille aristocratie et l'Église anglicane à tenter de demeurer elles-mêmes, avec leurs titres, leurs terres et leurs châteaux, aussi longtemps que cela fut possible, mais sans résister pour autant à l'envahissement des entrepreneurs et des hommes politiques qui s'installaient alors pour plus de deux siècles en copropriétaires d'une nouvelle oligarchie.

Cette variété saxonne trancha fort longtemps, et jusqu'à aujourd'hui, avec la nouvelle oligarchie française née directement d'une révolution politique, initiée dans la plus grande des villes où les « gens » – de la multitude non aristocratique – continuaient à être méprisés de droit divin. La machine n'avait aucune influence sur l'élan des

sans-culottes. Elle était, d'ailleurs, ignorée de l'aristocratie – hormis Colbert dont le temps fut compté – comme d'une multitude paysanne et artisanale. L'industrie française eut un siècle de retard sur l'anglaise. L'oligarchie française, née de la Révolution, dont l'exportation fut un demi-échec ou un demi-succès, ne pouvait être que politique et bourgeoise, les « aristos » mis à la lanterne et les entrepreneurs absents.

À mesure que l'industrialisation se poursuivait, la Nation et son bras armé, l'État, prenait une importance croissante. Les industries soumises à concurrence sollicitaient l'appui de leur gouvernement. Et la recherche des débouchés faisait loi, engageant toute la nation dans une aventure coloniale dont les effets durent toujours. Point de conquête sans armées, sans la capacité financière de les financer, sans décisions politiques. Entrepreneurs, hommes d'armes et représentants politiques eurent partie toujours plus liée. La composition des oligarchies nationales devenait de plus en plus voisine, en dépit des différences ethniques, nationales et historiques. Les éléments chargés de défendre les intérêts économiques, en nouant des alliances avec les hommes politiques et les chefs militaires, occupèrent lentement une place de plus en plus déterminante dans les décisions collectives, dans leur contenu, mais non dans leur naissance. La composition des oligarchies nées de l'invention des machines était presque identique dans toutes les nations européennes : économico-politique. Et partout, un petit nombre d'hommes gouvernait les communautés politiques devenues nationales.

« Oligo » : le petit nombre…

En prenant la France de la fin du XIXe siècle comme espace d'évaluation, il convient de rapprocher sa population totale – environ 40 millions d'habitants – au nombre

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

de ses bacheliers, littéraires et scientifiques, destinés aux grandes Écoles créées au début du siècle, les écoles commerciales ne l'ayant été que vers la fin. Ceux-ci ne dépassaient pas les 7 000, soit 2 %, pas davantage, de la classe d'âge (350 000 individus environ) et 2 pour 10 000 « citoyens ». La France, à la fin du siècle, enfin industrialisée, au moins dans sa partie septentrionale, ayant presque terminé la conquête de son empire colonial, ne comptait guère plus de 200 000 bacheliers en activité professionnelle (5 % de sa population totale), capables de décisions réfléchies, dans des organisations collectives, des entreprises pour l'essentiel.

Le petit nombre des membres des instances politiques – jamais supérieur à un millier –, celui des dirigeants des entreprises industrielles, animatrices de l'espace social, celui des représentants des intérêts ruraux, par nature disséminés sur tous les territoires nationaux, fort inégaux selon la place occupée par l'activité agricole, suggère que les effectifs des oligarchies des pays européens, alors les seuls à mettre en œuvre l'industrialisation dans un espace national, devaient se situer autour de quatre mille individus.

... hiérarchisé

Ces quatre mille individus représentaient des espaces régionaux et, surtout, des intérêts économiques différents, aux relations évidemment complexes, sans oublier celles toujours agitées entre l'élite des capitales et celles des grandes villes et des régions, rurales dans leur majorité.

La hiérarchie des oligarchies européennes ne sera pas identique en Angleterre, en France ou en Allemagne, pour ne pas évoquer la Russie. Les membres qui doivent leur appartenance à leur fonction politique prennent *ici* le dessus sur les représentants de l'activité économique ou sur les professions libérales mais occupent *là* un rang moins

élevé. Il ne s'agit d'ailleurs nullement de couches sédimentaires auxquelles chaque membre serait incorporé sans recours. La promenade vers le haut ou vers le bas, le saut de couche à couche ne sont pas interdits au gré des vicissitudes des vies individuelles.

Quels que soient le nombre et la hiérarchie de ses membres et son espace de gouvernance, toute oligarchie demeure animée par la poursuite de deux objectifs : d'abord survivre, puis, dès que possible, étendre son domaine de pouvoir.

D'abord survivre

Ce premier objectif procède de l'instinct – conscient – de survie. Au temps des monarchies, le monopole des armées suffisait à la noblesse pour réprimer les désordres mineurs et même les révoltes paysannes, les jacqueries, au demeurant exceptionnelles.

Avec la révolution industrielle, les oligarchies européennes affrontent des résistances sociales autrement plus vives, mieux organisées et, de surcroît, légitimées par des idéologies qui brandissent la justice sociale en étendard. L'ouvrier fait son apparition, en Angleterre d'abord, dès la moitié du XVIII^e siècle, et envahit le champ social au siècle suivant au point de constituer plus du tiers de la population active de tous les pays européens occidentaux. Les oligarchies doivent alors faire face, jusqu'au début du XX^e siècle, à des tensions qui rendent le maintien de l'ordre de plus en plus difficile et coûteux, encore que les forces de police restent très inférieures à ce qu'elles étaient sous les monarchies. Il ne s'agit plus seulement de désordre, émeutes sociales et autres révoltes, mais d'une éventualité de révolution, voire de survie.

Les affaires deviennent sérieuses. La lutte des classes s'installe en permanence au cœur de la vie économique et, surtout, politique. Il faut éviter tout désordre majeur et,

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

du coup, l'éventualité d'une révolution sociale devient la préoccupation première des oligarchies alors enclines à appeler en renfort les alliés religieux traditionnels, le goupillon, mais aussi tous ceux que leurs idées opposent à celles qui agitent les forces du travail. Elles s'intellectualisent alors quelque peu – l'excès dans ce domaine n'étant pas leur fort –, en introduisant en leur sein des personnalités représentatives de l'ordre social capables de limiter l'usage des forces de police traditionnelles.

Les oligarchies européennes du XIXe siècle parvinrent à vivre longtemps, sans changement brutal de leur composition, sauf à deux occasions. La révolution française dispersa « le gouvernail et les grappins » de la monarchie ; la russe soumit un empereur et sa famille à la même funeste destinée que celle d'un roi de France et des siens.

Hormis ces deux épisodes, auxquels s'ajouta beaucoup plus tard une révolution chinoise dont le terreau social était le même que dans les deux précédentes – population essentiellement rurale soumise à des hauts dirigeants d'un Parti, condensé de la noblesse –, *les oligarchies parvinrent à survivre à un coût social relativement faible*.

À mesure que le siècle avance, on assiste naturellement à une modification du nombre et de la hiérarchie des membres de chaque oligarchie nationale. *Leur nombre* s'élève, partout, suivant le rythme du développement économique et de la croissance démographique qui lui est liée. Du début à la fin du siècle, population et niveau de vie font plus que doubler en même temps que le domaine public à gérer s'étend à la mesure des nouveaux moyens de communication. L'arrivée de la fée électricité implique à elle seule, sans compter la foule des innovations techniques qui modifient les modes de production des deux mamelles de la première révolution industrielle, le textile et l'acier, des interventions continues, à portée, de plus en plus collective, des membres de l'oligarchie.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Elle modifie aussi *leur hiérarchie* qui, par delà des spécificités historiques, la spécialisation économique et la composition sociale de chaque communauté nationale, obéit à une dynamique commune. La réduction du nombre et du rang hiérarchique des représentants de la vieille aristocratie s'accélère et devient générale dans toutes les oligarchies européennes à partir du dernier quart du siècle. Thiers et Bismarck prennent le pas sur deux empereurs, l'un exilé, l'autre en sursis. La noblesse de robe suit le mouvement. S'imposent, à leur dépens, les acteurs du développement économique et les gérants d'un ordre juridique et social que la classe ouvrière et les inégalités rendent fragiles. Les armistices successifs ne valent pas une vraie paix, définitive, d'autant que l'idéologie marxiste donne aux revendications sociales la légitimité et l'espoir d'un nouveau monde. En même temps, la complexité croissante de la production industrielle, de ses outils et de ses modes justifie le recours à un effort d'enseignement et de recherche scientifique dont les animateurs reçoivent une reconnaissance méritée.

La modification de la hiérarchie existante entre les membres, de plus en plus nombreux, de toutes les oligarchies des nations européennes, mères du développement industriel, est, à quelques différences mineures près, analogue. Le poids des nouvelles élites économiques, entrepreneurs, techniciens affirmés, s'accroît au détriment des représentants de la vieille aristocratie, des corporations artisanales et de la population paysanne même si elle reste, comme en France, majoritaire jusqu'à la moitié du XXe siècle. Hormis la nouveauté permanente des actions d'intendance collective et quotidienne auxquelles ces oligarchies sont tenues et dont elles s'acquittent avec un succès relatif et variable mais suffisant pour survivre, l'exercice du pouvoir par chacune d'entre elles demeure à peine différent de celui de leurs proches et lointains ancêtres, de même que le confort de leur mode de vie.

Survivre, certes, mais, à y réussir, vivre le plus agréablement possible.

Être servi, pour Léon Bloy, définissait le bourgeois. Cette ambition est encore plus intense et spécifique pour chacun des membres de l'oligarchie qui s'en justifie, si nécessaire, en arguant que les soucis dispensent des peines et que les valets doivent se charger de l'intendance domestique, après que les paysans se furent occupés de faire produire la terre. Qu'il s'agisse des aristocrates demeurés sur leur terre, recyclés dans des activités littéraires ou consentant à se fourvoyer dans les affaires, politiques et autres, des entrepreneurs de la première révolution industrielle, des professions libérales, les mieux à même de rédiger les lois avant de les faire appliquer, des militaires de grade supérieur, tous les membres de l'oligarchie sont, partout, assurés d'un concours d'une domesticité dont le nombre est un indice sûr, peut-être le plus sûr, de la place qu'ils occupent dans la hiérarchie oligarchique.

À quelques vingt siècles d'écart, les membres des oligarchies européennes en plein développement industriel et commercial bénéficiaient d'un confort domestique analogue à celui des grandes familles romaines et grecques. Encore qu'ils n'aient pas tous disposé de piscines ou de grands jardins ombragés donnant sur la mer. La vraie différence résidait dans le statut de leur domesticité. Plus d'esclaves au sens propre du terme mais des serviteurs rémunérés, si mal que la réalité de leur liberté n'était que très juridique. Le passage de la condition d'aristocrate ou de simple bourgeois qui, pour certains, rappelait celle de l'*otium* romain – le farniente plus ou moins élégant – à celle de membre de l'oligarchie se traduisait et se montrait par le nombre et la quantité des bonnes à tout faire, majordomes, femmes de chambre et autres. Ces domestiques vivaient dans un monde à part, qui ressemblait fort à

des ghettos, spatial et social. S'ils avaient la liberté de sortir du premier, ils n'avaient guère la possibilité de quitter le second. Pas plus que les esclaves romains, si l'on excepte Spartacus, ils ne constituaient le moindre danger d'un désordre social. Disséminés dans des demeures différentes, dépendants de leur « employeur » pour leur vie voire pour leur mort, ils ne pouvaient même pas être considérés comme une « classe ».

Ainsi, pendant près de deux siècles, ils personnifièrent la démocratisation partielle de la vie aristocratique, son extension à la bourgeoisie des villes et, mieux encore, à l'oligarchie qui disposait alors des prérogatives comparables à une cour monarchique : au monarque et au nombre de leurs courtisans près, la différence était minime.

Une interrogation s'impose cependant pour toute oligarchie : que faire de sa vie ? Et pour ses membres, être servi, certes, mais que faire de cette liberté dont l'existence repose sur les contraintes subies par « les autres », les serviteurs ? Lorsqu'il s'agit d'une organisation, ou d'une institution, un « chef » apporte, au terme de son investiture, plus ou moins complexe et durable, la réponse. Mais l'oligarchie est une communauté sans chef, ni institution, ni organisation. Elle connaît l'existence d'une hiérarchie mais pas d'un chef. Elle est, très souvent, informelle et officieuse, sinon secrète. Pourtant elle exerce toujours son pouvoir avec la volonté collective d'étendre son domaine.

Étendre son domaine

L'appartenance à l'oligarchie implique d'y être reçu, mais, d'abord, de le vouloir. Compétence, richesse, naissance, – ou les trois réunies – justifient d'y appartenir, mais avant tout, l'ambition d'y appartenir, ce qui représente une réussite suffisante à presque tous ces ambitieux.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

L'appétit venant à la vue des autres membres qui accumulent soit le pouvoir, soit la richesse, soit en devenant bien ou mieux né, comment ne pas les suivre ? On ne résiste pas ou très mal à une telle tentation, ne fût-ce que par la crainte de perdre la vie, ou d'être rejeté, faute de performance, d'un groupe que l'on a rejoint sans effort et ni mérite.

Aussi tous les membres de l'oligarchie marchent en courant dans le même sens, selon le chemin tracé par quelques-uns d'entre eux vu les premiers ou qui savent mieux que d'autres quel parti tirer de telle ou telle opportunité. Ces hommes de tête – les « leaders » dira-t-on plus tard – alternent, changent de vitesse, déterminant des hiérarchies variables selon les champs survolés. Les énergies se coordonnent, s'ajoutent et s'imbriquent, ce qui justifie l'existence de l'oligarchie et assure à chacun sa récompense, sans que, fait très appréciable, personne reçoive d'ordre d'un chef, éprouve la blessure psychologique (Canetti) et connaisse le moindre ressentiment (Nietzsche).

Ainsi, l'oligarchie constitue un mode d'organisation sans rival qui multiplie l'énergie de ses membres, permet à chacun de profiter de la synergie dans un climat d'irresponsabilité personnelle propice à une totale déculpabilisation. Chacun peut, n'être rien ou peu dans un tout qui se confond avec la prédation propre à (presque) toutes les organisations humaines.

Par construction, l'oligarchie est prédatrice

Les membres au sommet de l'oligarchie ne peuvent se dire courageux ou vertueux, comme dans l'Antiquité. La plupart ne le sont d'ailleurs pas. Ils sont simplement ambitieux, ce qui les satisfait amplement le soir au coucher quand ils pensent à un lendemain chantant ou à un hier rémunérateur. L'ambition, d'ailleurs, ne s'avoue pas.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Le courage peut se proclamer. Il ne suscite guère d'envie. Un homme normal préfère se sentir protégé à l'intérieur d'un groupe, d'une organisation. Les poissons ne se défendent jamais mieux qu'en banc. Les étourneaux n'attaquent jamais mieux qu'en nuage. Les espèces terrestres aussi.

La raison de la discrétion habituelle et justifiée de toute ambition tient à son agressivité naturelle, d'autant plus inavouable qu'elle se dessert en avertissant autrui de ses intentions belliqueuses d'autant qu'elles sont sans limite. Quiconque appartient à l'oligarchie par vanité voudra accumuler les médailles, les honneurs, les titres et autres démonstrations de sa « valeur » à autrui. Quiconque désirera commander n'aura de cesse d'en gravir les échelons. Le conseiller municipal se voit maire, puis député, puis ministre avant de sortir de scène entre deux rangées de sabres ou de hauts-de-forme.

L'ambition nécessaire à l'entrée dans l'oligarchie se mue, une fois qu'on y est installé, en désir de considération. L'oligarque doit être considéré, c'est-à-dire regardé, avec l'admiration aveugle du sidéré, et ce d'autant qu'il occupe un rang élevé dans la hiérarchie. Cette sidération n'est pas toujours inconsciente, ni sincère. Réelle ou feinte, elle s'accompagne toujours du sentiment que la fréquentation – et pourquoi pas l'amitié du puissant ? – peut être nécessaire à l'accomplissement de son propre projet.

L'oligarque connaît cette disposition de tous ceux, ou presque, qui l'entourent sans appartenir à son monde, d'autant que lui-même éprouve de tels sentiments à l'égard des membres qui le dominent. Sa sidération est peut-être d'autant plus forte – et réelle – que le sommet est proche. La montée vers l'Olympe, vers le sommet de l'« establishment », conduit naturellement à cette sorte d'impunité dont le pouvoir acquis – au demeurant justifié

par le mérite et la compétence –, est le tenant essentiel et les aboutissants de toutes les facilités, privautés et autres libertés prises avec la loi.

Quiconque souhaite la richesse n'aura de cesse d'accumuler certains objets, de même que l'alcoolique préfère certains vins. Il est cependant fort rare que les collectionneurs de « boîtes d'allumettes » soient plébiscités par l'oligarchie. Il l'est beaucoup plus que les grandes fortunes le soient, d'autant que bien établies.

Ainsi toute oligarchie, pour rendre à sa vraie nature, pour croître en nombre et augmenter son influence et pour satisfaire chacun de ses membres, est-elle *prédatrice*.

Elle doit empiéter sur tout ce qui compose son environnement, la Nature d'abord, la population dont elle est issue et dont elle est supposée faire le bonheur en assurant l'ordre social et toutes celles qui sont à portée de main.

La différence essentielle, la seule, peut-être, entre le nuage d'étourneaux et l'oligarchie réside dans l'objet de leur nature prédatrice. Se nourrir suffit aux petites ailes qui sont même incapables d'accumuler leur pitance pour les mauvais jours, aussitôt que leur faim est calmée. En s'agglutinant, les petits poissons ne cherchent qu'à échapper aux dents des plus gros. La prédation de l'oligarchie n'a aucune autre limite que les réactions hostiles suscitées par sa volonté d'accumulation illimitée. Les réactions domestiques, issues de leur territoire de gouvernance, sont traitées avec la mesure que réclament le maintien de sa légitimité et l'importance des coûts, financiers et autres, inhérents à des désordres sociaux difficiles à contrôler. Et cette prédation, intérieure, est limitée par l'état des ressources disponibles et par les effets désobligeants des inégalités impliquées par un prélèvement trop élevé sur les « sujets ». Trop prendre à qui vous a nommé, élu ou plébiscité, n'est guère une bonne politique.

En revanche, les territoires alentour font naturellement l'objet de convoitises, d'autant que l'espace naturel sur lequel l'oligarchie opère est saturé. S'en contenter équivaut à une sorte de stagnation collective encore plus qu'individuelle. Au sommet, on en souffre davantage qu'aux niveaux moins élevés, toute situation personnelle pouvant quelquefois être améliorée dans un contexte difficile. Aussi plus l'oligarchie est concentrée, plus le nuage est compact, et moins elle admet de camper sur ses positions même si celles-ci sont confortables. Que faire d'un pouvoir souvent acquis dans les épreuves, sinon continuer à l'exercer ou à accroître son domaine ?

Deux stratégies s'ouvrent : se scinder pour mieux exploiter de nouveaux filons, ou maintenir le rôle et la cohésion en recherchant alliances ou conflits avec les oligarchies voisines. Comme on peut l'observer, il est rare que les nuages se scindent, sauf pour se regrouper après que des champs voisins ont été mieux exploités mieux en sous-groupes qu'en un seul. Il l'est beaucoup moins rare en revanche qu'ils essaient d'unir leurs forces pour échapper à leurs limites du moment.

Mais la synergie des ambitions rend aussi probable et plus spectaculaire un conflit entre des oligarchies mettant en jeu leurs ressources devenues alors matière à prédation. L'exemple des guerres entre les cités grecques illustre d'autant mieux ce ressort intime de toute oligarchie, l'agressivité, dès lors que s'ouvrent des territoires nouveaux à l'exercice de son *imperium*. Les braves paysans qui faisaient vivre Athènes, Sparte et autres Mycènes furent obligés de suivre le général chargé par l'oligarchie citadine de ramener à la raison l'autre général, le rival, lui-même nommé par la *vox pauci*.

L'issue de l'affrontement étonne moins que les décisions qui, en moins d'un siècle, mirent fin, pour plusieurs, au jaillissement intellectuel et culturel de ceux qui

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

continuèrent à conduire la pensée – de quelques-uns – vingt-cinq siècles après. Ces oligarchies avaient donné à de petits groupes d'hommes – les femmes n'étant pas encore en parité, seulement en parturience – le moyen de donner, pour toujours, de nouvelles racines à la pensée humaine, et pas seulement occidentale. Or ces mêmes oligarchies se suicidèrent avec leurs administrés, esclaves, métèques et paysans nourriciers confondus. L'ambition, l'agressivité spontanée de leurs oligarchies ruinèrent les cités que ces mêmes instances avaient créées et fait fleurir. Et le suicide interdit le retour à meilleure fortune.

L'histoire de l'Europe, pendant les deux premiers siècles de la révolution industrielle, est un second exemple, presque identique, de ces inaltérables penchants des oligarchies. Les guerres coloniales anglo-françaises relevaient d'une rationalité parfaite. Leur à peu près totale suprématie militaire permit à ces deux oligarchies de prendre à moindre coût le contrôle des matières premières indispensables au développement économique.

La Première Guerre mondiale met en présence des oligarchies avant les peuples. Les quatre millions de paysans français ne savaient pas qu'ils allaient mourir en quelque chemin (des Dames !) et, l'auraient-ils simplement craint qu'ils n'eussent pas mis une fleur à leur fusil. L'oligarchie française préférait très consciemment l'affrontement, désireuse de conserver les avantages tirés de ses colonies, et consciente que de bonnes conditions étaient remplies. Les réticences trop timides d'un mouvement ouvrier, encore mal organisé et resté sans réaction lors de l'assassinat de Jaurès, un patriotisme belliqueux, entretenu pendant une génération au nom de la défaite qui avait coûté l'Alsace et la Lorraine, la bénédiction tacite d'une Église catholique qui ne pouvait s'empêcher de se souvenir de la Réforme et d'une Allemagne en majorité protestante, permirent l'enchaînement des événements qui

conduisirent à une guerre beaucoup plus longue et meurtrière que prévue.

L'oligarchie française en sortit renforcée, après qu'eurent été érigés les monuments aux morts en l'honneur des valeureux combattants. Elle pouvait laisser tout son monde souffler et vivre une Belle Époque, insouciante, à la parisienne.

L'oligarchie anglaise appelée à la rescousse, ayant répondu « présente » pour des raisons plus essentiellement économiques encore, fut, après la victoire, beaucoup plus consciente que les ennuis crépusculaires commençaient [1]. Elle passa très vite de la nostalgie des temps victoriens au constat que son Empire se désagrégeait et, avec lui, son pouvoir sinon sa raison d'État en tant qu'étourneau de tête d'un nuage dont elle était la composante première.

Et le ressentiment nietzschéen s'empara de l'oligarchie allemande défaite dans des conditions qui demeuraient assez vagues, sinon que la vieille noblesse se dissociait brutalement des militaires. L'oligarchie nouvelle y perdit sa nature au profit d'une organisation très centralisée, le parti national-socialiste, dans une évolution de même type que celle connue par sa voisine orientale, où le parti bolchevique s'était substitué à la vieille oligarchie impériale des courtisans, de la noblesse et des moujiks.

La Seconde Guerre mondiale déclenchée par une oligarchie industrielle et politique – encore que les fabricants d'armes nouvelles eussent été très discrets en leur province familiale (la Ruhr) – franchissait les frontières de l'Europe. L'oligarchie fasciste avait réalisé la première mondialisation, bien que celle-ci fût réduite à sa dimension militaro-industrielle.

Le fascisme, condensation d'une oligarchie dissoute dans une organisation politique entraînant tout un peuple

1. Richard J. Overy, *Twilight Years*, Viking Books, 2009.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

dans une violence sans limites, laissait derrière lui maints décombres, dix fois plus de morts que dans la guerre précédente, des vestiges de camps d'extermination où des bourreaux officiaient allègrement, un peuple qui n'avait pas plus réalisé avant qu'après qu'il était devenu une masse sans conscience contrôlée par une meute dépourvue de retenue et de morale. Cette violence sans limites, dont l'analyse demeure soigneusement partielle et discrète – pas de responsabilité collective même « après » – n'en avait pas moins provoqué la première mondialisation de l'espace, d'une portée vitale comparable à la folie de mort dont tant d'individus furent victimes. N'avait été l'aliénation de son chef, suivi, acclamé par son peuple, les vieilles oligarchies européennes eussent survécu longtemps, jamais à court d'alliances diplomatiques et de voyages symboliques de leurs souverains en bannière.

La mondialisation présente serait restée mort-née et les oligarchies auraient exercé leur autorité sur des territoires aux frontières surveillées. Et le monde n'aurait pas connu la naissance et le gouvernement d'une oligarchie hégémonique.

Chapitre 2

L'oligarchie aux États-Unis d'Amérique : une hégémonie mondiale

Lorsqu'elle accepte le cadeau que l'Europe lui tend et qu'elle relève le défi de l'Asie, la fédération des États-Unis d'Amérique apparaît très justement comme la démocratie victorieuse des dictatures, légitimée dans son hégémonie mondiale. Un demi-siècle plus tard, elle est devenue une oligarchie fortement tentée de verser dans une ploutocratie de plus en plus contestée dans un monde qui se dérobe à son emprise. L'histoire d'un monde fini se sera accélérée à une vitesse imprévue.

La victoire d'une démocratie industrielle

À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis s'affirment comme la démocratie industrielle la plus puissante qui ait jamais existé. Ses instances politiques fédérales – sénateurs et autres membres du Congrès – et locales – gouverneurs des cinquante États – dirigent l'Union dans un partage des compétences voulu par la Constitution, deux siècles auparavant. Les deux partis demeurent fidèles à leurs racines idéologiques, James Madison, et Andrew Jackson, en dépit des compromissions et autres faiblesses communes à toutes les formations politiques de partout et de toujours. Si leurs primaires et l'élection du président impliquent un financement dont la transparence

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

n'est pas totale, ils demeurent largement indépendants des entreprises dont les performances viennent confirmer leur extraordinaire santé. Ces entreprises viennent de gagner une guerre planétaire, en fournissant à profusion à leur armée – et même à quelques autres – un matériel aux qualités supérieures à celles des autres belligérants, Allemands et Japonais notamment, épargnant ainsi d'importantes pertes humaines.

L'usage de la bombe atomique venait de manifester clairement que la guerre était devenue affaire de logistique et d'armes de plus en plus sophistiquées se substituant aux fantassins à baïonnette, morts par milliers dans des tranchées européennes trente ans auparavant.

*

La démocratie américaine s'était affirmée bien avant que la victoire couronnât son entrée majestueuse dans un conflit qui avait concerné trois des continents majeurs de la planète. L'industrie, qui avait permis de submerger ses adversaires, n'était pas née d'avant-guerre. Son essor avait commencé dès le début du XIXe siècle et son développement rapide avait été le fait de ces quelques grands chefs d'entreprise ayant éliminé, comme il convient à tout entrepreneur sagace, leurs principaux concurrents.

L'industrie américaine fut très vite – à pionnier rien d'impossible ni d'étonnant – contrôlée, branche par branche, par quelques familles dont les noms devinrent emblématiques d'une réussite – exceptionnelle et exemplaire. Et leur saga nourrissait un rêve devenant un monopole américain : les Rockefeller (pétrole), Carnegie (acier), John Pierpont Morgan (banque), Gould (transports), s'établirent en puissances industrielles incontournables, puis financières à mesure que leurs descendants poursuivaient leurs aventures et faisaient fructifier leur fortune.

Eurent-ils la tentation de s'imposer au pouvoir politique ? Sûrement. Mais une entente entre les chefs de famille se heurtait à une difficulté suffisante : la concurrence entre les « magnats industriels » animés par le désir ou la vanité d'être plus riches, plus intelligents que leurs homologues dans les autres domaines.

Il n'y eut cependant pas que cette rivalité qui les empêchât de conquérir et d'exercer un pouvoir collectif, de s'imposer en oligarchie se donnant sans réserve à la conquête d'un espace continental qui ne trouve ses frontières qu'au début du XXe siècle.

Depuis l'indépendance, le pouvoir politique n'avait jamais cessé d'être sur ses gardes, vite persuadé que la constitution de ces quasi-monopoles de branches industrielles constituait une menace évidente pour la primauté des objectifs de l'Union, sur les moyens de les atteindre, et sur le maintien de l'équilibre des compétences des États locaux et de l'État fédéral. Le Sénat édicta en moins d'une génération toute une panoplie de lois qui limitèrent le pouvoir croissant des chefs d'industrie, banquiers compris. Le Sherman Act, inspiré par les prouesses de Rockefeller, fut certes écrit par des juristes compétents. Si la victime désignée possédait encore, en 1911, 90 % de la capacité de raffinage des États-Unis, il avait dû renoncer à contrôler la quasi-totalité de l'extraction. Ses compagnons de réussite durent abandonner le projet d'être les maîtres de la production d'acier (Carnegie), du transport par chemin de fer (Gould), des mines de charbon…

Le système bancaire des États-Unis connaissait déjà ses figures de proue tel J. P. Morgan (1837-1913), dont la carrière et la fortune faite au terme d'une soixantaine d'années seulement méritent l'attention. Héritier de son père, banquier, J. P. Morgan entre dans une banque « amie » et commence sa fortune en spéculant – avec bonheur – sur le commerce des grains avec l'argent de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

banque « amie ». En 1871, au début de la croissance du dernier quart du XIXe siècle, il s'investit, après avoir créé sa propre banque, dans le commerce des armes, rafistole – mal – des vieux fusils en essayant de les revendre comme neufs à un gouvernement qui refuse d'honorer ses engagements pour cause de tromperie sur la « marchandise ». Il a l'extrême intelligence – ses consommateurs se faisant blesser ou tuer – d'échapper à l'engagement militaire en versant 300 dollars. En 1893, il absorbe son associé Drexel dont le nom disparaît de son enseigne. Les hostilités finies, Morgan accapare le marché on ne peut plus lucratif des transports des immigrés qui déferlent en cette fin de siècle. Pourquoi, alors, ne pas aider le gouvernement fédéral à l'occasion des crises qui interrompent très provisoirement l'expansion du continent ? Entre deux d'entre elles, il fait alliance avec Carnegie pour créer l'US-Steel, l'entreprise qui allait produire la plus grande partie de l'acier américain et l'exporter dans le reste du monde dès le début du XXe siècle. En 1877, 1893 et 1907, il intervient – avec Rothschild – pour financer les déficits fédéraux.

Avant la Première Guerre mondiale, tous les mécanismes, processus et modes de « management » (en termes actuels) avaient été utilisés. Ils étaient même rodés ! Deux figures symboliques se détachaient : Rockefeller qui avait montré toutes les vertus de nouveaux modes d'organisation, des trusts, ententes et toutes formes de concentration, dans l'industrie et Morgan qui avait utilisé toutes les manœuvres subtiles – corruption comprise déjà considérée comme « normale » – pour fonder une banque dont l'activité allait bien au-delà des dépôts et des prêts mais nouant avec l'industrie, en aval, et le pouvoir politique, en amont ou « à côté », des relations durables, évidemment d'amitié mais aussi d'intérêt pécuniaire. En 1913, la fortune de Morgan était estimée à plus d'un milliard de dollars

actuels. Celle de Rockefeller, bien supérieure, permettait à « John » une réelle condescendance à l'égard de son « ami » banquier. L'industrie primait sur la banque.

Les États-Unis demeuraient cependant une démocratie. Le Congrès poursuivait ses travaux dans le respect de la pensée des fondateurs. Le débat entre les madisoniens et les jacksoniens persistait et l'isolationnisme de Monroe triomphait toujours. Les États-Unis étaient de naissance trop récente, trop particuliers, trop démocratiques pour se risquer à quelque blessure dans la fréquentation du monde. D'ailleurs il leur suffisait, sans le savoir, d'attendre que les oligarchies européennes ouvrissent toutes grandes les portes à leur messianisme que la réussite économique sur l'aile victorieuse du protestantisme justifiait parfaitement.

Le rêve pour les nouveaux arrivants, pauvres, le messianisme pour les élites, riches, donnaient à la démocratie son ancrage et sa légitimité. Une grande démocratie industrielle modèle, telle se voulait l'Amérique du Nord à la veille des hostilités mondiales qui occupèrent presque tout le XXe siècle.

Ces deux guerres ne firent que renforcer l'industrie dans la sphère économique et la prééminence des instances démocratiques dans le domaine politique. La guerre est l'affaire quasi exclusive du politique d'autant que la Nation, en l'occurrence renforcée par les hostilités, avait fait vœu d'isolationnisme et l'avait jusqu'alors respecté. L'affirmation du rôle de l'industrie dut autant à la sollicitation des matériels de guerre qu'aux deux innovations de l'entre-deux-guerres, la décomposition des processus industriels et leur standardisation qui allaient s'étendre à tous les secteurs, à commencer par l'automobile, et donner naissance à l'entreprise (Ford) dont le destin se confondrait avec celui des États-Unis tout entiers.

La démocratie qui allait surgir de la Seconde Guerre mondiale s'était d'autant plus affirmée qu'elle s'était bien

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

gardée de laisser aux banques toute latitude. Les sénateurs avaient fort bien compris – ils étaient formés par leur expérience locale – que le pouvoir financier ne connaît aucune autodiscipline et que sa nature même le pousse à s'emparer des portefeuilles pour mieux toucher les cœurs et corrompre les cerveaux.

Ainsi prirent-ils les deux mesures les plus aptes à les garantir contre l'impérialisme naturel de la finance. Le Steagall Act interdit aux banques de s'étendre dans plusieurs États de l'Union et introduisit la nécessité d'une séparation stricte entre la banque commerciale et la banque d'investissement. Aussi aucune banque, fût-elle présidée par des hommes aussi habiles que naguère J. P. Morgan et, après la guerre, David Rockefeller (Chase Manhattan), ne pouvait envisager d'acquérir un statut fédéral qui lui eût permis d'envahir tous les États, ni même dans un seul État, de cumuler des activités traditionnelles de prêt et d'emprunt auprès des entreprises et des particuliers à l'occasion d'opérations de fusion, d'acquisition, et d'intermédiation sur les marchés financiers.

Les trois grandes banques de l'époque furent donc « contraintes » d'adopter une stratégie de croissance externe, ce qu'elles firent en devenant les trois plus grandes banques du monde, confortant ainsi l'impact de la politique extérieure des États-Unis qui n'en avait d'ailleurs pas grand besoin.

La victoire avait été militaire. L'Europe libérée du nazisme et l'Asie anéantie par la maîtrise de l'atome, les États-Unis manifestaient une supériorité qui allait se révéler plus riche encore d'effets à long terme, un savoir scientifique dont leurs universités devenaient un modèle. Cette démocratie, jusque-là protégée de la sphère financière, était devenue plus industrielle, mais aussi beaucoup plus militaire. L'après-victoire allait, d'abord, en accuser

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

l'existence et le rôle déterminant avant qu'il ne fût emporté, avec la démocratie, par une sphère financière trop longtemps confinée, à son gré.

De la démocratie industrielle à l'oligarchie financière

La première mondialisation des activités humaines aura été purement militaire. Un demi-siècle après la fin de la Seconde Guerre mondiale, des bases américaines sont toujours installées sur les territoires vaincus et occupés. Cette mondialisation eut un contenu presque uniquement industriel, même si les G.I. suivirent leur matériel, ce qui évita à plusieurs d'être laissés sur le bord de la route. La démocratie ne pouvait alors que reconnaître aux militaires et aux industriels le titre de proconsuls, fondateurs d'une hégémonie dont les sénateurs n'avaient même pas rêvé, mais qu'ils s'empressèrent aussitôt, en bons pragmatistes, d'exploiter. *Un complexe militaro-industriel était installé au cœur d'une démocratie américaine triomphante.* Une oligarchie s'était constituée de familles industrielles, de pionniers du siècle précédent, de dirigeants politiques traditionnels et de chefs militaires dont la victoire avait prouvé qu'ils avaient des capacités d'organisation hors du commun – l'opération *Overlord* en avait été la plus éclatante manifestation. Il était donc tout à fait mérité qu'Eisenhower fût élu à la magistrature présidentielle.

Ce complexe allait rapidement se renforcer. L'industrie américaine disposait d'un monopole que lui offrait la destruction de l'appareil de production de toutes les autres nations industrielles, en particulier l'Allemagne et le Japon. Monopole hérité et plus que souhaité. Les militaires ouvraient la voie à l'expansion de leur industrie

domestique et mondiale qui devait durer une génération, de 1945 à 1970 environ et dont les investissements permirent à l'industrie automobile de faire le bonheur de la classe moyenne des nations européennes, en leur conférant même leur identité. Et les industries, d'aval et d'amont, produisant les biens durables – clés de la profonde transformation des vies quotidiennes et de la société tout entière –, suivront allègrement sans qu'aucune crise éclate, tellement était forte et durable la demande de ces biens domestiques.

Les militaires avaient conquis et libéré le monde ; les politiques allaient « transformer l'essai », laissant à un général – blanc – le poste de *Quarter Back*. *La mondialisation politique ouvrait toute grande la porte à l'hégémonie*. La direction effective des organisations créées à l'issue de la guerre, celle du GATT en particulier, donnait le ton. La libéralisation du commerce mondial au terme de cycles successifs de négociations fournissait à de plus en plus de pays l'accès à un nombre croissant de produits parmi lesquels ceux issus de l'industrie américaine eurent la part belle… Perdant un demi-siècle, cette croissance des échanges économiques se poursuivit avant de bloquer, en 2000, sur des biens agricoles dont leurs producteurs avaient toujours été peu sensibles aux chansons libérales.

Les politiques avaient, dès l'hégémonie industrielle acquise, attaché la libéralisation des échanges à l'idée incontestable de liberté. Pratique presque ingénue pour les hommes politiques, de légitimer « idéologiquement » des actions plus concrètes. Mais la grande majorité d'entre eux éprouvait un sentiment beaucoup plus profond, enraciné depuis leur conquête de leur propre territoire, celui d'apporter au monde un mode de vie social, très supérieur à tous ceux qu'ils avaient pu observer, dans l'Europe de leur naissance ou en Asie. Un messianisme, au cœur de leur attitude, légitimait moralement leur

volonté d'étendre dans le monde, après le passage de leurs armes, l'indépendance individuelle, le sens du devoir, et la référence religieuse au Dieu chrétien, qui constituent l'armature du fameux WASP – ce protestant blanc avait pu s'emparer d'un continent et le peupler. Pourquoi pas du monde tout entier ?

Pendant près d'une génération, politiques et industriels purent se répandre dans les voies ouvertes par des militaires, savourant, à leur façon, un pouvoir et un statut que la conquête des territoires apaches n'avait pas suffi à établir.

L'oligarchie américaine serait demeurée politico-industrielle si l'URSS n'avait pas contesté cette hégémonie et si le Spoutnik n'avait pas réveillé des militaires assoupis. La coexistence dite pacifique redonna à l'oligarchie toute sa vitalité. Les guerriers étourneaux regagnèrent très vite la tête du nuage et procurèrent à leurs proches congénères de nouveaux champs de blé, la belle aubaine. Ils commencèrent par mettre davantage en culture celui, déjà connu, de la production d'armement conventionnel, non atomique si l'on préfère. L'industrie militaire connut alors une croissance spécifique, assurée notamment par des firmes d'aviation, entraînant avec elles les fournisseurs de leurs outils de production. General Electric supplantait General Motors. La surface des entreprises d'armes s'étendait plus vite que celle des garages de voitures particulières et la production militaire « traditionnelle » était privilégiée – pour longtemps.

Mais un second champ militaire avait été ouvert par Gagarine, dont le périple était injurieux plus encore que dangereux. Comment de lointains Slaves communistes avaient-ils pu précéder les industrieux démocrates ? Kennedy fut-il adulé pour sa blonde chevelure, pour ses professions de foi charismatiques, ou pour le lancement d'un nouveau chantier de la production militaire devenue spatiale ? Pour ces trois raisons sans doute mais pas par les

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

mêmes personnes. L'aventure spatiale allongeait l'horizon de toutes les activités industrielles requises par l'envoi de trois astronautes sur la Lune et, en même temps, assurait la formation de physiciens et mathématiciens indispensables au calcul des trajectoires. Les universités se mirent à s'agiter. Il ne serait pas dit que l'école mathématique russe, la première du monde à l'époque, le demeurât longtemps. Et que les physiciens ne maîtrisassent pas la production et l'usage de tous les matériaux nouveaux requis par les satellites. Les militaires accrurent donc les objectifs et les moyens de leurs régiments d'espionnage. Les décrypteurs s'ajoutaient aux scientifiques pour interpréter les messages variés du monde entier.

Le complexe politico-militaro-industriel s'approfondissait et s'étendait. Le nuage de ses membres n'en demeurait pas moins fermement guidé par des politiques qui détenaient le nerf de toute guerre, froide ou non. Les États-Unis vivaient la fin d'une après-guerre qui avait eu le bon goût – aidés, il est vrai, par les agitations de l'ours russe – de ne pas, comme l'avait fait l'Europe naguère, s'enfermer dans une « belle époque » dont la beauté s'évapora de la manière qu'on sait. C'est alors que deux innovations entrèrent en résonance pour provoquer le changement le plus radical, imprévu d'ailleurs, que la société américaine ait jamais connu, jusqu'à mettre en cause les valeurs les plus anciennes et, en l'occurrence, en finir avec la démocratie.

La rupture d'Internet

La première est désormais trop connue pour qu'on s'y attarde, sinon pour rappeler que, comme tous ses prédécesseurs, elle mit du temps à se développer et à transformer nos vies quotidiennes. Il s'agit d'Internet, dont la vie commence à l'état embryonnaire de la « chip », de la puce, autrement dit du transistor (1974), œuvre d'un employé

subalterne d'une entreprise téléphonique, Ted Hoff, en 1971 (l'année de Gagarine !) pour se développer pendant quarante ans : Google (1999), création du World Wide Web (2000), avec tous ses éléments Blog, Photos (Flicker), Encyclopédie (Wikipédia) et tous les sites ouverts au public aujourd'hui, dont la fréquentation fait craindre une saturation prochaine.

L'histoire, presque bigénérationnelle, de ces grappes d'innovations majeures et mineures, est inséparable du *développement continu des sciences de l'information qui, d'un pas leste mais assuré, prennent la place centrale occupée jusque-là par les processus énergétiques de l'industrie traditionnelle*. Internet est à l'information ce que la machine-outil était à l'énergie. Microsoft avec Windows balayait en puissance présente et future la standardisation fordienne ; Bill Gates supplantait Rockefeller, encore que ce dernier ait su se trouver bien d'autres terrains, politiques en l'occurrence. Physiciens et mathématiciens trouvaient dans cette évolution leur âge d'or. Partagés entre l'espace et l'informatique, ils méritaient bien leur Nobel et des traitements préférentiels de la part des cadres. Les feux de leurs universités d'origine éclairaient le monde scientifique.

Cette longue aventure eut, comme celle de l'espace, le soutien, dès sa naissance, du complexe militaro-industriel. La création de la Silicon Valley ne fut pas le fait d'une entreprise privée, séduite par le site. En 1971, ce nom lui fut attribué par un journaliste attentif à l'évolution des stratégies militaires, dans la guerre froide, qui devenait électronique. En 1968 (année du Spoutnik), Intel est créée dans la mouvance scientifique de Frederic Terman, alors principal de Stanford. Toutes les entreprises de communication électronique, Apple, Casio, Google, Facebook, Yahoo, E-bay, Sun Micro Systems, y ont encore leur siège, ce qui fut aussi le cas de Microsoft, Palm et Sony. Les financements d'origine de l'administration

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

militaire ne cessèrent jamais, s'amplifièrent même, au point de représenter en 2000 une part appréciable, mal connue – et pour cause – de leurs revenus. La première mise en réseau des banques de données universitaires à la fin de la décennie 1960 fut réservée aux militaires. La première fusion des réseaux (1973) fut très vite suivie par la création de Milnet (1983) – le www de l'époque – qui mettait fin au monopole de l'usage des réseaux interconnectés par l'armée et quelques universités. La guerre des étoiles – sa préparation du moins – fut le moment culminant de cette extraordinaire force de frappe qui unissait l'ancienne industrie, celle des matériaux et des machines, à la nouvelle, celle des ordinateurs et des réseaux, et à tous les universitaires.

On comprend facilement que cette concentration des moyens et des pouvoirs concernés (armée, industries anciennes et nouvelles) ait provoqué l'hypergonflement du rêve américain, ce qui se traduisit, comme toujours, par une crise boursière, Wall Street étant le creuset des rêves naissants, leur terreau nourricier et quelquefois leur cimetière dans une séquence assez rapide. Cependant, la bulle Internet ne fit que des dégâts limités, ne toucha que les Américains les plus favorisés qui avaient d'ailleurs restreint leur concours financier. Au demeurant, quelques entreprises en faillite, la fortune de riches familles à peine écornée, n'étaient que broutilles alors qu'un ancien cowboy dont les capacités intellectuelles avaient été fort mal utilisées jusque-là venait de mettre à terre le rival communiste en déclarant qu'il allait lui faire une guerre sans doute impossible mais dont la seule menace mit l'ours à terre. La chute du Nasdaq à l'aune de cette victoire historique sombrait dans le ridicule, d'autant que la société américaine sortait plus soudée que jamais après qu'elle eut réalisé la synergie entre la vieille industrie de l'énergie et la nouvelle, celle de l'information.

Et puis, et surtout, le nuage était dirigé avec plus de fermeté que jamais par une administration militaire, elle-même contrôlée par des sénateurs en charge du pouvoir politique fédéral. Le budget militaire avait bondi. Il représentait plus de 6 % du produit national et, à lui seul, équivaudrait à la somme des budgets militaires de toutes les autres nations du monde, une fois l'ours démembré. Toute l'industrie, nouvelle et ancienne, dépendait du pouvoir politique, par armée interposée. Les États-Unis étaient gouvernés, plus que jamais, par un complexe militaro-industriel allié au pouvoir politique d'une démocratie fédérale qui s'apercevait alors qu'une autre innovation aux effets infiniment plus révolutionnaires, apparue depuis quelques années, allait changer le cours de l'histoire américaine et du monde.

La conjuration du risque : les produits dérivés

Au début de la décennie 1970 (toujours Gagarine ?) naît à Chicago un nouveau marché, celui des *produits dérivés*, l'innovation sans aucun doute la plus riche d'effets considérables dans le présent et le futur de la société mondiale.

Les dirigeants de la Bourse de Chicago surent-ils en 1973 – en reprenant d'ailleurs une idée de leurs arrière-grands-pères de 1860 – qu'en créant le premier marché des « dérivés » (marché des matières premières), ils lançaient l'innovation la plus paradoxale et géniale du dernier quart du XXe siècle ? Paradoxale puisque toute innovation est un changement radical, qui comporte un risque pour celui qui innove et, s'il réussit, porte dommage à ceux qu'il supplante. Or, le produit dérivé est justement destiné à supprimer le risque pour celui qui détient le produit (dit le sous-jacent) dont le prix futur est sujet à fluctuation. Qui achète un dérivé est assuré de posséder un élément de richesse à l'abri de toutes les incertitudes qui justifient son inquiétude.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Idée géniale aussi que de créer un moyen, financier de surcroît, qui porte remède à cette inquiétude, et conjure le « risque », érigé en une instance quasi métaphysique. Toute religion a pour fonction essentielle de promettre l'éternité, de remédier à la mort. *Le produit dérivé conjure une petite mort, celle de la richesse qui, pour certains individus, ne pensant pas à leur mort, est au moins aussi dérangeante parce que quotidienne ou nocturne*. Géniale en ce que la conjuration du risque de voir la valeur de son « capital » baisser, voire disparaître, vaut bien qu'on y consacre le temps et les moyens d'une petite religion. Croyez et vous accéderez à l'éternité. Achetez un produit dérivé et vous serez assuré de mourir avec votre fortune intacte. N'ayez plus peur, une nouvelle Église veille sur vous, petite encore en 1973 mais qui ne demandait qu'à grandir, en y mettant tous les moyens que la peur du risque ouvrait à son intelligence.

Il importait, d'abord, qu'elle se légitimât. Les psychologues de toute obédience furent conviés aux préparatifs de la noce. Ils affirmèrent, preuve à l'appui, qu'un individu souffre de l'incertitude beaucoup plus qu'on ne croit et qu'il ne l'avoue. Ils accusèrent cette souffrance de diminuer leur aptitude au travail, et, par là même, leur concours à tout destin collectif, national. Ce qui assurerait le risque, tout risque, serait une œuvre pie, morale et productive, américaine par essence pour tout dire.

Cette légitimation acquise, entretenue par une cohorte de « psys », bien heureux d'être sollicités, il n'eût pas été moral de limiter cette *nouvelle sécurité sociale de la richesse* aux seuls actifs financiers. Il était légitime, presque conforme à un devoir de citoyen, de l'étendre aux créances gagées sur des actifs réels, physiques, la pierre notamment, bâtiments résidentiels et d'entreprises. Ce qui se produisit au cours du dernier quart de siècle avec une étonnante accélération. De 1973 à 1985, Chicago *dériva tout ce qui lui passait déjà sous la main* : matières premières

– sa spécialité –, actions, obligations, prêts ou devises… À partir de 1985, ce furent les opérations sur les taux d'intérêt, les taux de change et les contrats d'hypothèques qui furent « assurés » par leurs marchés dérivés. Les sigles se multiplièrent : CDS, CDO, RMBS, CMBS… Et comme le succès s'affirmait dans l'ampleur des transactions – le génie ne connaissant aucune autodiscipline –, furent créés des dérivés de dérivés (des « dérivés secondes », disent les mathématiciens). Comme les dérivés avaient un prix – par exemple celui de l'assurance qu'un contrat hypothécaire lie à un emprunt nécessaire à l'achat de son logement – pourquoi ne pas évaluer cette dernière assurance, pourquoi ne pas donner en permanence un prix à ce prix ? Pourquoi pas, en effet ? Les mathématiciens ne voient d'ailleurs aucune raison de s'arrêter là. Dérivé de dérivé de dérivé jusqu'à l'infini. Voici de nouveaux marchés, à l'infini eux aussi, ce qui ne saurait faire peur aux financiers décidés à prendre tous les risques, même ceux qu'ils se créent.

Les évaluations du montant des transactions effectuées sur la totalité de ces marchés, sous-jacents, dérivés et dérivés de dérivés manifestent la rapidité de leur croissance et l'énormité de leur volume actuel. C'est désormais en trillions de dollars et d'euros qu'il convient de les calculer. Les comparer au montant de la production mondiale – celle du 6 milliards d'individus – donne matière à étonnement mais manque singulièrement de signification, d'autant qu'une partie de ces transactions échappe à toute investigation extérieure au milieu.

Ces « R-innovations » en chaîne arrivaient à un moment privilégié. Leur matériau de base, une créance-dette, de toute nature, leur valait légèreté et ubiquité. La légèreté était garantie par la rencontre avec l'informatique et un réseau Internet déjà développé. L'ubiquité était assurée, promue même, par une mondialisation engagée depuis

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

près de trente ans dans le domaine des biens et services, matériels ou non, dont les frontières avaient partiellement cédé. Les transactions sur les actifs financiers échappaient à toute entrave, au moins dans l'univers occidental ; chacune pouvait être effectuée dans la milliseconde (aujourd'hui la « nano ») entre deux individus distants de milliers de kilomètres sans coût de transport ou si faible qu'il pouvait être négligé. Ces produits dérivés relevaient d'emblée d'un marché mondial. Leur espace, limité à l'Occident, ne demandait qu'à s'étendre.

Pour que la croissance du nombre de ces marchés soit assurée, il convenait qu'on y prêtât attention et que leurs intervenants disposassent de méthodes d'évaluation de l'objet de leurs transactions, de mesures du risque – actuel, prévisible, probable –, bref, de toutes les éventualités de tous les risques. Il fallait aux prêtres de cette nouvelle religion des théologiens et des séminaires où les former.

Des marchés annexes s'ouvraient tout grands et prometteurs aux mathématiciens et aux physiciens qui venaient d'être déçus par l'arrêt des programmes spatiaux. À défaut d'organiser le tourisme lunaire, ils étaient fort heureux de donner des « éléments scientifiques » aux négociants en actifs financiers. Et ceux qui les formaient autant… Les universités américaines pouvaient créer ou agrandir leur département financier et leurs directeurs prétendre à des prix Nobel dont certains, les plus spécialisés dans ces méthodes, le reçurent effectivement. Ainsi l'enseignement économique disparut lentement sous des équations incompréhensibles sinon de leurs auteurs, happés par l'attrait de ces nouveaux marchés qui, pensaient-ils, auraient toujours besoin de leur compétence, et qui les honoreraient pour la plupart par des espèces trébuchantes. Les jurés du prix Nobel eurent brusquement, sans aucune connaissance du domaine, la plus grande estime pour cette finance. La dynamite volait au secours de l'argent – juste réciprocité.

À mesure que les transactions ajoutaient les trillions aux trillions, leurs négociants attablés devant leurs multiples écrans s'instituaient en prêtres de cette nouvelle religion. Ils n'étaient que des intermédiaires, certes, mais après de longues études et un apprentissage périlleux. Leur vie était rythmée par l'ouverture de marchés qui, pour la plupart, ne fermaient jamais.

La situation des assistants est toujours loin de valoir celle de leurs maîtres. Les sacristains vivent dans l'ombre de leurs prêtres, pourtant charitables par fonction sinon par nature. Cette R-innovation avait besoin de tables pour prouver toute son utilité. Tables qui étaient plus proches de l'office que de la loi. Tables qui transmettaient les ordres d'achat, donc de vente, d'individus commis à cette seule fonction, justement appelés traders, anglicisme tout aussi justifié étant donné les lieux privilégiés de leurs activités, les places financières anglo-saxonnes, en particulier celle de Londres. De ces traders, de leurs décisions, dépendaient les profits – devenus de purs écarts de cours entre l'achat et la vente de quelque actif que ce soit, ou de ses dérivés – perçus par leurs employeurs et, donc, les rétributions qu'ils firent bientôt dépendre de leur habileté. Ainsi naquirent ces bonus qui crûrent aussi vite, peut-être plus même, que les profits procurés par leurs récipiendaires à leurs employeurs, aux banques ou tout autre organisme financier.

Tout en haut de la hiérarchie se tenaient de grands prêtres qui eurent, par éducation et, peut-être, par impuissance, le bon goût de ne pas se donner de pape. Un consistoire permanent de cardinaux sans chef correspondait, de surcroît, aux religions, sinon pratiquées du moins vécues dans l'enfance de ces cardinaux, protestants ou juifs pour leur grande majorité. Les catholiques ont besoin d'un chef. Pas les autres religions du Livre. Ainsi la R-innovation allait abonder chaque jour davantage,

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

pendant plus d'une décennie à la richesse de ces cardinaux, après qu'ils eurent favorisé celle de tous leurs aides, postés alentour, attentifs à leurs gains. R-religion des financiers mondialisés, virtuelle et bien réelle tout à la fois, religion de l'argent pour dire le fin mot de cette innovation percutante qui allait, naturellement, tellement sa séduction était grande, faire naître une *grappe d'innovations secondaires* destinées à accroître encore son emprise sociale.

Le rejet des tutelles et des contrôles

La première prit dix ans à s'imposer, presque immédiatement tant elle paraissait alors sans inconvénient. Les premiers marchés ouverts à la « dérivation » par la Bourse de Chicago continuaient à connaître la centralisation quotidienne des transactions dans une Chambre des compensations qui, comme cela a lieu pour les chèques par exemple, compense achats et ventes d'un même membre de la Chambre (une banque) à l'égard d'un autre pour limiter le règlement au solde de leurs opérations communes. Outre la simplification de ces règlements, la compensation permet la connaissance de toutes les transactions portant sur un même actif financier, ce qui autorise son autorité de tutelle à prendre des mesures de contrôle éventuel à l'égard d'un membre qui commettrait des irrégularités (en fait d'un trader opérant pour le compte de ce membre) ou des mesures de régulation globale.

Pourquoi ne pas soustraire à cette tutelle dont on ne sait jamais s'il pourra, à tout moment, se débarrasser du risque ? Pourquoi dans ces conditions les banques mettraient-elles aux postes clés des spécialistes des prêts ? D'autant que ceux-ci assistent avec quelque envie aux succès financiers des traders. Ces professionnels de la banque sont devenus fort peu utiles… et rémunérés à

l'ancienne, très mal, si l'on compare leurs émoluments aux bonus de ces « jeunes ». Lentement mais sûrement, la hiérarchie des dirigeants financiers se modifie au détriment de ceux qui jaugent et connaissent le risque au moment où naît la créance et à l'avantage de ceux qui vendent et achètent ce risque.

La titrisation se serait-elle limitée à étendre à toutes les créances le statut de matière première des marchés du risque que ses effets eussent été sinon heureux du moins gérables. Mais pourquoi les financiers se seraient-ils arrêtés en si fructueux chemin ? Un actif financier isolé, une hypothèque par exemple, ne présente pas l'épaisseur suffisante pour donner lieu à une transaction ; mais plusieurs, entassées l'une sur l'autre, commencent à retenir l'attention, notamment si elles constituent un paquet d'un millier, de plusieurs milliers d'hypothèques. Et si certaines, sur un certain type d'habitat acquis par un certain type de clients, ne suffiront pas, pourquoi ne pas les mélanger à d'autres hypothèques d'un autre État et d'autres variétés de clients ou à n'importe quoi ?

Le moment où se composent ces « paquets » d'obligations, de prêts de devises, d'hypothèques, etc., constitue celui d'un funeste dérapage. C'est d'abord le moment où tout l'amont de la R-religion se discrédite lorsque certains universitaires stipendiés ou naïfs continuent à prétendre que ces marchés sont transparents et qu'il est possible d'évaluer le risque afférent à chaque « gros paquet » de créances, et donc à en traiter les dérivés… Celui qui compose ces paquets sait, sans doute, mieux que tous ceux qui vont les acheter et les revendre de quoi ils sont faits et quelle évaluation donner à chaque créance. Et encore. Ils ont pour fonction de faire des tas vendables et sont, d'ailleurs, de moins en moins tenus et capables d'évaluer le risque composite afférent à chaque tas. Qu'importe d'ailleurs le flacon pour peu que les traders éprouvent

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

l'ivresse de les traiter. Le risque devient inconnu, supputé, évalué à l'occasion de transactions guidées beaucoup plus, sinon uniquement, par les retombées financières des intervenants sur le marché.

Quant à la transparence que les enseignants en finance continuent de poser en axiome de la compréhension du fonctionnement de ces marchés, elle n'est qu'un vieux souvenir. Et ces enseignants se font, comme souvent, les thuriféraires des institutions financières qui, elles, savent chaque jour davantage que les marchés ne sont pas transparents, qu'il est très heureux pour certains qu'ils ne le soient pas, aucune fortune solide n'étant jamais constituée sans délit d'initiés. Il s'agit de l'initiation relative au contenu exact de ces paquets devenus totalement hétérogènes. « Vous me ferez pour un million de dollars d'obligations mélangées à des hypothèques et vous me rajouterez quelques contrats de SWAP, bref un CDS séduisant. » À l'issue de cette nouvelle très bonne idée, les marchés new-yorkais supplantèrent ceux de Chicago, Londres faisant une résistance efficace.

Ces nouveaux titres, dérivés ou non, inavouables matières premières à des transactions prétendant conjurer le risque, étaient impossibles à évaluer « objectivement », scientifiquement, disaient les probabilistes. Le prix de ces paquets, comme Keynes le disait des cours de Bourse de l'entre-deux-guerres, reposait en fait sur ce que l'acheteur supposait qu'ils valaient et, surtout, vaudraient lorsqu'il les revendrait, quelques secondes après les avoir achetés ou plus tard. Et les pensées sont, dans ce domaine, affaire de rumeurs beaucoup plus que de réflexion personnelle.

Il restait une dernière amélioration à apporter à ces marchés : garder les avantages d'une transaction non déclarée à une instance de marché (la Chambre des compensations) tout en acquérant ceux que procure l'anonymat du marché. Passer du bilatéral au multilatéral sans

contrôle. Voilà le paradis rêvé devenu réalité, lorsque les banques, les « grandes », celles de New York, les européennes, en passant par Londres, créèrent à leur usage un système parallèle où des « entités » les représentant vont être tentées de faire jouer de nouvelles prérogatives, d'autant qu'il est facile d'en trouver le moyen. Chaque banque (ou autre intermédiaire) n'a qu'à individualiser chaque transaction avec son cocontractant. Elle n'aura ainsi aucun compte à rendre. Certes, elle courra le risque de ne pas voir son contrat honoré. Mais ce risque est quasi nul. Les transactions sont instantanées et hormis les défaillances de l'informatique, il n'a même pas à être assuré, encore que… Ainsi naissent à partir de 1985, voici vingt-cinq ans, des *marchés dits non organisés*, dits aussi de gré à gré, dont l'importance va supplanter très vite celle des vieux marchés qui l'étaient et dont les opérations étaient « transparentes ».

Ces nouveaux marchés de gré à gré le sont à double titre. Leur nouveauté tient aussi aux actifs financiers qu'ils traitent. La fameuse titrisation constitue cette innovation secondaire, davantage dans le moment de sa naissance que dans ses conséquences, en l'occurrence l'explosion des transactions financières.

Celles-ci ont désormais une matière première en quantité illimitée et à coût de création apparemment faible sinon nul. Titriser consiste à transformer par simple décision toute créance d'une banque, *sur qui que ce soit*, entreprise, particulier, *pour quelque raison que ce soit*, obligation, hypothèque, prêts de devises ou de monnaie, *à quelque terme que ce soit*, bref toute créance imaginable en un titre qui se puisse vendre, et se revendre à l'infini, aussi longtemps qu'il y a des acheteurs.

Cette titrisation porte en elle, sous l'étendard du traitement du risque afférent à toute créance, plus que l'innovation mère, la responsabilité de la crise financière qui

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

éclatera en 2008. Elle donne à tous les financiers une liberté dont ils vont, comme toujours, abuser. Elle a pour effet immédiat de déresponsabiliser celui qui accorde un prêt, puisque ce créancier sait qu'il n'aura pas à attendre l'échéance du prêt (songeons à l'hypothèque), puisqu'il pourra vendre sa créance sur un marché – de gré à gré. Pourquoi alors faire attention à la solvabilité du débiteur ? Son prêt pourra être vendu, tacitement à des véhicules d'investissement structurés capables d'intervenir sur tous les marchés officiels et entre eux, acheter et vendre ces paquets dits eux-mêmes structurés (non sans humour) sans aucun contrôle d'aucune autorité publique ou privée.

Cette dernière nouveauté de la grappe R-innovation, reconnue quelque dix ans après sa création comme un *système bancaire clandestin*, devait clore la longue liste des trouvailles géniales d'un secteur financier, adoptées dans l'enthousiasme par tous leurs congénères du monde occidental.

Ces exploitations en chaîne de la R-innovation avaient deux objectifs très complémentaires, tous deux atteints au-delà des attentes. Le premier était d'accroître aussi vite que possible les transactions sur tous ces marchés et, donc, leur matière première, soit toute espèce de créances. Y parvenir voulait dire que de plus en plus de ces créances fussent l'objet de transactions, directes et plus encore dérivées. Il fallait donc que tous ces opérateurs de marché, en particulier les banques tout en haut de l'édifice et dont c'était le métier historique, fassent le plus possible de crédit, un peu comme les entreprises minières qui extraient de plus en plus. La différence entre ces deux matières premières réside précisément dans les conditions et le coût de leur extraction. Faire un crédit, ouvrir un compte où le débiteur puisse puiser, n'exige ni temps, ni même document à l'heure de l'informatique. Mais il y faut cette assurance du non-remboursement que constituent

les fonds propres, autrement dit ce que la banque conserve pour éviter que le non-remboursement équivaille à la faillite.

De l'oligarchie à la toxicité

Cette exigence de fonds propres est depuis toujours au cœur même du contrôle des activités bancaires. Elle détermine le montant maximal des créances qu'une banque ou tout autre intermédiaire peut consentir. Elle représente la seule contrainte efficace au développement illimité de l'activité des banques. Aussi toutes les techniques financières nouvelles seront-elles, *depuis la moitié de la décennie quatre-vingt, destinées à se soustraire à cette contrainte, mécaniquement d'abord, en usant de la créativité comptable, en transformant la présentation des bilans desquels on retire les engagements « dérivés »* ; puis, lorsque le total des créances émises aura augmenté en créant ces paquets de créances au contenu indéfini, inconnu parfois, dits *opaques* lorsqu'ils deviennent franchement « *toxiques* », et présentent un risque de non-remboursement des plus élevés. Et pour accroître encore la masse des créances en circulation, gageure de transaction à rémunération, profits des cardinaux banquiers et bonus des prêtres d'une religion dont les adeptes affluent – et pour cause –, la création de *marchés occultes*, à l'usage réservé de quelques-uns, réalise cette opacité totale qui dispense de tout fonds propres.

Et tout le petit monde autour de ces marchés de se sentir gagné par le succès. Comment d'ailleurs les fameuses agences de notation donneraient-elles une quelconque note à des créances au contenu inconnu d'à peu près tous les opérateurs à l'exception de ceux qui les ont constitués, et encore ?… Comment les titulaires de prix Nobel, dont le premier s'appellera Black, en un humour dont la couleur se devine, ne galvaniseraient-ils pas leurs collègues à devenir, eux aussi, des enseignants de finance ? Et

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

comment étudiants physiciens et mathématiciens ne seraient-ils pas de plus en plus impatients d'appartenir à ce monde à bonus, cette rémunération exceptionnelle de métiers devenus justement symboliques d'une réussite financière bâtie sur des connaissances scientifiques – du moins pouvait-on le supposer ? Et pourquoi les particuliers ne seraient-ils pas devenus friands de ces crédits dont le remboursement leur paraissait, à eux aussi, assurés quels que soient leurs fonds propres ?

Les évaluations fantasmagoriques du montant des crédits consentis par le système financier américain – 60 trillions de dollars en 2007 pour les seuls crédits dérivés, 3 trillions pour le seul accroissement de la dette immobilière en 2007 – n'ont rien d'étonnant et ne doivent d'ailleurs pas, sans précaution, être rapprochées du montant du produit national (15 000 milliards de dollars), car ils se rapportent à deux univers, le réel et le financier, fort différents. En revanche, il convient de les considérer comme un indice de l'activité du secteur financier dont la part dans le produit national des États-Unis passe de 3 à 10 % dans la seule décennie 1990. Ces chiffres astronomiques peuvent même avoir la fâcheuse capacité de cacher la modification considérable que le prosélytisme de cette religion du risque – et de l'argent – a provoquée dans la société américaine, *évoluant d'une démocratie imparfaite à une oligarchie presque parfaite*.

L'opacité croissante des actifs financiers traités sur les nouveaux marchés n'était certes pas leur qualité essentielle. Mais elle aidait à la réalisation de l'objectif majeur des premières entreprises de la R-innovation : augmenter dans des proportions infinies le produit bancaire. Elle mettait à l'abri les banques, toutes activités confondues, de la concupiscence inhérente à tout succès spectaculaire et, encore plus méritoire, de la tutelle politique, elle aussi indissociable des préoccupations soulevées par la finance, fût-elle transparente…

L'opacité n'est toutefois qu'un début d'impunité, en particulier à l'égard des pouvoirs publics. La nature même de tous les nouveaux actifs mettait la banque à l'abri de la contestation du public. Comment en vouloir à ceux qui dispensaient facilement les crédits nécessaires à l'acquisition du logement et à ceux qui les assuraient ? Ils méritaient au contraire la reconnaissance de tous ceux, nombreux, qui accédaient enfin à un logement auquel ils n'osaient prétendre avant les largesses de ces « nouvelles » banques.

La stratégie de la R-Religion

Mais à l'égard des pouvoirs politiques, le succès devait être d'autant plus discret qu'il pouvait, à chaque lubie du Congrès, être mis à mal par des mesures intempestives qui, d'ailleurs, auraient nui à la maîtrise du risque. Pour tenir la menace aussi éloignée que possible, trois politiques devaient être adoptées et le furent.

La *première était de persuader tout un chacun*, en particulier l'électeur de base, dont le vote assure le mandat du sénateur, du gouverneur et des chefs locaux des deux partis, *que cette R-innovation participait à l'intérêt général* comme aucune autre d'entre elles ne l'avait fait. Tout un arsenal de propagandistes fut mobilisé dans cette noble tâche. Universitaires, journalistes, gens des médias ne devaient pas cesser de tarir d'éloges sur ce « nouveau » secteur financier qui réalisait la quadrature du cercle (le pentagone plutôt) : accroître les capacités d'endettement pour chacun, faire disparaître les risques financiers moyennant une petite obole, permettre ainsi d'accroître la productivité, diminuer le rôle des finances publiques à l'avantage des engagements privés et, pour couronner le panégyrique, fortifier un dollar plus roi que jamais. Difficile de connaître l'ampleur des efforts financiers (sans risque) consentis par le lobby bancaire pour que cette messe fût bien entendue. Elle le fut.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

La deuxième politique consentait à accroître la santé et la force de frappe de la « finance ». Pour une part, l'affirmation de sa cohésion allait de soi. Les actifs nouveau-nés de l'endettement de toute la société américaine avaient ouvert de nouvelles activités lucratives pour tout un ensemble de professions, dans tous les États de l'Union, à commencer par les banques locales, agents de seconde main, elles-mêmes animant des réseaux de démarcheurs et représentants et autres « placiers » en hypothèques, aussi persuasifs et incitatifs pour certains que nos bonimenteurs forains. Les activités de ces populations locales alimentaient les banques, de premier rang, avec, à leur tête, celles de New York ayant supplanté celles de Chicago, dont les filiales hors des frontières, de tout temps autorisées par le Steagall Act (1933), permettaient la mondialisation de la R-innovation. Le secteur bancaire américain, jusque-là régionalisé, se structurait en érigeant une pyramide, au sommet de laquelle se tenaient une quinzaine d'établissements financiers, les cinq grandes banques commerciales, les cinq sociétés d'investissement et les quatre plus gros établissements de financement de l'immobilier. *En 2008, ces quinze « banques » détenaient plus de la moitié de l'endettement non financier de l'Union.*

Une fois fixé le nombre des acteurs influents, une fois l'oligopole constitué, pour user d'un terme fort peu utilisé dans l'analyse et le constat des universitaires américains – trop différent de la concurrence parfaite sans doute… –, il se devait d'être « coordonné », ce qu'il était presque sans effort étant donné la nature de cette nouvelle finance dont les produits passaient chaque jour de main en main, ce qui créait évidemment des liens. Cet oligopole fut très rapidement suffisamment uni pour adopter des actions communes, les plus déterminantes de sa santé relevant de l'aménagement de ses relations avec les seuls empêcheurs de financer en rond, ces salariés politiques démocratiquement élus.

La troisième politique de cet oligopole financier consista à accroître son impunité, et à passer de *l'opacité à l'impunité*. Plusieurs manœuvres furent alors lancées, les unes anciennes, certaines autres innovantes. Les plus anciennes consistèrent à participer à l'investiture des candidats aux postes politiques influents. Attitude très ancienne, d'autant que les groupes de pression sont des plus légaux, démocratiques sans doute. Comment, d'ailleurs, eurent-ils pu ne pas l'être alors que leurs racines historiques plongeaient jusqu'au temps de l'Indépendance ? Mais tout élu, quelle que soit l'autonomie de son statut et de son pouvoir, doit bien quelque reconnaissance à ceux qui ont aidé sa valeur humaine à triompher. Tout aussi traditionnel est le concours du système bancaire au financement de l'industrie militaire et à celui, plus important, d'un déficit budgétaire auquel le concours de l'excédent chinois ne peut suffire.

Ce sont, cependant, les nouvelles manœuvres qui vont avoir la préférence de cet oligopole une fois coordonné. Elles auront connu la graduation qu'autorisait leur succès grandissant. Dès 1990, la collaboration avec les autorités fédérales conduit à la création d'un comité chargé de suivre l'évolution des marchés financiers. Le milieu ne se fait guère d'illusion sur son « travail » puisqu'il le surnomme « équipe de protection d'un incident grave » (*Plunge Protection Team*). Ce comité, composé à parité par des dirigeants des grandes banques et des représentants de l'Administration fédérale, tient ses travaux secrets et propose, sans doute, la décision fédérale la plus convoitée et lourde de conséquences : l'abrogation du Steagall Act par Bill Clinton, qui ouvre aux grandes banques un espace de totale liberté.

La concurrence entre les principaux intermédiaires financiers (banques de dépôt, d'investissement, compagnies d'assurance) est autorisée, ainsi que leur fusion, gage

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

d'une concentration croissante. Cette grande victoire du secteur – le terme de *sphère* devient alors mieux approprié – n'aurait pas été obtenue sans le développement de relations étroites, devenant par la suite interchangeables, entre les dirigeants de ces intermédiaires et les hommes politiques, le Président et ses proches collaborateurs compris… Un an après, l'affaire Enron manifeste l'intimité de ses relations.

Les années suivantes, le nouveau Président ne résiste pas mieux (pourquoi d'ailleurs l'aurait-il fait ?) en octroyant aux banques et établissements assimilés la levée de la contrainte dite de fonds propres et en obtenant que le gouvernement américain (celui de l'Angleterre n'a pas dû s'opposer à son forcing diplomatique) persuade les autorités européennes de Bruxelles d'exonérer les filiales des banques américaines de tout contrôle. La mondialisation financière se passait ainsi, au moins en ce qui concernait l'espace européen, d'un quelconque cycle de négociations analogue à ceux que le GATT organisait pour les biens et services. De surcroît, comme si les États américains champions de l'évasion fiscale (le Delaware notamment) ne suffisaient pas à « organiser » la gestion des trésoreries, les États européens s'y prêteraient eux aussi.

Enfin, après le « plongeon » opéré en 2008, les relations entre les milieux politiques et les dirigeants de la sphère financière manifestèrent leur étendue et leur efficacité. Le concours financier de l'État fédéral fut total et ses modalités des plus favorables aux participants à l'oligopole financier le plus volumineux, le plus responsable et le plus intelligent que le capitalisme ait jamais connu.

Milliards à disposition des intermédiaires financiers les plus responsables, aucune sanction à leurs dirigeants, organisation d'une concertation croissante à l'avantage des mieux représentés dans *la première oligarchie triomphante de l'histoire des États-Unis*. Oligarchie où s'agglutinent autour des stratèges, officiels ou non, de la sphère financière, des responsables de l'Administration fédérale choisis pour leur fidélité avérée au groupe, hommes politiques passifs pour cause de préoccupation électorale (la plupart des sénateurs) ou inféodés à ceux qui ont permis leur élection. Oligarchie à laquelle se sont rattachées les grandes familles industrielles du siècle précédent et les acteurs de la révolution informatique, entourés des grands amuseurs publics, sportifs et acteurs de l'ensemble des médias. Oligarchie qui ne doit pas compter plus de 60 000 individus – dirigeants effectifs à des titres divers – et 600 000 si l'on y ajoute les complices de nature, les associés de fond, les bénéficiaires de privilèges, financiers (revenu, fortune) et autres, soit respectivement 0,02 % et 0,2 % de la population totale.

Oligarchie dont la formation aura manifesté la détermination, l'habileté stratégique et la qualité intellectuelle de tous ses membres actuels. Nul doute qu'elle ait obéi jusqu'ici à l'un des principes les moins contestables de la théorie des organisations postulant qu'aucune d'entre elles ne connaît d'autodiscipline, que chacune envahit son espace et l'exploite autant et aussi longtemps qu'elle ne rencontre pas de résistance victorieuse.

L'exploitation de l'espèce est désormais avérée. Les dernières vingt années et, dans une accélération rapide, les dix dernières auront connu une évolution très spécifique des conditions de vie du peuple américain. Au terme de ces dix ans de triomphe croissant d'une oligarchie dominée par ses éléments financiers, l'économie américaine ne connut aucune création d'emploi. Le pouvoir d'achat de la famille typique a légèrement baissé. Plus étonnant, la valeur réelle des logements a diminué, voire sombré en certains États et, encore plus déroutant, le cours moyen (les indices clés) des actions est resté constant, en valeur nominale, ayant

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

baissé de plus de 10 % si l'on tient compte de l'inflation. En fait, toutes les prévisions des plus optimistes officialisées par les dirigeants des grandes banques – et autres – au début de cette décennie, vantant les avantages incommensurables qu'allait procurer l'idéologie ultralibérale à tous les « citoyens », se sont révélées désastreusement erronées. Il est plus facile, en terme de moyens, de stigmatiser les erreurs de prévision « des économistes » que celles des présidents des grandes banques américaines, des agences fédérales ou des conseillers financiers du président des États-Unis, jamais fautifs étant donné la fonction qu'ils occupent.

Paul Krugman s'est, pour une fois et curieusement, arrêté en chemin. Cette décennie ne fut pas un zéro intégral. Il est au moins une corporation qui aura échappé à cette nullité. Les bonus, sans commune mesure avec les revenus moyens, même ceux des cadres supérieurs exerçant en d'autres secteurs, ne constituent sans doute que le fameux sommet d'un iceberg dont les trois quarts (ou quatre cinquièmes) sont lestés par les stock-options et autres rémunérations encore plus discrètes, aux États-Unis et ailleurs, des dirigeants des grands intermédiaires et de la cohorte de collaborateurs proches et autres serviteurs de services divers. Il ne s'agit plus de revenus mais de capital ou, si l'on préfère, de fortune.

*

Ces années de « financiarisation » (terme assez inélégant) n'auront pas seulement vu l'information se substituer à l'énergie, la sphère financière se déconnecter de la sphère réelle, ni vu naître l'oligarchie dirigeante de la société hégémonique de la planète. Elles auront été le témoin de la mondialisation de cette R-innovation à partir de ses lieux de naissance, New York et Chicago. L'accaparement par cette oligarchie des profits et des rentes de la finance nouvelle en fait une *ploutocratie*. Ne pas céder à cette tentation aurait été d'autant plus inhumain que le glissement ne provoquait aucune résistance sociale effective.

Mais l'histoire du capitalisme, industriel avant qu'il ne devienne financier, enseigne, d'une part, que toute crise grave modifie à terme beaucoup plus de comportements, d'institutions et de modes de vie qu'on ne le prévoyait – les guerres mondiales et la crise de 1929 en attestent. D'autre part, que les évolutions américaines se sont, jusqu'à présent, inscrites dans celles de nombre d'autres peuples avec un décalage de temps qui n'a pas d'ailleurs cessé de diminuer.

La mondialisation aidant, cette contagion est-elle prévisible dans un futur proche ? Si tel était le cas, le monde glisserait vers une organisation tout à fait nouvelle. Un ensemble d'oligarchies à l'américaine, dont les membres seraient des adeptes affirmés de la religion de l'argent, recouvrant de son manteau d'étoiles toutes les autres, sans qu'elles soient contestées par des sociétés à diverses raisons satisfaites de leur sort. Les oligarchies seraient-elles alors heureuses de vivre ensemble et l'humanité fière de son identité ?

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chapitre 3

L'argent roi

En évoluant très nettement vers un régime oligarchique, les États-Unis ne faisaient que rejoindre le très gros du peloton des nations constituées depuis deux siècles. Presque toutes, de naissance ou non, sont gouvernées par un petit, quelquefois très petit nombre d'individus. Certaines, comme la quasi-totalité des nations africaines, sont des oligarchies, les unes d'origine tribale, les autres familiale. Ces dernières se perpétuent par héritage, ayant besoin d'un ciment militaire qui prend rarement sans échauffement. Bien évidemment, ces oligarchies sont des démocraties « républicaines » ou inversement. Depuis le siècle des Lumières, la qualité de « démocratie » est une nécessité pour tout régime politique, d'autant plus qu'il en est tout à fait éloigné. Machiavel soulignait déjà l'utilisation dans le domaine politique de termes ayant perdu leur contenu originel et se perpétuant telles des coquilles vides.

Les pays d'Asie illustrent, avant comme après la Seconde Guerre mondiale, cette pratique. La Chine, dont l'évolution est gouvernée, même dans le détail, par un appareil de parti très hiérarchisé, est, bien entendu, une démocratie, la plus démocratique qui soit, évidemment populaire. Le Japon vivait sous un régime constitué par la famille de l'empereur entourée de ses sbires, plus ou moins affidés. L'Inde, après l'époque des maharadjahs et la parenthèse de Gandhi-Nehru, obéit à une oligarchie

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

plus courante, composée d'un personnel politique et d'entrepreneurs familiaux. Les oligarchies de certaines nations – Thaïlande, Indonésie, Malaisie – répondent à des compositions différentes selon les religions qui prévalent et leur degré de développement économique. Les militaires jouent, cependant, partout, un rôle déterminant. Mais tous ces pays sont des démocraties, à l'asiatique, pas très éloignées de leurs consœurs du continent africain.

Les nations de l'Europe occidentale sont sans doute, pour avoir été le berceau de la philosophie politique au lendemain de la Renaissance, les moins éloignées d'un régime où « le peuple », la totalité des étourneaux, aurait son mot à dire pour déterminer la direction du nuage. Leurs démocraties n'en furent pas moins marquées par les difficultés de leur naissance et, depuis toujours, entamées par la présence d'oligarchies de plus en plus prégnantes, au point de les menacer de mort, ce qui advint en Allemagne, en Italie et en Espagne où de franches dictatures les emportèrent, pour une longue période après la fin des hostilités en Espagne. Ces oligarchies se drapèrent néanmoins dans le drapeau d'un État national et socialiste. En politique, la seule constante réside dans l'usage de termes dont l'incantation cède au ridicule.

La composition des oligarchies nationales demeure assez diverse. Elle sera plus ou moins industrielle, plus ou moins militaire, plus ou moins politique, plus ou moins religieuse selon que la nation – comme celles du continent africain – sera née de l'indépendance, sinon conquise du moins préservée par ses militaires, selon qu'elle aura connu un développement industriel ou agricole et que la politique aura imposé ses représentants à tous les autres.

Ces oligarchies évoluent donc en concomitance avec le développement économique et social et, en l'occurrence, pour sa variante américaine, avec les événements « chaotiques » de son histoire. Rien d'original, d'ailleurs, à ce

que leurs vies connaissent des moments particuliers à l'occasion des guerres et des crises économiques dont les origines, comme les effets, peuvent être fort différents. Elles n'en ont pas moins, aujourd'hui, une caractéristique commune qui, lentement mais sûrement et vite, les homogénéise. L'argent fonde leur religion et légitime les inégalités.

La montée des inégalités

Les deux guerres mondiales n'ont pu que conforter la place et le rang des militaires et des industriels, entrepreneurs de qui dépendit la victoire et qui méritèrent l'admiration que le monde devait à leurs réalisations restées longtemps sans concurrence. Les conséquences des deux crises économiques majeures connues par les nations capitalistes furent, elles, fort différentes.

La crise de 1929 eut une conséquence plus mal connue que la montée du chômage : la baisse de la production et des prix, de plus de 20 % en quelques mois. Déclenchées par la spéculation financière sur le cours des actions, cette crise et la guerre qui suivit *réduisirent de façon considérable les inégalités de revenu et, surtout, de fortune*. Un pour cent de la population américaine recevait 16 % des revenus totaux en 1919. Leur part chute à 8 % en 1974. Et il en est de même dans toutes les autres nations développées. Au Royaume-Uni, la baisse est plus spectaculaire, de 20 % à 6 %, entre ces deux dates. Le Japon, l'Allemagne et la France résistent mieux. Un pour cent de leur population la plus rémunérée voit sa part diminuer de moitié seulement.

La réduction des inégalités de fortune est encore plus forte. En 1929, une poignée de chefs de famille fortunés d'origine industrielle avait accumulé depuis 1890 tous les

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

avantages de la richesse, pouvoir, aura, et donné envie de les imiter. En 1894, le revenu de John D. Rockefeller équivalait à 7 000 fois le revenu moyen. Le dernier bal des débutantes avant la crise avait accueilli avec empressement la fille de Henry Ford qui avait payé sa participation 100 000 dollars avant que le roi du rail Gould ne lui fasse honte en en versant 200 000 aux gentils organisateurs. En 1914, les États-Unis comptaient 7 500 millionnaires et 39 000, cinq fois plus, en 1929. Mais ils n'étaient plus que 12 000 en 1939. Une diminution de même ampleur eut sans doute lieu en Europe, en Angleterre notamment.

La crise de 2008, que l'on a parfois comparée à celle de 1929, a reçu plus de publicité, sans pourtant présenter le même degré de gravité. Les prix n'ont pas baissé et les productions, dans une proportion bien moindre que dans tous les pays concernés en 1929 : 3 à 4 % comparé au – 30 % de la période 1929-1935. De surcroît, cette dernière crise présente une différence énorme, une opposition à vrai dire, avec la Grande Dépression : *les inégalités de revenus et de fortune n'ont pas baissé; elles ont, au contraire, augmenté de façon considérable, quels que soient leurs nombreux modes d'évaluation.*

La considération de la part des *revenus* qui échoit aux 10 % de la population la moins rémunérée, est, sans doute, la plus intéressante. Celle-ci atteignait 40 % à la fin du XIX^e siècle pour s'élever jusqu'à 50 % en 1929. Chute brutale jusqu'à 36 % en 1929, avant de connaître le fond aux alentours des années 1980. Depuis, nous assistons à sa très forte remontée jusqu'à atteindre le montant de 50 % en 2005, et sans doute davantage aujourd'hui. La crise financière récente n'a donc pas eu les mêmes effets que la crise de 1929 en ce qui concerne les revenus les plus élevés et, ce, d'autant plus qu'ils le sont. Au contraire. Ainsi, en 2005, 300 000 individus percevaient autant que les

150 millions du bas de l'échelle, et plus on considère les moins rémunérés, plus cette augmentation des inégalités des revenus s'affirme.

En 2005, 1 % des revenus les plus élevés, soit 3 millions d'Américains, percevait 21,8 % du revenu national, soit 1,1 million de dollars, en augmentation de 14 % par rapport à l'année précédente; 0,1 % de la population, soit 300 000 individus, auront reçu 5,6 millions de dollars chacun, en augmentation de 20 %, et les 0,01 %, soit 1 pour 10 000, près de 26 millions. Et si l'on évalue ces aubaines selon les États, on constate, sans étonnement, que les inégalités ont augmenté de façon très préférentielle dans les États financiers, comme en Nouvelle-Angleterre – les revenus des 20 % les plus riches se sont accrus de 15 % ces quinze dernières années, ceux des 5 % de 27 %.

Le constat de l'évolution des fortunes ne fait que confirmer l'évolution vers des inégalités croissantes. *En 1987, 4,5 millions de millionnaires; en 2007, 9,7 millions, pendant que le nombre des milliardaires passait de 140 à 946.* Et la deuxième fortune américaine, objet de tous les enthousiasmes, Warren Buffet, spéculateur avisé de grande envergure, défiant l'âge autant que les mauvais placements, talonnait en 2009, avec 29 milliards de dollars, Bill Gates qui maintenait néanmoins sa première place avec 31 milliards.

La religion de l'argent

La montée de ces inégalités, dont l'origine était de plus en plus financière et de moins en moins industrielle, même si on y inclut Microsoft, se révélait tout à fait cohérente avec la focalisation de l'oligarchie sur l'argent et la richesse. Elle légitimait, d'ailleurs, cette évolution, soit en

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

accusant la pauvreté de l'éducation ou la paresse d'en être la cause, soit en écartant l'idée qu'elle pût devenir socialement et politiquement contestée… Après tout, les revenus de la classe moyenne, en particulier ceux des ouvriers, avaient été constants pendant une génération et avaient même baissé, depuis le début de la crise, sans aucun trouble. Et d'ailleurs, au moins 50 % des Américains n'avaient-ils pas un revenu inférieur à la moyenne comme un sénateur – républicain – le fit remarquer avec un humour quelque peu agressif? Et quelle autre religion pourrait-elle « réguler » mieux que l'argent les activités américaines, donc humaines? L'oligarchie y trouvait sa cohésion, ses membres leurs objectifs et leur raison de vivre, pas seulement d'avoir, mais surtout d'être. Et toutes celles qui président aujourd'hui aux destins des nations, quelles que soient leur diversité et leur histoire, sont contaminées par un prosélytisme autrement plus rapide et plus « démocratique » que celui de toutes les religions, islam compris. Le sens de l'histoire de ce qu'il convient de nommer argent ou monnaie est d'une parfaite orientation, de l'utile au religieux, une flèche du temps, diraient les physiciens.

De l'usage de la chèvre et de la femme comme élément d'un troc – ou d'une guerre – à celui des premières pièces en métal, il fallut beaucoup plus de temps que celui qui sépare la monnaie métallique du billet papier, dernière expression matérielle d'un moyen d'échange devenu d'un usage courant pour la majorité de l'espèce humaine en une trentaine de siècles, un instant comparé à la durée qui nous sépare de l'apparition des hominidés.

Du billet à la monnaie scripturale, pendant les dix siècles qui séparent la fin de l'Empire romain de la Renaissance – encore que la Casa San Giorgio la précède – l'accélération de l'histoire ne fut jamais aussi patente et rapide que celle de la monnaie. En deux siècles, la monnaie scripturale a été supplantée, son existence peut-être menacée, par l'invasion de la monétique – monnaies dont le transfert est l'objet d'un jeu d'écritures informatisées, instantanées, dématérialisées, donc d'un coût de transport quasiment nul.

Depuis ces vingt ou trente dernières années, ces monnaies sont devenues de moins en moins nationales, certaines accédant à un statut mondial, toutes les autres s'échangeant entre elles sur un simple ordre téléphonique, désormais « internétisé ». Tout individu (ou presque) a désormais la possibilité de détenir et d'user d'une monnaie, la sienne, celle de son pays ou de tout autre, en particulier celui dont la monnaie a un statut mondial. Cette mondialisation récente, fruit de la résonance entre la monnaie scripturale et la « toile », est loin d'avoir produit tous ses effets. Elle ouvre à chacun un nouvel espace de liberté dont l'occupation mérite examen.

Si sa démocratisation, mondiale, constitue l'intimité du sens de son histoire, ses effets ne se limitent pas à faciliter l'échange de nos activités. La monnaie depuis toujours, et de plus en plus, a bien d'autres fonctions, exacerbées elles aussi par la mondialisation.

Le très pauvre, l'exclu, n'a pas de monnaie. Il survit dans l'espérance qu'il pourra posséder un jour quelques « pièces » qui lui permettront d'acquérir de la nourriture, ou de disposer de l'abri dont il rêve.

Le pauvre accède à cet état sommaire. Sa « monnaie », d'où qu'elle vienne – de son travail presque toujours –, lui ouvre un espace de liberté, celle d'une consommation, certes limitée, mais déterminée par ses préférences. Toute sa monnaie, quelquefois davantage parce qu'il s'endette, est utilisée dans des échanges de biens et de services. S'il travaille beaucoup ou s'il hérite, il accède à une aisance dont la qualité s'accroît avec son revenu. Il peut alors espérer vivre quelque temps sans travailler, en particulier

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

si ses forces viennent à manquer. Il épargne pour prévenir tout ce que l'avenir peut lui réserver de mauvais, avenir dont il a peur, avenir qu'il faut maîtriser par anticipation en prenant toutes les précautions qu'appelle son imprévisibilité.

Cette volonté de conjurer les « actes du roi », que le futur garde imprévus, ne cède pas lorsque l'aisance augmente, lorsque l'individu devient riche. Sa liberté devient frappée (Léon Bloy), elle prend un contenu beaucoup plus ample. Ses choix se diversifient et, surtout, sa richesse alimente sa confiance en lui et, plus encore, le sentiment qu'il a de sa réussite économique, son mérite qui appelle sa reconnaissance sociale, et, pourquoi pas ?, un pas appelle le suivant, sa valeur morale. Comme la religion protestante, version hétérodoxe (pas hérétique) de la religion chrétienne, l'admet. Le riche est l'élu d'un Dieu qui prend soin de ne pas l'avertir qu'il méritera le Paradis.

Un non-averti peut, aussi, en valoir deux. Si la richesse possède tous les avantages, fol est qui s'arrêterait en si bon chemin si ses forces le portent plus loin. Le riche sage devient alors très riche. La monnaie est un élément de richesse dont l'accumulation est, elle aussi, sans coût. Pas d'entrepôt, pas de magasinier (ou discret), pas d'assurance à prendre si son confort est sécurisé dans des comptes sans rivages, ou dans ceux des Syrtes. Ce très riche voit s'ouvrir une liberté de choix dont le contenu n'a plus grand-chose de commun avec celle de l'individu aisé.

Le très riche peut s'investir tout entier dans la concurrence interindividuelle, affirmer son ego en confortant la victoire sur les autres riches, en devenant le fameux *primum inter pares*, le plus riche des très riches. Pour y parvenir, il lui faut le montrer, posséder ce que tous les autres riches ne peuvent pas posséder, le bien très rare, le tableau, le livre, le meuble unique dont l'acquisition vaudra affrontement public, record battu et médiatisation méritée. Les grands rois de naguère assuraient ainsi leur réputation et suscitaient admiration et reconnaissance de tous ceux que leurs largesses dispendieuses, sidérantes, faisaient vivre. Trois siècles tout juste séparent les grands ébénistes de Louis XIV et les flamboyants commissaires-priseurs d'Abramovitch, trois siècles entre la construction de Versailles et la flottille des yachts amarrés bord à bord dans la rade de St Barth – dont le patronage est, sans doute, involontaire.

Mais si les victoires sourient, la grande richesse ne souffre aucune contestation, le *très très riche* peut songer à donner une utilité sociale à son pactole, ou plutôt à asseoir sur lui son rang social. La très très grande richesse vaut gloire ou pouvoir, ou les deux. Et le pouvoir peut s'acquérir selon de multiples voies. L'uni-vers appartient aux multi-vers. On peut faire candidature – mais le très riche a-t-il besoin du vote des moins riches, voire des pauvres ? Et ces pauvres qui constituent la majorité des voix sont-ils spontanément enclins à porter au pouvoir un de ceux qui en occupent déjà l'espace ? Et n'est-il pas plus aisé de participer à l'élection de quelque ami bien choisi et conciliant ou, mieux, d'exercer des fonctions politiques sans être élu – comme David Rockefeller ? N'est-il pas plus sage de se mettre à l'abri de toute volonté de nuire qui pourrait tenter quelque potentat politique malavisé ; d'autant que la richesse mondialisée peut échapper à tout mauvais traitement.

Reste alors à celui qui ne se résigne pas à ne rien faire, ou dont l'âge atténue les capacités, à continuer à agrandir sa fortune. Attitude métaphysique plus encore que névrotique. Être toujours plus riche manifeste que l'on est toujours en vie, que la mort doit attendre et que, d'ailleurs, elle sera rémunérée à proportion du poids financier du cadavre. Ainsi peut-on accéder au palmarès des fortunes

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

par des voies purement financières, sans qu'il soit besoin d'innovations informatiques. Et, à défaut de supplanter Bill Gates, être le second comme Buffet permet de satisfaire plusieurs désirs à la fois : être influent, objet d'admiration, hors de toute angoisse, excepté la mort, et s'offrir biens et personnes à discrétion.

La crise financière déclenchée par l'oligarchie américaine, si elle est de même nature, a un sens qui va bien au-delà du présent et de ses expressions économiques ou sociales, des « fameux » taux de croissance désormais hebdomadaires de la « richesse nationale » ou du nombre des étourneaux. Cette crise n'a rien de commun avec celle de 1929 et une portée infiniment plus grande, moins économique que métaphysique. *Elle sacralise l'argent pour toute l'espèce, argent qui était déjà l'intime du rêve américain, mais qui est devenu beaucoup plus qu'un rêve, « la route, le lieu de la grande formule »* (Kenneth White) : la richesse. Rien d'étonnant à ce que l'expression « richesse ordinale » ait remplacé, au mépris de toute logique, celle de production nationale. La production est un flux annuel. La richesse est la mer dans laquelle se jettent les flux. C'est bien la richesse qui est devenue le but, le moyen et la contrainte de nos désirs, tout à la fois.

Cette religion de la richesse attire à elle tout un chacun, très légitimement, qui veut sa place là où la messe est dite : des temples ou bâtiments qui leur ressemblent, dotés de colonnes, les Bourses, par des prêtres – ou clercs de l'argent ayant prêté serment –, les traders s'activant sur des tables à clavier où ils dispensent des sacrements permanents à des fidèles assidus, tous les autres leur prêtant argent et surtout… confiance. Quelque part, moins visibles, comme il se doit, des cardinaux, les banquiers, trop intelligents ou protestants pour se donner un régulateur, un pape. La religion de l'argent n'a, au fond, besoin que d'argent. Les officiants viennent d'eux-mêmes, sans publicité ni incitation. L'angoisse de la mort qui sous-tend toutes les religions humaines de nature transcendante est beaucoup moins prégnante que l'envie d'être riche, ici et maintenant.

Cette religion possède, en outre, l'avantage de ne pas connaître de livre fondateur et de posséder autant de fidèles que d'individus. Son succès est assuré, au point d'emporter toutes les autres religions. Elle connaît cependant, non une limite, mais des couleurs différentes, qui naissent de l'histoire de chacune des oligarchies nationales, comme les quarks.

Comment cette religion ne recevrait-elle pas chaque jour de nouveaux adeptes, enthousiastes, assurant sa propagation dans la moitié de notre espèce, jusque-là préoccupée surtout de sa survie ?

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chapitre 4

La mondialisation des oligarchies

La religion de l'argent demeure temporelle : sa force et sa faiblesse. Point besoin de livre, de clergé ou de rites pour la pratiquer. Les comptes en banque ou ailleurs suffisent. Leur circulation vaut une infinité de messes – pour ceux notamment qui n'éprouvent aucun besoin d'une quelconque foi ou d'un illusoire au-delà. L'argent de l'en deçà est en soi une pure bénédiction. Seuls ceux qui en manquent incriminent son impureté.

L'immatérialité de l'argent le prédisposait à sa mondialisation, à ce qu'il accompagne la circulation des biens, des services et des individus, à ce qu'il vive *per se* et circule entre des frontières qui ne le concernent pas. Et dans la mesure où la finance envahit la planète sans déclaration de guerre ni même d'appel à la ruse – ou au quatrième degré, une ruse de PhD – comment s'étonner que les inégalités de naissance, d'esthétique, d'intelligence, de volonté ne s'accroissent, que la richesse s'accumule et qu'une population de plus riches et de très riches ne se mondialise tout en demeurant – la chair reste lourde – fixée à ses racines locales. Et comment alors les riches ne modifieraient-ils pas tous les régimes politiques, dictatures comme démocraties de tout genre, à l'avantage d'un régime oligarchique où ils puissent faire sentir tout le poids de leur nouvelle jeunesse ?

Leur ambition conduit à des occurrences politiques évidemment différentes selon l'histoire de chaque nation

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

ou continent. Elle demeure rampante dans tous ceux dont l'histoire du développement est plus ancienne et a déjà façonné le régime politique. Elle est une fière conquête dans les pays émergents.

Les oligarchies conquérantes

Le réveil des pays dits émergents va, en effet, nourrir la croissance économique de l'humanité tout entière durant plusieurs décennies. Les « nouveaux partants » disposent de deux avantages : d'abord, la disposition de tous les acquis – techniques, scientifiques et organisationnels – accumulés par les nations industrialisées depuis deux siècles, y compris le tout dernier, l'informatique, venu à point nommé, à croire que les nations les ont attendus avant de se réveiller ; ensuite la présence d'une population sans commune mesure avec celle des pays premiers partants. Celle de la Chine et de l'Inde réunies équivaut à trente fois environ la population française d'il y a un siècle, à soixante fois celle des débuts de la révolution industrielle en Angleterre. Avantage d'autant plus énorme que cette population est encore en un état de pauvreté moyenne supérieure à celle qui vit éclater la Révolution française.

Ces deux avantages vont être évalués et perçus après que la crise financière aura clairement montré les dangers mais aussi les possibilités ouvertes par une monétique mondialisée. Aucun des pays émergents ne peut se soustraire, ni d'ailleurs ne le souhaite, à la circulation mondiale instantanée de toute forme de richesse financière, organisée, pour l'heure, à partir des deux centres financiers mondiaux, Londres et New York.

L'oligarchie russe

De toutes les oligarchies émergentes, la russe est, aujourd'hui, la plus médiatisée. Sa formation et son évolution, depuis vingt ans que l'URSS s'est dissoute, sont plus instructives que les frasques d'ailleurs prévisibles de ses oligarques actuels.

La constitution de la nouvelle « société » dirigeante de la Russie n'eut absolument rien à voir avec celle que souhaitaient et décrivaient, de Genève à Boston en passant par Londres, les « théoriciens de la transition » (*sic*) entre une dictature politique et une société qu'ils prévoyaient avec faveur assez proche de celle des États-Unis. Le divorce total entre ces voies, pour partie (seulement, hélas) « inspirées » par tous ceux qui assistaient avec grand bonheur à la fin de cette dictature et de la guerre froide, fut un exemple supplémentaire du fourvoiement de certains économistes en chambre, financés par des organisations internationales.

Alors que des « modèles » successifs s'enchaînaient pour conseiller (à qui ?) d'effectuer une transition en douceur, progressive, dirigée par des élites férues en management et en ressources humaines, que Gorbatchev rendait les clés rouillées de son empire et que Eltsine s'enivrait d'un bon vin occidental, toutes – ou presque toutes – les richesses économiques de la vieille Russie, entreprises, mines, matières premières, jusqu'aux infrastructures, étaient appropriées par des chefs de bandes mafieuses locales en cheville avec des représentants politiques qui n'étaient pas « là pour rien ». La décennie 1990 vit le président Clinton – et peut-être, qui sait ? les services secrets de la CIA et autres – s'intéresser de près à une transition dont il voulait seulement qu'elle fût définitive. Peu importaient ses modalités.

À mesure que cette oligarchie, au curieux et inattendu mélange, opérait à son profit exclusif la transition,

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

quelques économistes maison, Choubaïs et Gaidar, et leurs collaborateurs, jeunes diplômés et conseillers de Harvard, tentaient de civiliser cette évolution rapide et triomphante de la rapacité des mafias armées améliorées par l'apport de cerveaux, d'importation ou locaux. Leurs efforts pour exploiter la situation plutôt que pour l'améliorer conduisirent à la formation d'une oligarchie composée exclusivement de ces jeunes nouveaux prédateurs plus qu'entrepreneurs dont les noms ont désormais un statut mondial : Khodorkovski (pétrole), Abramovich (pétrole, aluminium et autres), Akhimatov – sans doute le plus digne d'attention médiatique puisque boxeur à dix-huit ans et séide d'un caïd du milieu ukrainien, Bragueni – qui dirige aujourd'hui un holding au nom toujours très russe de « System Capital Management », démontrant que les hautes études en management – sans même parler d'économie – ne sont pas indispensables pour faire fortune ni, d'ailleurs, pour en faire bon usage.

Avec l'arrivée de Poutine, cette oligarchie fut freinée dans une violence prédatrice qui avait déjà trouvé quelque limite dans son succès. Elle devint plus russe et moins homogène. Les membres des services russes s'intègrent alors à l'oligarchie très privée laissée par Eltsine pour solde de tout compte. Le retour de ces apparatchiks a redonné à l'oligarchie sa vraie nationalité, non sans constater les dégâts. L'augmentation tout à fait normale de toutes les inégalités au cours de la décennie s'est certes poursuivie jusqu'à aujourd'hui, et aura même résisté aux expressions moscovites de la crise financière mondiale, chute de la Bourse, du rouble et de la production des matières premières.

Entre 1990 et 2004[1], la part des salaires dans le produit national a chuté de 72 % à 62 %, à l'avantage de celle des

1. Ses chiffres sont SGDS (sans garantie des statistiques).

profits, passée de 3,7 % à 15,4 %, et des rentes (revenus du patrimoine), de 2,5 % à 9,1 %. La fraction des revenus totaux allant aux 5 % des Russes les mieux lotis a bondi de 32 % à 46 %. Les « riches » relatifs (plus de 2 000 dollars) ne sont que 5 %, 85 % de la population gagnant moins de 1 000 dollars et la majorité (55 %) moins de 150 dollars, soit un peu plus de 12 dollars par mois, soit 0,3 dollar par jour.

Lors de la crise financière, les deux oligarques les plus en vue, très très riches, ont perdu 150 milliards de dollars, mais la fortune des 53 milliardaires représente toujours 34 % des fortunes mondiales et quasiment 95 % de celle des Russes, pour peu qu'on puisse les évaluer « exactement », d'autant qu'ils ont vraisemblablement blanchi plus de 100 milliards par an pendant au moins quinze ans, soit 1 500 milliards qui rendent les jours de New York et de Londres encore plus beaux, moins pluvieux[1]... jusqu'au déluge de 2008.

L'adjonction massive des nouveaux apparatchiks issus des services secrets fournissait à Poutine des moyens de pression pour que l'oligarchie précédente modifie sa politique et que leurs échecs en matière industrielle soient réparés. Étaient-ce des échecs ou simplement la poursuite d'une attitude aussi ancienne que celle des tsars, laquelle consistait à se suffire des ressources naturelles – en les exportant – pour bien vivre. En épinglant Sulaiman Kerimov (fortune : 14,5 milliards de dollars) qui s'adonnait à la spéculation boursière, Mikael Prokhorov (fortune : 13,5 milliards de dollars) qui investissait surtout dans les femmes entreprenantes, ou Friedman (12,6 milliards de dollars) qui ne quittait jamais les banques des yeux, Poutine et son successeur ont mis l'accent sur la nécessité

1. Source : K. Gouline, Wladimir Iline, Académie des Sciences de Russie-Google CPE 055 0042 [1]; James Petras, 23 mars 2007, http ://www.tlaxcala.es/pp.asp ? référence : 22928 lg.fr, 17 janvier 2010.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

pour l'oligarchie russe de se préoccuper de la croissance industrielle de leur pays d'origine. Emprisonner un de ces hauts oligarques en Sibérie n'avait pas uniquement valeur de symbole ; cela sanctionnait aussi la composition désormais balancée de la nouvelle oligarchie et « incitait » ses éléments affairistes, réseaux criminels inclus, à collaborer au projet de reconstruction d'une économie russe, dévastée par un libéralisme à la slave fort éloigné de celui des protestants héritiers du *Mayflower*.

Passé la période dite de transition, en fait d'anarchie décentralisée, l'oligarchie russe vient de se constituer, sans surprise, avec la reprise en main par le pouvoir politique des « oligarques » privés dont certains ont préféré s'expatrier. Mais le Parti n'est plus seul à diriger – assez mal, vu ses infortunes – l'avenir de la nation. S'il demeure très centralisé et à nouveau (re)conquérant, sa hiérarchie continue à s'imposer et un petit nombre d'individus suffit pour contrôler l'ensemble du pays et « converser » avec les anciennes républiques. Naguère, le Parti comptait 200 000 individus pour une fédération de 250 millions d'habitants, soit 1 pour mille environ. Ces dirigeants d'État, issus de l'obédience soviétique ou ayant rejoint leur camp après études faites, sont désormais moins nombreux, d'autant que les activités non stratégiques – à l'exclusion de l'extraction des matières premières – ont été souverainement laissées aux bons soins des jeunes entrepreneurs. Les effectifs de leur cohorte, séides inclus, ne dépassent guère quelques milliers. Et l'oligarchie russe, publique et privée réunies, ne doit pas être très supérieure à 20 000 individus, du même ordre que celle des États-Unis à population égale.

Les relations entre ces deux composantes de l'oligarchie ne sauraient d'ailleurs aller sans troubles ni agitation dans le futur. Leurs vicissitudes révèleront dans un proche avenir les modalités du développement de l'économie russe et de la reconquête des territoires envolés.

L'oligarchie brésilienne

L'évolution de l'oligarchie brésilienne, comme celle des pays voisins – le Mexique, notamment, dont l'un des ressortissants, Carlos Slim Hela, désormais l'homme le plus riche du monde, plus riche même que Bill Gates, a connu une réussite étonnante et instructive –, a été assez différente de celle de l'oligarchie russe.

Les inégalités de revenus et de fortune au Brésil ne sont pas récentes comme en Russie ou en Chine. Il est même avéré qu'elles étaient, à la fin de la dictature militaire, beaucoup plus affirmées qu'aujourd'hui puisqu'elles occupèrent à cet égard, et de loin, la tête de tous les grands pays. Avec un coefficient de Gini [1] égal à 0,57, les inégalités au Brésil étaient sans commune mesure avec celles des États-Unis (0,40) et de l'URSS (0,40).

La seconde différence avec la Russie tient à l'origine, beaucoup plus ancienne, des grandes fortunes, qui ont surgi durant la période 1970-1990 à l'occasion de l'application de la politique économique dite PDD – privatisater, déréguler, dénationaliser – par les généraux, soutenus fermement par les organisations internationales, elles-mêmes directement inspirées par les États-Unis, dont on comprend fort bien les intentions. Le Brésil est au cœur de l'Amérique du Sud, sous-continent latin fort éloigné du fonds culturel des États-Unis.

En 2005, le Brésil « abritait » 7 multimilliardaires, de Morales (2,5 milliards) présent de l'aluminium au jus d'orange – il a investi dans le ciment dans la région des Grands Lacs – à Teller (1,2 milliard) qui occupe le secteur de la banque, sans oublier le plus riche, Moise Safra (5,2 milliards) dont les héritiers (héritières) ont alimenté

1. Le coefficient de Gini est l'une des mesures les plus généralement admises de l'inégalité des revenus dans une nation. Plus ce coefficient est voisin de 1, plus cette inégalité est élevée.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

la chronique des faits divers sur notre Côte d'Azur et ailleurs.

Ces personnalités médiatisées, parfois à leur corps défendant, brandissent l'étendard des vingt milliardaires brésiliens qui font de leur pays « le plus riche » d'Amérique du Sud. Encore ne compte-t-on pas les millionnaires, qui s'activent en quelque coin d'un quasi-continent et reçoivent rarement la visite de fonctionnaires ou d'ethnologues.

Leur nombre et leur richesse font sans aucun doute d'eux un élément déterminant de l'oligarchie brésilienne, sans toutefois qu'ils en épuisent le contenu. La dimension du pays exige une administration qui y fasse régner un ordre tolérable, une police et une armée dotées des moyens que lui fournit justement une industrie d'armement en plein essor. Et les arbitrages financiers d'une politique économique « continentale » exigent une activité politique qui constitue le second élément nécessaire d'une oligarchie dont le champ d'exercice demeure cependant imprécis. Si elle détermine rarement le développement de l'industrie, de la finance des grandes villes et si elle traite en permanence avec tous les gouvernements étrangers attirés par les richesses présentes et futures du Brésil, elle demeure partiellement impuissante à déterminer toutes les « chroniques des morts annoncées ».

Ses effectifs sont sans doute inférieurs à ceux de la Russie dont l'expérience en matière administrative et politique est beaucoup plus ancienne. Étant donné le niveau de développement actuel, ils ne sont pas plus de *vingt mille oligarques*, privés et publics, à être aujourd'hui à pied d'œuvre.

Les relations entre ces deux composantes sont aussi nettes qu'elles le sont en Russie, mais inversées : le poids de la haute richesse privée s'impose à tout pouvoir politique, aussi bien ou mal élu qu'il puisse être.

Or toutes ces fortunes sont nées, pour la plupart et dans leur plus grande part, des dénationalisations qui, comme en Russie, mais beaucoup plus tôt, concernèrent des entreprises publiques en bonne, et quelquefois florissante, santé. Beaucoup d'héritiers, âgés, dans cette population qui tranche donc avec celle des oligarques russes.

La baisse des inégalités qui s'est produite à la fin de la dictature militaire et s'est accentuée avec le gouvernement Lula a été significative. Elle fut cependant orientée au détriment des classes moyennes et à l'avantage des plus pauvres – les habitants des fameuses favelas – et des plus riches. Dans la dernière décennie, le nombre des vrais riches (High Net Worth Individuals) a doublé, ainsi que celui des ultrariches (plus de 30 milliards de dollars)[1]. Les grandes fortunes nées sous la dictature militaire ont fait mieux que résister au président Lula – ce qui paraît tout à fait naturel. De surcroît, il ne semble pas que l'appareil d'État, notamment les forces de police, aient modifié de façon spectaculaire les modalités de leurs interventions dans les zones à risque, pas plus que leurs relations avec les grandes fortunes, en particulier celles des dirigeants et propriétaires, familiaux ou non, des grandes entreprises.

L'oligarchie chinoise

De toutes les nations émergentes, la Chine attire l'attention par sa dimension et la rapidité de son « réveil ». En quelque vingt ans, elle occupe la quatrième place dans le monde, selon le critère de la production nationale et la première dans celui des exportations. Aussi ne peut-on s'étonner de ce que la population de ses riches et ultrariches ait bondi dans les deux dernières décennies.

1. La Insignia (www.lainsignia.org).

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

En 1999, la première liste des millionnaires (Hurun) en comprenait 50 possédant plus de 6 millions de dollars. Dix ans après, en 2009, ce nombre atteignait 1 000 qui détenaient plus de 100 millions de dollars. En une seule année (2009), leur fortune totale était passée de 439 à 571 millions de dollars, et celle des milliardaires de 100 à 130, loin devant les Russes (32) et les Indiens (24), se rapprochant à vive allure de celle des Américains (359).

La concentration chinoise de la richesse se manifeste dans la croissance particulière des multimilliardaires, passés de 24 à 79 en un an (2008), et par la richesse totale détenue par les 400 individus les plus riches, ayant presque doublé en 2008, de 173 à 314 milliards de dollars, bond favorisé, il est vrai, par la hausse des Bourses de Hong Kong et de Shanghai[1].

Les secteurs de l'économie chinoise où ces fortunes ont été accumulées en si peu de temps sont concentrés dans le domaine énergétique et industriel. Ainsi le plus fortuné des Chinois, Wang Changfu (5,8 milliards de dollars), opère-t-il essentiellement dans le secteur automobile (BYD). Liu Yongnang s'est établi dans l'industrie lourde par l'entremise d'un holding au nom de East Hope Group à faire croire, sans doute, que l'espoir est la version chinoise du rêve américain. Sa fortune ayant plus que doublé en un an (de 2,5 à 5,5 milliards de dollars), qui oserait renoncer à ce genre d'espoir – autrement plus motivant que le plus fou des rêves ? Et pour que la concurrence avec les États-Unis soit totale, on ne saurait oublier la fortune faite par Zong Quisghou (4,8 milliards de dollars), le petit-fils prodige d'un maçon (non-membre du Parti).

La rapidité de la croissance du nombre des milliardaires et ultramilliardaires est conforme à celle du développement économique d'une population de quelque 1 300 millions d'habitants[1]. Les modalités de cette explosion de la richesse individuelle présentent davantage d'intérêt et, avant tout, le rôle joué par l'État, donc par le Parti – toujours dit communiste – à commencer par le coup de sifflet qu'il était le seul à pouvoir donner pour réveiller ce continent asiatique. Il faudrait tomber dans une naïveté sublime pour croire que le développement des entreprises, pour la plupart déjà existantes, ait pu devenir, du jour au lendemain, « privé ».

Non seulement le Parti en conservait le contrôle, et dans ce Parti il convient de faire une place à part aux militaires, depuis toujours propriétaires pour leur compte propre et sans le moindre partage d'un grand nombre d'éléments d'infrastructure et d'industrie. Rien d'étonnant non plus à ce que les 37 plus grandes entreprises actuelles soient, à l'exception de 3, publiques, concentrées dans les secteurs du pétrole, de l'énergie, des télécoms et de la banque, dont la présence est majoritaire dans les 10 premières (curieux ?...).

L'interpénétration du politique et de l'économique est donc particulièrement étroite, sans qu'elle empêche l'essor d'entrepreneurs privés, parmi lesquels quelques femmes dont l'une est particulièrement fortunée. Ce mouvement doit être associé au développement récent de l'électronique et, surtout, de l'immobilier. Il ne doit pas non plus dissimuler que ce « secteur privé » garde très souvent des relations fort étroites, de nature familiale, avec le Parti. Le fils du président Hu Jintao sut équiper de scanners tous les aéroports, et les enfants du Premier ministre Win Jiabao ne furent pas dissuadés par leur père de renoncer à leur vocation d'entrepreneur, d'autant qu'ils suivirent des cursus universitaires complets.

1. Toutes ces données figurent dans le numéro spécial (version asiatique) du magazine *Forbes* du 6 novembre 2009.

1. Sans doute bien davantage au terme du recensement qui débute cette année et dont les résultats nous parviendront dans... dix ans.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Les relations étroites Parti-Milliardaires sont, au contraire de ce qui se constate sous d'autres cieux, une incitation forte (un ordre ?) à se doter des connaissances en tout genre jugées opportunes pour exercer le métier de capitaine d'industrie. Ainsi, les universités de Zhejiang et de Tsinghua (Pékin) comptent-elles 23 et 22 milliardaires parmi leurs anciens élèves. Ainsi, leur mode de financement actuel se compare naturellement à celui de Harvard.

L'oligarchie chinoise est, aujourd'hui, la plus composite des grandes et des petites nations du monde. Après plus de vingt ans de réformes, elle comprend, certes, les anciens dirigeants uniques de la période de sommeil – les nouveaux mandarins –, caciques du Parti et militaires en charge de l'ordre domestique et extérieur, mais aussi les nouveaux entrepreneurs, en attendant les enrichis de la spéculation pure.

Depuis ce long réveil, les inégalités se sont accrues. Celles des revenus, d'abord – le coefficient de Gini étant passé de 0,17 pendant l'époque de la planification aux alentours de 0,40 aujourd'hui, ce qui reste proche d'une inégalité normale, à l'américaine, et toujours très inférieure à celle du Brésil. Encore doit-on interpréter avec précaution ces mesures de l'inégalité dans un continent qui connaît les oppositions anciennes entre villes et campagnes – où les vrais pauvres sont encore légion – et celles, plus nouvelles, entre les régions côtières et de l'intérieur où elles croissent, sans doute, tous les jours.

Si ces inégalités de revenus demeurent maîtrisables – souvent par l'effet d'une persuasion musclée –, elles demeurent très inférieures à celles des fortunes, sur lesquelles les offices de statistiques chinois gardent un silence prudent et révélateur. La multiplication des affaires de corruption met en scène fonctionnaires, dirigeants d'entreprises publiques et privées, y compris le président

de la Banque centrale – qui aurait, a-t-on dit, pris l'or de ses caves pour argent personnel et comptant[1]. Mais comment « des avalanches d'or s'écroulant de l'Azur » (Victor Hugo, *La Légende des siècles*) épargneraient-elles autant de skieurs hors piste ?

L'oligarchie indienne

Les grandes fortunes indiennes sont moins récentes. Cet autre continent (3,3 millions de km^2) de vingt-huit États n'a point connu la planification mais un statut de colonie britannique qui lui aura valu de disposer d'infrastructures décentes bien avant ses voisins, dont la Chine. La présence actuelle d'une classe moyenne (250 millions d'habitants soit le cinquième de sa population), née de la collaboration de la bourgeoisie indienne avec la puissance coloniale, explique que l'inégalité des revenus, à considérer l'ensemble des habitants, a été jusqu'en 1990 l'une des plus faibles de l'Asie et même inférieure à celle de nombreux pays industrialisés. L'indice Gini atteignait 32,5, alors que celui des États-Unis était de 40.

Ce passé – est-ce une réminiscence de la prudence diplomatique britannique ? – explique aussi pourquoi il est particulièrement difficile de connaître les inégalités actuelles de fortunes dont, pourtant, le monde entier enregistre aujourd'hui les effets. En 2009, les *40 Indiens les plus riches possédaient une fortune de 230 milliards de dollars environ, et les trois premiers d'entre eux 80 milliards de dollars, soit le tiers du produit national indien, et un trimestre de revenus de la moitié de la population*, 500 millions d'entre eux ne

1. Sur les inégalités en Chine, on consultera, outre *China Statistical Year Book* (2009), P. Noël Giraud (CERNA), « Mondialisation et dynamique des inégalités », in *Risques*, 2002 ; C. Ruskin, R. Zhao, S. Li, « China Retreat from Equality of Income Distribution » ; et M. F. Renard, « Inégalité et soutenabilité de la croissance chinoise », université d'Auvergne.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

disposant que de 1,3 dollar par jour pour vivre. Le système des castes est en partie à l'origine de ces inégalités[1].

Ces fortunes, constituées depuis une à deux générations, ont leur source dans le secteur de l'acier (Mittal), dans les secteurs porteurs de la croissance (Ambani) et, plus récemment, dans l'immobilier, le nucléaire et l'informatique dont 40 000 ingénieurs assurent un développement constant. Les activités financières, la banque notamment, sont à l'origine des réussites les plus récentes.

Les grandes fortunes indiennes se différencient – histoire oblige – de leurs voisines chinoises de trois façons. Elles investissent beaucoup plus et depuis plus longtemps à l'étranger, ainsi que le manifeste, par exemple, l'acquisition des aciéries lorraines par Mittal. Elles sont ouvertement familiales, avec une préférence marquée pour la fratrie, comme l'illustrent les deux frères Ambani et Mihta (dans le secteur de l'énergie). La faveur dont jouit la famille se manifeste aussi, *soit* par les dépenses somptuaires consenties à l'occasion du mariage des filles (40 millions d'euros pour les cérémonies de l'union de Vanisha, la fille « Mittal », *soit* par l'association très précoce des « futurs héritiers » au capital des entreprises. Isha Ambani, seize ans, s'est vue gratifiée de 55 millions d'euros et Pia Singh dispose déjà d'une fortune personnelle de 275 millions d'euros. Le choix d'attribuer à toute entreprise une structure familiale est au cœur de l'organisation sociale indienne en même temps qu'il assure la pérennité de toute réussite financière d'envergure. Peut-être aussi ouvre-t-il le champ des possibles aux héritiers – le « modèle Rockefeller » en quelque sorte.

La différence sans doute la plus forte entre les grandes fortunes indiennes et chinoises tient à la vulnérabilité des premières à l'évolution de la Bourse. En 2007, la fortune

1. Zacharias et Vakula Charamam, « Castes et inégalités des fortunes », Levy Economic Institute, W. Paper 566.

des 40 plus riches Indiens s'élevait à 351 milliards, et, bien qu'ayant doublé en 2009, elle n'a toujours pas retrouvé son niveau d'alors, puisqu'elle n'atteint toujours que 276 milliards. La raison de ce retard persistant tient à la chute des Bourses indiennes en 2008 qui a atteint plus de 60 % et qui a diminué d'autant ou presque le patrimoine des riches Indiens.

Ces vicissitudes – elles n'ont rien d'alarmant pour les familles qui se sont substituées à celles des maharadjahs – ont des origines diverses. D'abord, les Bourses indiennes ont la faveur de ces familles qui manifestent ainsi leur nationalisme, mais aussi leur attirance pour des actifs financiers – les pauvres « préférant » l'or –, vieil héritage de la finance britannique ou persistance de la présence de la City dans l'ex-Commonwealth. Ensuite, ces Bourses sont ouvertes à tous les vents, au contraire des chinoises, toujours tenues par des interventions directes ou indirectes *via* la politique monétaire.

Les grandes fortunes indiennes ne peuvent pas plus renier leur héritage culturel – le colonialisme britannique – que renoncer à leur statut familial. Ce double choix confère à l'oligarchie indienne sa nature en demi-teinte, moins schizophrène qu'elle ne pourrait l'être si elle subissait le décalque de sa population, partagée en deux fractions inégales et inassimilables, nuancée et ductile, à la britannique. Les riches demeurent discrets dans le domaine politique plus encore que dans les affaires. Les représentants politiques (Congrès et institutions locales) voient leurs campagnes électorales financées largement, ce qui leur crée quelques devoirs de reconnaissance, remplis eux aussi avec discrétion, et « non-violence ». L'armée qui veille à des frontières jamais totalement fixées, sauf par l'océan Indien, participe à cette oligarchie, avec cette autonomie discrète propre aux Marines.

L'oligarchie indienne est sans doute la plus mélangée de toutes celles qui régissent les pays émergents. Chacun

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

y possède une place et un rôle reconnus. Et aucun n'en abuse, ni n'en manifeste la volonté – pour l'heure. Pourtant, ses effectifs ne sont sûrement pas supérieurs, et même assez largement inférieurs, à ceux de sa voisine chinoise.

Les oligarchies installées

Les nations européennes affichent toujours un certain retard sur leur grand fils immigré, les États-Unis. Elles avaient alors, et ont toujours, un passé commun qui les alourdit, quelquefois pour le meilleur. Passé beaucoup moins irénique que la mise en berne volontaire de leur mémoire collective ne le laisserait croire. Depuis qu'elles furent émergentes, voici deux siècles et demi pour la première, l'Angleterre, les nations européennes guerroyèrent presque constamment pour affirmer leur prééminence dans le monde d'alors. Elles avaient le monopole des armées, en firent un usage délibéré et finirent par contaminer la planète.

Les guerres unissent à leur façon – et longtemps après la fin des hostilités. Le détonateur qui les provoquait et que leurs protagonistes revendiquaient était purement politique. L'opposition entre les nations fascistes – Allemagne, Espagne, Italie – et démocratiques – France et Angleterre – l'emportait sur des rivalités économiques qui eussent pu trouver des solutions d'entente en une configuration politique moins antagonique.

La victoire des démocraties, après que les grandes nations européennes se furent épuisées, laissait penser que les dés étaient retombés sur la bonne face et qu'ils ne bougeraient plus, d'autant que des « biens égaux » (René Char) faisaient s'éloigner le passé. De leur histoire commune, ces nations disposaient de la présence d'une

classe moyenne nombreuse, que l'après-guerre allait enrichir et accroître. Et le trait d'union, peut-être le plus intime, entre toutes les catégories sociales, au-delà même de la différence des langues, résidait dans une diversité des cultures, philosophiques, littéraires, musicales et artistiques qui témoignaient, et témoignent toujours, de la vraie richesse, inaliénable et durable, d'une Europe a-politique.

L'oligarchie allemande

La dernière guerre a restitué toute leur autonomie, sinon une totale indépendance, aux nations belligérantes, à la condition expresse des vainqueurs qu'elles fussent des démocraties – ce qui allait de soi, même pour l'Allemagne qui connaissait alors l'année zéro d'un tel régime. À mesure que la reconstruction s'opérait, une croissance sans précédent historique élevait leur population vers un niveau de vie sans précédent, qui valait plébiscite à leurs gouvernements. Ces démocraties connurent alors, avatar imprévu d'un développement aussi rapide, un recul qui prit des allures différentes dans des nations aux histoires si dissemblables.

Le passé proche de l'Allemagne était le plus lourd. Depuis son unification jusqu'au fascisme, la démocratie n'avait jamais réussi à s'imposer. Et voici que le vainqueur exigeait que le vaincu reniât ses racines, ce qu'il fit d'autant plus que ses péchés, à l'aune de sa jeunesse, avaient été mortels.

Mais les racines ne meurent jamais tout à fait. Dès que les circonstances l'autorisent, les surgeons émergent de nouveau. Condamnées au nanisme politique, toutes les capacités et les ambitions du peuple germain se libérèrent dans une croissance, reposant sur des industries qui avaient été, depuis un siècle, le fleuron de son économie. Faute de pouvoir être une puissance nucléaire – comme le

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Japon et pour les mêmes raisons – l'Allemagne devenait l'atelier mécanique du monde avant même de répondre à la sollicitation des pays émergents.

Et le surgeon de la Ruhr fut le premier à redevenir racine et à justifier l'avènement d'un capitalisme rhénan qui fut accueilli avec faveur et connut même quelques thuriféraires sur l'autre rive. Ce capitalisme à l'allemande emporta l'adhésion de ses organisateurs politiques et presque aussitôt affirma la cohésion de ses dirigeants économiques. Ce qui n'était guère nouveau.

L'Allemagne, avant comme après « la » réunification, est un État fédéral, dont les éléments, les Länder, prolongent jusqu'à nous de très profondes racines historiques. Bismarck n'a pas gommé d'un coup de Zollverein le kaléidoscope du Saint Empire. Son État, impérial, ainsi que celui, démocratique, qui naquit après la Seconde Guerre mondiale, ne fut jamais colbertiste comme son voisin.

Son domaine d'intervention est limité par l'autonomie des provinces mais n'en demeure pas moins décideur de l'évolution de la fédération tout entière, Länder compris, dont le système de gouvernance fut un compromis très pragmatique entre la démocratie exigée des occupants et la capacité reconstituée aussi vite que possible de l'industrie allemande. Entre la banque et l'industrie, l'alliance se fit lentement symbiose. Dans les régions, les banques locales firent plus que soutenir des entreprises privées : elles entrèrent dans leur capital comme, au plan fédéral, les grandes banques (telle la Deutsche Bank) dans celui des entreprises à vocation mondiale.

Dès la décennie 1970, la composition des conseils d'administration de ces établissements montre la très intime relation entre banques, chefs d'entreprises familiales (les fameuses grandes et moyennes entreprises) et milieux politiques. Le chancelier Abs en est l'illustration

quelque peu excessive. Il participait alors avant et après son élection à quelque onze conseils d'administration d'entreprises soutenues financièrement par les trois grandes banques.

La constitution de cette oligarchie – reconstitution pour qui avait en mémoire les relations non moins « amicales » entre les industriels de la Ruhr et le fascisme – ne pouvait que satisfaire pleinement la puissance occupante américaine. *Nanisme politique assuré, toutes les énergies étant canalisées dans l'économique*, industrie performante à domaines interdits (nucléaire, aviation, armement), mais assez présente pour constituer au cœur de l'Europe une solide tête de pont en cas de folie soviétique. Quant à l'oligarchie, sa stabilité et l'efficacité de son pouvoir devenaient parfaites après l'association des syndicats eux-mêmes à sa stratégie de conquête « mécanique » du monde alors ouvert, syndicats, depuis l'expérience ratée des spartakistes, fort peu attirés par l'idéologie de leurs confrères français, acceptant d'être des cogérants d'un pouvoir essentiellement économique.

Ce système se qualifia évidemment de capitaliste et de rhénan pour se donner un contenu géographique, mais surtout séduisant pour tous les tenants d'un ordre social limité et assuré par l'économique. Un ordolibéralisme, bien que protectionniste à l'allemande, assurait la pérennité de la fortune et du pouvoir de quelques familles, bercé et protégé par des politiques évidemment élus, à supposer qu'ils ne mettent pas en cause – si peu que ce soit – une gouvernance tout bêtement oligarchique qui allait résister à une réunification des plus « libérales », puisque alimentée par une aide financière massive et durable aux nouveaux Länder de l'Est.

Aujourd'hui, la composition de cette oligarchie demeure identique à celle de sa naissance et ses effectifs ne sont, sans doute, que très peu supérieurs à ceux d'il y a trente

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

ans. Sa stratégie de gouvernance n'est pas moins constante, encore que ses banquiers privés aient connu, comme leurs collègues d'outre-Atlantique, quelques déboires et que la Banque centrale ait un rôle dominant – avec des soucis croissants – dans la tenue de l'euro. Ainsi quelques fonctionnaires ont rejoint une oligarchie qui n'avait pour eux aucune attirance génétique. Mais la seule « grande École Allemande » n'a-t-elle pas pour « raison d'être absolutoire », de former les bons banquiers qui feront avec les bons entrepreneurs les bons syndicalistes et des politiques attentifs à l'intérêt général, une oligarchie des plus efficaces et estimables, allemande quoi.

L'oligarchie anglaise

Le Royaume-Uni n'eut jamais à se forcer pour être, depuis la *Magna Carta* d'il y a sept siècles, la plus démocratique et la plus aristocratique des nations développées. La plus ancienne aussi et qui aura évité tous les désordres – sauf ceux que d'autres lui ont infligés – y compris tout abus de l'oligarchie qui la gouverne depuis la découverte des métiers à tisser.

Le quasi-monopole de la première révolution industrielle et sa participation active à la seconde firent de cette île le premier pouvoir hégémonique du monde du XIXe siècle, en dépit de la bravache corse et de la contestation française bien tardive et bien brève. Pendant plus d'un siècle, cette hégémonie fut le fait d'une oligarchie qui réunissait des industriels disséminés sur un territoire allongé, plutôt septentrional, dans des provinces rattachées depuis longtemps – Galles, Écosse – et dans les Midlands, plus proches néanmoins très éloignées de Londres, lieu de l'établissement de la stratégie avec les deux associés indéfectibles. D'abord tous les banquiers groupés autour d'une Vieille Dame, la Banque d'Angleterre, veillant à la santé de sa fille unique et mille fois chérie

dans le monde entier, la livre sterling, et, en dernier, s'y ajoutaient des politiques élus pour leur vertu supposée et leur habileté à attirer les espoirs de leurs électeurs mais, pour les plus doués d'entre eux, diplomates occupés essentiellement à la prospérité de l'Empire. Pour assurer une bonne éducation à tous les membres de cette oligarchie, deux grandes écoles à l'anglaise, universités à la stricte sélection dont personne ne pouvait sortir sans ces lauriers qui l'autoriseraient à faire partie des clubs de la capitale pour mieux collaborer à cet Empire doté d'une oriflamme flamboyante, une royauté, cautionnant, quelle que soit son origine, anglaise ou allemande, une aristocratie, bien anglaise elle, n'ayant pas connu de révolution, vivant de ses terres et de ses rentes dans l'attente de quelques titres honorifiques.

Ni les guerres ni les crises ni la disparition du statut mondial de la livre ni l'utopie, ni la Communauté européenne n'ont entamé cette oligarchie et sa stratégie, en dépit de toutes les élections et de tous les revers de fortune. Au contraire, la mondialisation financière fut pour le plus vieux centre bancaire organisé du monde, Londres, l'occasion de surmonter la déchéance de la livre et de se consacrer à toutes les monnaies du monde et à tous leurs détenteurs, grandes et moyennes fortunes, publiques et privées, d'entreprises ou d'État. Nul ne connaît exactement le montant des actifs financiers gérés à l'heure actuelle par la place de Londres, sinon qu'elle se veut la concurrente jamais vaincue de celles de New York et de Chicago, que le profit de ses activités équivaut à plus de 10 % du produit national, et que ses banquiers possèdent désormais à l'intérieur de l'oligarchie un rôle correspondant à leur poids. L'euro n'absorba pas la livre et les réglementations financières européennes resteront lettre morte si cette oligarchie continue à disposer de la première diplomatie mondiale, de son habileté à laisser quelque influence

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

aux votes populaires, bien que réduite à des choix tout à fait secondaires. Et qui songerait à entamer cette cohésion que les fortunes conservées par sa vieille aristocratie et son Église anglicane – dont la richesse est la première du Royaume-Uni – ont toujours renforcée ?

Les membres influents de cette oligarchie ne doivent pas être plus de dix mille, ce qui suffit à définir et coordonner les stratégies de la City, de la Couronne et de ses satellites, des vingt grandes entreprises à statut mondial et d'une administration qui veille à l'exécution des décisions assez voisines de gouvernements apparemment opposés.

L'oligarchie française

De toutes les oligarchies occidentales, celle de la France doit son originalité à sa fidélité à la monarchie et à la Révolution, à Colbert et à la République. C'est l'oligarchie centrée longtemps sur un État centralisé, fier de l'être et décidé à le rester, fort peu libéral donc, bien que chaque individu – appelé citoyen – soit censé posséder quantité de droits imprescriptibles. Centralisation économique et démocratie politique. Chacune avec ses représentants, ses exécutants et des stratégies d'alliance de plus en plus conflictuelles.

La qualité républicaine de la démocratie dut son inspiration à la Révolution. Cet accident « unique » de l'histoire légitime toujours l'attention permanente que les Français consacrent à la politique, aux idéologies, à leurs représentants, aux débats incessants de la majorité et de l'opposition dont le contenu, souvent enfantin, suscite un engagement parfois proche de la passion. L'idéologie du vivre ensemble inspire une politique à la française – qui s'est développée au détriment relatif de toute autre, philosophique notamment, qui demeure l'apanage des voisins allemands, ou de l'esprit scientifique animé outre-Manche par Berkeley, Russell ou Popper.

L'égalitarisme se veut le socle d'une vraie République durable et juste. Sa réalisation ou, à défaut, un inégalitarisme moindre, doit inspirer le programme électoral d'un candidat à une quelconque fonction politique. Et l'une de ses voies d'accès prioritaires réside dans une propriété ni collective, ni privée, indissociable de son revenu inégalitaire par essence, les profits. D'où le privilège absolu de l'entreprise publique dont toutes les grandes entreprises françaises sont issues ou à laquelle elles sont vouées, ne serait-ce qu'en partie. Le nucléaire a été décidé par de Gaulle, l'automobile a été nationalisée et reçoit encore aujourd'hui un concours public salvateur, la sidérurgie le fut aussi avant de disparaître de notre politique industrielle sinon du territoire, l'informatique subit le même sort après autant de perfusions que les entreprises lorraines.

Planification officielle ou non, comme depuis vingt ans, la tutelle étatique sur nos grandes entreprises est permanente, selon des modalités très spécifiques. Nos grandes écoles élitistes (Mines, Ponts…) ont été créées pour fournir à l'armée et aux entreprises publiques des dirigeants de grande qualité – au moins intellectuelle. Aussi, l'oligarchie française contient en son sein gauche, la place du cœur, sinon le droit, celui du portefeuille, le produit de ces grandes écoles et ouvre au mérite la voie de l'exercice du pouvoir.

Si le mérite peut conduire à la fortune, il est rare qu'il en émane. Les neurones ne poussent pas sur des tapis rouges dorés ou argentés. Les grandes familles ont, pendant un demi-siècle, constitué l'un des éléments influents de cette oligarchie, peut-être le plus influent étant donné les relations inévitables, ici comme partout ailleurs, entre la richesse et l'élection. Si leur prééminence a été balayée par la Seconde Guerre mondiale, il s'en faut qu'elles s'y soient résignées. Les deux berceaux du textile et de

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

l'industrie sont désormais vides mais plusieurs de nos grandes entreprises sont désormais familiales, à l'allemande, et exercent comme outre-Rhin leur influence, qui va jusqu'à la connivence avec le personnel politique. L'État ne saurait discriminer les entreprises selon qu'elles sont privées ou publiques lorsqu'il peut favoriser – ce qui est toujours le cas – leur expansion à l'étranger. Mondialisation oblige : l'intérêt général relève du patrimoine et non d'une idéologie, d'ailleurs évanescente.

Mais l'oligarchie française présente des différences notables avec ses consœurs voisines. L'aristocratie – sa richesse, son influence, sinon ses particules – a péri avec la Révolution et l'Église catholique a été séparée de l'État, à la différence de l'anglicane. L'absence de cogestion nous éloigne de l'outre-Rhin. Les syndicats français ont depuis toujours adopté une attitude dite de dialogue, non dans les entreprises mais avec ou contre le patronat, notamment privé. Les représentants syndicaux des deux bords font donc *ipso facto* partie de la fraction politico-économique de notre oligarchie, à laquelle elle confère ce rien de fausse guerre totale qui en fait le charme ainsi que les beaux jours des médias, dont les dirigeants sont eux-mêmes contraints d'appartenir à l'oligarchie, étant donné leur capacité de propagande ou de nuisance.

Leur attitude ne fait, d'ailleurs, que donner une illustration supplémentaire à la profondeur d'une racine prérévolutionnaire : l'importance économique, politique et sociale du corporatisme. Le centralisme étatique est condamné à arbitrer entre des intérêts privés, catégoriels, professionnels en l'occurrence, ainsi que la société française les reconnaissait sous l'Ancien Régime. Le rôle joué par ces corporations n'est pas exactement ce qu'il était sous la monarchie. Mais la redistribution du produit national se fait toujours dans l'affrontement des représentants des diverses professions avant que les autorités politiques et administratives de l'État n'arbitrent entre elles. L'oligarchie française demeure fortement pénétrée par notre passé le plus lointain, préindustriel, la France n'ayant franchi ce pas que lors de l'après-Seconde Guerre mondiale. Peut-être ne l'aura-t-elle franchi qu'à l'occasion de la mondialisation inévitable de ses grandes entreprises, les petites et moyennes demeurent rivées au sol national.

Ce contenu corporatiste n'est pas la seule originalité de l'oligarchie française. De purs réseaux d'influence justifient leur existence et leur légitimité en empruntant des directions les plus diverses. Les obédiences maçonniques, les appartenances religieuses – chrétienne avec l'Opus Dei, juive avec le N'brith, musulmane en certains lieux (Marseille par exemple) –, les communautés sexuelles ont modifié le contenu de l'oligarchie française de façon très sensible depuis la déréliction du réseau des Compagnons de la Libération. La capacité croissante de ces réseaux à édifier les carrières individuelles, au détriment quelquefois du mérite ou du désintéressement, a donné à leurs dirigeants une place « de droit » dans une oligarchie dont chaque membre influent se doit d'appartenir à l'un de ces réseaux ou, mieux, à plusieurs, ce qui concerne d'ailleurs de façon préférentielle ses membres politiques et médiatiques.

L'augmentation rapide et spectaculaire des effectifs de ces réseaux qui traversent toutes ses composantes justifie de compter leurs dirigeants parmi les « personnalités » d'une oligarchie qui demeure fermée au plus grand nombre. L'addition du nombre des dirigeants influents des réseaux, de l'administration du personnel politique, des représentants des diverses corporations, et des entreprises, publiques et familiales, aboutit à un effectif de l'oligarchie assez semblable à celui des deux pays voisins, soit une dizaine de milliers d'individus possédant le

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

pouvoir de participer à des prises de décision significatives de notre société, soit cinq pour dix mille individus actifs.

*

Les effets de la mondialisation des échanges économiques sur la gouvernance des nations n'auront contenté ni les idéologues libéraux qui en attendaient la mort, ni ceux d'obédience marxiste qui souhaitaient la résistance acharnée des politiques à sa propagation, tous continents confondus. Comme souvent, ces effets furent moins définitifs et bien différents de ce que les initiateurs avaient prévu.

Le premier de ces effets fut d'accroître les inégalités sociales, de revenu et de fortune dans tous les pays, et ce quelles que soient les mesures retenues. Les riches et très riches, surtout, sont partout devenus plus nombreux, dans l'absolu et le relatif.

Le deuxième fut de généraliser, sous des vocables évidemment divers et diplomatiques, le régime oligarchique en tant que mode de gouvernance des nations. Les dictatures politiques comme les démocraties se sont toutes deux rapprochées, si besoin en était, d'une gouvernance par un petit nombre d'individus, d'origine et d'intérêt divers, mais qui acceptent, ne fût-ce que par nécessité faisant raison, de décider ensemble, quelquefois à tour de rôle, souvent par des alliances changeantes selon leur domaine, de l'évolution de leur communauté nationale. Partout, cependant, les intérêts économiques se sont affirmés au détriment des élus politiques, nationaux ou locaux.

Enfin, partout aussi, peut-être davantage dans les nations développées que dans celles qui émergent, des réseaux d'influence et de pouvoir, de toute obédience,

race, origine migratoire, religion, métier, goût sexuel, ont perfusé les instances traditionnelles de la gouvernance des nations. Démocraties et dictatures se sont effacées à l'avantage de la montée subreptice des oligarchies et plus subreptice encore des réseaux.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chapitre 5

L'économie oligarchique

Certaines concomitances relèvent du hasard. D'autres de la nécessité. La disparition actuelle des idéologies qui animaient la vie intellectuelle et sociale doit à la rencontre des deux. Une concomitance, courtoise en somme, peut-être plus de lassitude que d'excès. Près d'un siècle de révolution russe a eu raison de l'idéologie communiste et de l'économie planifiée. Trente ans d'idéologie libérale à l'américaine auront sérieusement handicapé, pour longtemps, l'économie de marché après la crise de 2008.

Et sur ces décombres se seront développés des régimes d'oligarchie qui ont le bon ton de se passer d'idéologie et l'habileté d'éviter toute publicité, même discrète. Le pouvoir avance masqué, derrière le Politburo ou derrière les marchés.

Mais l'économie oligarchique n'en existe pas moins, avec pour réelle tolérance un réformisme keynésien qui se garde bien de toute idéologie et n'a pour seul viatique qu'une croyance, feinte, en une amélioration, légère, de l'individu. Cette économie oligarchique ne peut plus se dissimuler, comme elle le faisait avant la mondialisation, bien qu'elle ne soit pas née sans géniteurs dont elle a hérité de nombreux gènes et, surtout, que chacune de ses composantes essentielles – entreprises industrielles et financières, personnel politique, grandes fortunes – ait gardé son objectif naturel, quelles que soient les modifications de ses moyens et des contraintes à aménager.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

L'oligarchie productrice

Les entreprises de la sphère réelle, expression jadis marxiste entrée récemment dans le langage courant, autrement dit celles qui produisent biens et services non financiers, constituent la composante oligarchique dont l'objectif unique demeure imperturbable : le profit, ce qui exige de leur part une adaptation incessante aux contraintes, internes et externes – l'environnement – de leurs activités. Aussi n'est-il pas besoin de donner plusieurs raisons à la différence de leur attitude dans les pays développés et dans les pays en développement.

La santé agressive des oligarchies émergentes

Dans les pays émergents, dont les contraintes, notamment le coût de leur main-d'œuvre, sont infiniment moins prégnantes que leurs concurrentes éventuelles des pays développés, et qui bénéficient aussi d'un marché désormais mondial, potentiellement de 6 milliards d'individus – alors que celui des industries anglaises et françaises du XIXe siècle n'excédait guère 200 millions –, ces entreprises n'éprouvent que des ennuis de jeunesse qui se soignent d'autant mieux et plus vite qu'elles reçoivent les appuis de tous ordres de leur pouvoir politique. Cette alliance est, pour elles, naturelle : l'État se doit – n'est-ce pas, Frédéric List ? – de « protéger » ses industries naissantes. Cette protection emprunte des moyens les plus variés, depuis la politique de change (celle du yuan chinois) jusqu'aux interventions armées qui calment les éventuelles contestations sociales, en passant par les subventions et aides en tout genre qui sont de toute époque.

L'alliance entre les plus grandes d'entre elles et le pouvoir politique peut – souvent – prendre un contenu personnel, certains des caciques des partis ou des dictatures, militaires presque toujours, investis de la fonction de chef d'entreprise, sont suffisamment aidés pour être sûrs de leurs succès financiers. Ainsi, la filière entre les trois composantes : politique, entreprise et grandes fortunes, est-elle soudée. Pour peu que la démographie s'en mêle et que les industries naissantes, utilisant leurs avantages naturels et la connaissance de procédés de fabrication éprouvés, ailleurs, depuis deux siècles, trouvent des marchés avides de tous les biens qui constituent le niveau de développement, l'oligarchie est assurée d'un avenir radieux, d'autant que toutes ses composantes participent au succès, ce qui la met à l'abri des tensions internes.

Dans les pays développés, la relation entre les oligarques économiques et politiques est beaucoup plus complexe. Les marchés de l'entrepreneur, surtout s'il est grand, sont, pour partie, extérieurs, mondiaux. Il lui faut donc entretenir des relations avec autant de personnages politiques étrangers, que des lieux d'exercice de ses activités. Avec ces derniers, la relation est rarement personnelle, de nature amicale. Les différences de langue, d'éducation, de culture n'y sont pas favorables. La situation ne se prête qu'à des négociations et/ou des transactions qui, elles-mêmes, ont un contenu essentiellement financier. La corruption en est la manifestation habituelle, d'autant que la pratique a reçu une légitimité théorique d'idéologues ultralibéraux estimant que tout pouvoir a une valeur, donc peut et doit avoir un prix de marché qu'il est normal de consentir à celui qui désire le voir s'exercer à son profit – terme aux sens figuré et propre (?) alors réunis.

Dans ces mêmes pays, la relation entre la grande entreprise et le pouvoir politique présente, en général, un contenu plus institutionnel, d'autant qu'elle n'est pas familiale. Lorsque tel est le cas, cette relation devient

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

beaucoup plus personnelle et donne lieu à des péripéties qui relèvent de la micro-psychologie. Entre les candidats pressentis aux hautes fonctions politiques, *a fortiori* avec ceux qui les occupent déjà, et les chefs de famille, la relation se veut toujours amicale, d'une amitié toujours feinte, au moins partiellement, qui ressemblerait assez à la camaraderie des très jeunes pensionnaires dans leur cour de récréation. On joue ensemble et si « l'amitié » devient durable, les conjointes sont gentiment conduites à se téléphoner souvent pour échanger quelques bonnes adresses ou quelques fêtes de charité, humanitaires s'entend. Mais chacun des deux protagonistes sait parfaitement ce qu'il peut attendre de l'autre – un financement de campagne, puis un soutien public à la politique pour l'un, et quelques facilités pour assurer la croissance de son chiffre d'affaires et de son empire pour l'autre. Il sait aussi que chacun des deux possède à l'égard de l'autre un pouvoir de nuisance à ne pas négliger, contre lequel il convient de s'assurer.

Cette relation se veut idyllique aussi longtemps que chacun se conduit comme il faut, comme son ami d'enfance – pourquoi pas ? – l'attend, et qu'il garde ses fonctions. Mais l'amitié n'est jamais sûre ni éternelle. L'oligarque politique possède l'arme de la légitimité tutélaire. Il peut toujours décider de sacrifier les liens de l'amitié aux circonstances, à la raison collective, dite d'État. Et son vieil ami s'en trouve marri mais rarement meurtri. Il connaissait la fragilité de cette sorte de lien. Il retiendra désormais ses largesses financières, voilà tout, en se plaignant de l'ingratitude d'un pouvoir auquel il n'avait jamais tout à fait donné sa confiance. Et d'ailleurs, la situation peut aussi tourner en sa faveur. L'élu peut ne pas être riche, se retrouver dans l'état, ô combien plus ingrat, du pouvoir perdu. On passera donc au suivant. Et si tel est le cas pour un chef de famille congédié – ce qui

est plus rare –, le politique enverra quelques fleurs et les femmes se téléphoneront moins souvent.

Cette amitié repose, par nature, sur des avantages ou des dommages d'ordre financier, qu'ils soient directs ou collatéraux, instantanés ou différés. Elle participe à l'alimentation d'une corruption dont la plus grande partie du débit a néanmoins pour source l'investissement extérieur mondial, indissociable d'une relation entre les dirigeants de l'entreprise à statut mondial, quelle que soit sa nationalité si elle en possède encore une et un ou plusieurs représentants politiques d'une nation étrangère.

L'importance de cette corruption ne doit pas être sous-estimée ni élevée au niveau d'un fantasme propice à des excitations politiques, d'ailleurs condamnées à une espèce d'animisme. Le produit mondial étant voisin de 50 trillions de dollars, l'unité de compte désormais courante, et l'investissement à l'étranger voisin de 2 % de ce produit, c'est-à-dire 1 trilliard de dollars, le montant de la corruption équivaut à celui des commissions perçues par les pouvoirs politiques locaux. Ce dernier varie évidemment selon les types d'investissement, des militaires – qualification discutable – aux forages pétroliers en passant par des projets moins stratégiques. Sa moyenne doit se situer autour de 10 %, – l'approximation s'impose –, ce qui établit cette corruption mondiale, *alias* l'argent dit politique, aux alentours de 100 milliards de dollars, somme assez considérable pour que son usage présente quelques difficultés et, d'abord, le choix des lieux de sa destination provisoire puis définitive.

Cette corruption, par nature officieuse ou clandestine, quelquefois réservée à quelques familles, implique un séjour bancaire lui-même officieux, ce qui constitue la raison d'être – impérieuse – des circuits dits du blanchiment, celui d'un argent qui ne saurait être considéré comme sale, mais plutôt comme une rétribution normale

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

d'une fonction politique toujours difficile à se procurer, parfois au risque de sa vie. Ces réseaux de blanchiment impliquent tout aussi naturellement des paradis fiscaux où leur abri permet et le maintien de leur officiosité et la possibilité de scruter vers d'autres havres, si un quelconque risque pointe le bout de son nez.

Ces paradis fiscaux, contre lesquels la lutte est désormais « officielle », ne sont d'ailleurs pas nécessaires à leur usage et à leur circulation. Le Groupe de Genève [1] réunissant plusieurs magistrats helvétiques – et autres – publia voici une dizaine d'années un rapport fort documenté sur ce sujet tout comme, plus récemment, le sous-comité des enquêtes du Sénat américain [2], dont les exemples de blanchiment folkloriques réjouirent l'esprit. Les banques américaines, bien établies – ainsi dit-on d'une reliure –, City Group, Bank of America et autres Wachovia, ont reçu des dépôts folkloriques comme le contenu d'une serviette banale contenant un million de dollars en billets usagés apportée par le président d'un État africain décidé à acquérir un seul appartement à sa fille, unité de compte qui paraissait aussi suspecte, que l'unicité de sa progéniture féminine. Mais au diable les soupçons d'autant que ces billets faisaient un bon choix en se déposant à New York.

Cette corruption se mondialise par vocation et opère ainsi une relation entre, d'une part, des oligarques politiques et économiques de toutes les nations et, d'autre part, les institutions financières qui reçoivent, voire récoltent, à ce titre des flux financiers équivalant à 1 % environ du produit mondial, ce qui leur assure une rente appréciable mais aussi réclame de leur part un soin attentif de l'évolution du « climat politique » de toutes les nations importantes et, surtout, de leur tolérance à l'égard de leur petit commerce. L'ampleur des sommes qui alimentent ce circuit incite à distinguer soigneusement les discours des actions réellement engagées pour supprimer, canaliser plutôt, ces flux. Histoire agitée et évolutive, s'il en est, d'autant que les paradis accueillent d'autres âmes en mal de confession.

1. Rapport sur la corruption, 2000.
2. « Report of the Permanent Subcommittee of the Senate », 325 pages, 5 février 2010.

Entre les oligarques et le système financier mondialisé, bien d'autres relations existent, à commencer par celles qui expriment les besoins et les désirs des *super riches*.

Les super riches

L'une des caractéristiques de l'évolution économique du début du XXIe siècle qui se clôt par la crise financière de 2007-2008 réside, sans conteste, dans l'accroissement des inégalités de revenus et de fortune dont les États-Unis furent les pionniers, avant qu'il ne devienne propre à toutes les nations du monde. Passons sur l'approximation et le contenu de toutes les inégalités que les mesures, d'ailleurs réservées à un petit nombre de communautés nationales, permettent d'apprécier. Quelle que soit leur expression, la montée des inégalités depuis vingt ans est indéniable, comme son accélération depuis dix ans. De toutes les études sérieuses dans ce domaine, politiquement exposé [1], trois constats s'imposent.

Le premier est l'indiscutable accroissement, presque un doublement, de l'inégalité des revenus dans le monde.

1. Parmi toutes les études relatives aux inégalités de revenu et de fortune, on consultera Giraud, Cerne, *Mondialisation et dynamique des inégalités* ; Piketty et Saez, *Income Inequality in U.S.*, NBER, 2001 ; « The evolution of top incomes. An historical perspective, NBER, 2006; Piketty et Atkinson, « Top incomes over the 20'. A contrast between continued European and English speaking countries », Oxford University Press, 2007. Consulter la liste des grandes fortunes dans *Forbes*, *op. cit.*

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

L'imprécision d'informations fiables, parfois leur absence, n'empêche pas de conclure que l'industrialisation, étendue désormais à presque toute notre espèce, a provoqué un bond dans l'inégalité des conditions individuelles dans l'espace mondial[1]. Le coefficient de Theil est passé entre 1820 et 1990 de 0.5 à 0.9. Cette inégalité croissante a eu, cependant, une origine bien précise. Elle est due presque uniquement à des inégalités entre les pays et révèle, en cela, la grande différence entre les époques où les nations ont « émergé » depuis deux siècles. Les inégalités internes à chacune d'entre elles n'ont joué qu'un rôle insignifiant, du moins jusqu'en 1960, date à partir de laquelle elles ont augmenté de façon assez brutale, partout.

Le second constat concerne l'évolution de ces inégalités dans les pays développés, où les révolutions industrielle, puis informatique, ont commencé dans la première moitié du XIXe siècle. La différence entre les effets de la crise de 1929 et l'actuelle (2007-2008) est fondamentale. Si l'on apprécie l'inégalité des revenus par l'intermédiaire de la part du revenu national qui échoit à *1 % de la population – la plus riche* – on constate que dans tous les pays développés, cette part a baissé très nettement de 1919 – date de la fin « réelle » du XIXe siècle « bourgeois » – à 1973 – le premier choc pétrolier. Aux États-Unis, cette part passe de 15,9 % à 8 % entre ces deux dates. Au Royaume-Uni, cette chute est encore plus appuyée : de 19,6 % (l'aristocratie anglaise se portait alors très très bien) à 6,5 % (la dèche). Au Japon de 15 % à 7 % ; en France de 19,5 % (la bourgeoisie française se portait aussi bien que l'aristocratie anglaise, ce qui permet d'apprécier les effets d'une révolution [1789] faite au nom de l'égalité) à 8,5 % et en Allemagne de 19,5 % à 10 %.

1. Bourguignon et Morrisson, « The size distribution of income among world citizens, 1820-1990 », in *Delta*, 1995. Consulter Internet pour d'autres statistiques.

À partir de 1973, la « remontée » des plus riches commence pour s'accélérer très nettement à partir de 1986, en particulier aux États-Unis où Reagan, puis Bush (Clinton ne fut qu'une parenthèse très transparente) conduisent avec un brio tenace la « révolution libérale ». Aux États-Unis, la part de ces plus riches (toujours les 1 %) passe de 8 % à 17,4 % du revenu total, pour mieux retrouver leur part de 1919 et, donc, pour davantage effacer les dommages infligés par la crise de 1929. Le Royaume-Uni ne réalise pas cette performance. Difficile d'être et d'avoir été.

Le crépuscule de l'entre-deux-guerres annonce la chute du rideau colonialiste. La part des plus riches repasse bien de 6,5 % à 14,3 % du revenu national ; elle fait plus que doubler mais demeure très loin de son étiage de 1919 (19,6 %). L'Allemagne ne suit pas la Grande-Bretagne. À perdre la guerre, une nation entraîne toujours son « élite riche » dont la part reste à peu près stable depuis la fin des hostilités (11 %). Comme d'ailleurs, pour des raisons différentes, la France où la part des riches est la plus faible de toutes les nations développées, soit autour de 8 %.

À considérer le monde et à y intégrer les pays émergents, ce mouvement et, surtout, la date de 1975, sont confirmés. La part des 10 % des revenus les plus élevés chute de 50 % à 35 % entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1980 pour rebondir alors et atteindre son niveau d'après-guerre, ce qui manifeste le sérieux des Américains et de leur politique économique, un libéralisme dont l'inégalitarisme est sinon volontaire, du moins très bien reçu – les deux sans doute – et dont l'influence a été mondiale – hégémonie oblige. Les riches sont devenus plus riches et, surtout, ont accru leur avantage sur le reste de la population, partout. Leur retour depuis une génération n'est cependant pas un phénomène qui puisse modifier l'évolution économique et sociale de la plupart des

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

nations et du monde de façon significative. L'émergence des vraiment riches y parvient déjà.

Le troisième constat concerne l'apparition de revenus très très… élevés et des fortunes qui vont avec, ceux qui méritent d'être considérés comme de vrais riches ou des riches cinq étoiles. Leur arrivée est récente, consécutive à la remontée des simples riches. Elle commence dès 1980 pour s'accélérer de plus en plus, notamment dans les sept premières années du XXIe siècle.

On a déjà suivi leur parcours aux États-Unis ainsi que leur origine, éventuellement financière. Mais leur présence mondiale est encore plus intéressante à observer en même temps que ses effets sur l'économie.

En 2005, la population mondiale des 1 % des revenus les plus élevés s'élevait à 3 millions d'individus environ qui recevaient 21,8 % du revenu mondial (19,8 % en 2004). Chaque individu de ce groupe avait perçu 1,1 million de dollars en moyenne, en augmentation de 14 % par rapport à 2004.

Trois cent mille individus – on arrive aux vrais riches – avaient perçu 5,6 millions de dollars en moyenne, en hausse de 20 % par rapport à 2004.

Trente mille d'entre eux avaient reçu 26 millions environ, soit plus de 4,4 millions par rapport à 2004. Et ces trente mille étaient presque tous domiciliés aux États-Unis, dans les États du Maine, du New Hampshire, du Vermont et du Massachusetts. En Nouvelle-Angleterre, les « riches » (20 % des revenus les plus élevés) avaient vu leurs revenus augmenter de 15 % en quinze ans, les « vrais riches » (5 % des revenus supérieurs) de plus de 27 % et les vrais vrais riches, les plurimilliardaires en dollars, de beaucoup plus (100, 200 % ?).

À l'échelle mondiale, l'apparition de ces vrais riches est d'une importance économique très supérieure à toute autre, d'autant que, pour les États-Unis, les salaires sont

restés constants en vingt ans, et qu'au plan mondial la population ayant les revenus les plus faibles ne reçoit que 1,5 % du produit mondial. En 2005, les cinq cents individus ayant les revenus les plus élevés recevaient environ 100 milliards de dollars et les 20 % les plus pauvres 400 millions environ.

En 2010, après la crise de 2008 dont il faut immédiatement souligner que ni son origine ni ses modalités ne concernent en rien ces inégalités, – il s'agit d'une crise financière et non sociale –, pas plus au plan mondial que national, ces inégalités ont encore dû se creuser et établir, à l'intérieur des différentes oligarchies nationales, des vrais vrais riches dont le comportement est devenu original et oriente l'évolution de toute l'économie mondiale.

Les vrais riches des statistiques doivent être à la fois plus nombreux et riches dans la réalité. Les informations sur les revenus et, plus encore sur les fortunes, sont d'autant plus minorées qu'elles traquent ces vrais riches, habitués aux évasions fiscales et autres dans des paradis accueillants. L'état de leur cohorte, la situation de leurs revenus et de leurs fortunes sont sans précédent historique. Comparer 1919 et 2000 en faisant état de pourcentages incite à oublier que leurs fortunes dans l'absolu ont été multipliées par au moins *vingt*, et beaucoup plus si leur gestion patrimoniale a été particulièrement avisée et le fisc souvent bien obligé d'être clément à leur endroit. *Le comportement de ce demi-million de super riches – demain un million – est devenu aujourd'hui, sinon déterminant, au moins influent sur la conjoncture économique mondiale.*

D'abord par leurs habitudes de consommation. Ces super riches ne constituent pas une classe au vieux sens marxiste du terme, ne fût-ce qu'à cause de leur dissémination sur toute la surface géographique et politique du globe, ni une cohorte qui suppose que ses membres se déplacent ensemble. Et pas davantage une organisation puisqu'ils n'ont pas de chef ni de stratégie commune.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

En revanche, ils partagent un bon nombre de goûts et d'attitudes : il faut bien que ces super riches vivent. Comment n'auraient-ils pas pour l'argent – la monnaie unité de compte de leur fortune – une révérence tout à fait justifiée ? Comment pourraient-ils encore participer aux relations sociales en usage dont les sociétés dont ils sont issus – réciprocité, négociations, acceptation des hiérarchies, parentales et autres ? Leurs milliards les mettent, peut-être pas au-dessus, sûrement en dehors d'une multitude devenue roturière, qu'ils peuvent, d'ailleurs, acheter ou louer à leur bon plaisir.

Pour vivre, ces super riches doivent donc trouver ce qui peut leur faire éprouver ce plaisir. Pas facile lorsque son pouvoir d'achat est illimité, et que les biens de ce monde peuvent être acquis aisément. *Le plaisir se trouve sûrement dans un des instincts qui font naître la meute.* Pas celui qui éloigne ou exorcise le danger, mais celui où l'on se rassemble avec ses semblables, où la fortune côtoie et s'agrège, un soir, une semaine, un mois, plus longtemps avec une autre, plusieurs autres fortunes. Le super riche cherche et trouve son plaisir dans la grégarité. « *But there is a rub* », disait un Hamlet inquiet. Qui dit proximité dit comparaison. Le plaisir d'être plus riche que son invité ou sa voisine, ou la vilaine impression de l'être moins, qui gâche indûment celui d'être très riche « quand même ».

Dans cette promiscuité organisée où ces super riches attirent comme des aimants toute une galerie de convives plus ou moins méprisés – prostitué(e)s, commerçants en tout genre, quelques artistes parfois décidés à ne pas mourir jeunes et pauvres –, la maudite concurrence s'installe, la menace de la hiérarchie doit être conjurée. Ne pouvant l'être par la richesse, elle le sera par une consommation sans rivale.

La capacité de « consommation » d'un être humain est naturellement limitée… Le super riche, d'autant qu'il est

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

occupé à accumuler sa fortune – ou à ne pas la perdre – n'éprouve l'impression d'en jouir qu'en « consommant » autrement.

Voici un demi-siècle, à l'époque où ces super riches n'existaient pas, Duesenberry lança ce qui parut être un pavé dans la mare des « fonctions de consommation » – alors composées essentiellement de biens alimentaires courants et de textiles – en évoquant l'existence d'une consommation somptuaire faite de biens à la fois superflus et chers, autrement dit de biens qui échappent à la contrainte du besoin pour appartenir à un univers de plaisir à la seule disposition des riches. Cette consommation somptuaire destinée en outre à créer un « effet de démonstration » est bien dépassée. Même les simples riches y ont renoncé, et pour cause. Que démontreraient-ils aux super riches ?

Vraie fortune facile, celle qui permet de vivre des intérêts des intérêts, il ne s'agit plus de démontrer mais de montrer ce que même ses semblables ne pourraient acquérir : l'objet de luxe évidemment mais unique, et en quantité ; plusieurs automobiles de séries plus que limitées, des vins aux millésimes d'anthologie, des parures aussi saisonnières que les femmes qui les portent ou les échangent pour faire oublier leur passé. L'argent, qui est bien là, éloigne le temps qui passe. Dans le cercle magique du luxe – comme le soulignait déjà Fitzgerald –, il tient la mort en respect.

L'inflation : exclusivité des actifs patrimoniaux

Aussi, entourés de leur cour, les vrais riches, que leur fortune rend apatrides, mondialisent et revivifient constamment une consommation de luxe qui leur doit sa permanente santé. Autrefois, les bourgeois faisaient vivre les prolétaires en achetant les machines qui les enchaînaient. Aujourd'hui, les vrais riches, en se contentant de consommer, font vivre les fabricants de beauté. N'est-ce

pas le signe que le développement économique finit par faire une grande place aux artistes ? Et qu'il est désormais à l'abri de cette inflation des biens de première ou de seconde nécessité qui, hier encore, naissait de la hausse des salaires ? Le luxe est à l'étroit dans les indices des prix des biens de consommation faits pour les vies normales et les plus pauvres. Mieux, il en est étranger, expression comptable de l'indifférence des vrais riches au reste du monde social.

En revanche, une inflation ne peut pas être dissimulée tellement elle est médiatisée : celle des biens durables qui établissent mieux qu'aucun autre le statut du super riche. Posséder le château – clin d'œil à un passé encore proche –, l'hôtel particulier, le dernier étage d'un immeuble où le mètre carré monte aussi au ciel, c'est déjà se poser ; en posséder plusieurs, c'est mieux mais peut être bien inutile. Passer de lit en lit cesse vite d'être amusant, d'autant que l'âge incline plutôt à la sédentarité.

Et l'entretien ? Le peuple, petit ou grand, de l'intendance n'est plus ce qu'il était. Il n'existe plus de château avec gens à demeure, ni d'hôtel particulier avec ses trois cents domestiques comme – dans un passé proche – au domaine des Rothschild à Ferrières et à leur résidence de la Muette, ce qui ferait jaser les invités et mettre un doute sur l'avenir de la fortune de l'invitant, quel qu'il soit.

Mieux vaut acquérir le bien absolument rare, auréolé d'un passé historique ou artistique. Le livre, la statue, le tableau, la mèche de cheveux impériale, dont il ne reste qu'un exemplaire à usage privé, tous les autres, s'il en fût, ayant trouvé logis définitif dans des musées publics. Et ces déversoirs de fortune épuisés – ou jugés ostentatoires, risqués ou infantiles –, considérer que le plus sage emploi de la super richesse réside dans des actifs financiers et quitter ainsi le monde des biens réels, tangibles ou durables pour se réfugier intelligemment dans celui des biens financiers.

Mais avant que cet ultime usage de la fortune ne soit choisi, les super riches auront dû se battre entre eux, aux enchères ou ailleurs, pour marquer leur territoire réel, visible de tous, à vocation individuelle et sociale, où, de surcroît, leurs héritiers pourront, eux aussi, se promener en sécurité. Et cette concurrence entre eux vaut bien qu'on ne marchande pas, qu'on ne compte pas ses sous, qu'on se batte avec cette arme, absolue lorsqu'on est seul à la détenir, relative mais efficace lorsqu'elle est à l'usage de quelques-uns.

Cette guerre dont l'enjeu le plus souvent esthétique lui vaut l'admiration ne se termine qu'à l'épuisement des munitions. Mais il est rare que la victoire d'un de ses participants ait lieu sans que le prix de cet enjeu ait considérablement augmenté, sans que l'agitation des prétendants ait provoqué quelque bulle.

Ces bulles remplacent aussi celles d'antan, dont le sommeil doit à ce que ceux qui ne sont que riches sont désormais incapables de quelque concurrence que ce soit. Elles ne concernent d'ailleurs plus les biens produits continûment – les flux disent les économistes – mais les biens durables, d'autant plus appréciés qu'ils sont anciens, et provoquent cette *inflation des actifs* qui ne figure en aucune des statistiques économiques à usage social. N'étant que médiatique, elle ne cause qu'indifférence, étonnement ou spéculation. *Elle demeure hors le champ social, donc politique.* Les super riches sont désormais dans leur monde comme naguère la noblesse sous la monarchie. Même les simples riches sont devenus des roturiers.

L'oligarchie financière

Les super riches n'ont pas de patrie mais gardent leurs racines, linguistique, culturelle, religieuse, familiale. Ce

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

sont des individus faits de chair dans le présent, d'héritage dans le passé et de projets pour l'avenir.

Tous les hommes et femmes de la finance appartiennent à des institutions, banques, assurances, hedge funds, gérants de fortune, fonds d'investissement privé, qui les emploient et doivent suivre, sauf à manifester quelque indépendance presque toujours décelée et réprimée, leurs politiques. Ces institutions ont un passé et des projets mais peu de racines et souvent des vagues à l'âme lorsque leurs performances viennent à stagner ou, catastrophe, à « décevoir ». Tel est, en effet, leur objectif quasi unique : accroître leur profit, leur capitalisation et, par là même, leur pouvoir de négociation tous azimuts, grosse cerise qui est réservée à de volumineux gâteaux.

La simplicité de leur ambition s'impose d'elle-même. Ces institutions dans leur totalité n'ont guère d'efforts à consentir pour accaparer leur clientèle. Leurs marchés, captifs, sont condamnés à une expansion continue. La monétisation va de pair avec le développement économique. Ménages, entreprises, États ont de plus en plus recours aux institutions financières, d'abord par commodité, très vite par nécessité. De la monnaie métallique aux règlements automatiques par Internet, il n'y a guère qu'un siècle et demi. Aujourd'hui, dans le monde développé qui fait tache d'huile, il n'y a plus guère de transactions qui ne mettent en cause les deux institutions financières, du débiteur et du créancier. L'endettement, partout, aura progressé ces dernières années à des vitesses supérieures à celle de la production des biens et des services, au point que leur rapport – dit *ratio of leveraging* – s'est accru partout, plus encore dans les économies développées que dans les « émergentes ». Ce contraste s'est d'ailleurs accru avec les politiques de déficit systématique destinées à prévenir le retour à une crise de 1929. L'endettement américain est passé de 204 % du PIB à 296 % en dix-huit ans

(1990-2008), celui du Royaume-Uni de 312 % à 466 % pendant la même période, celui de l'Espagne de 193 % à 366 %, celui de la Suisse est resté stable[1]... Étant donné la croissance des productions nationales durant ces dix-huit ans, le volume de l'endettement de tous les « agents économiques », autrement dit *le volume des créances détenues par le système financier, aura doublé à l'échelle mondiale, voire triplé et plus dans certains pays* (États-Unis, Royaume-Uni et Japon notamment).

Les institutions financières ne se sont pas contentées d'« attendre le client ». Elles ont ajouté à ses besoins traditionnels des besoins nouveaux et, mieux, des désirs d'aventure, c'est-à-dire d'enrichissement. La sphère financière a nourri d'innovations financières une croissance purement endogène. Les actifs financiers nouveaux se sont multipliés – titrisation entre autres – alimentant leurs échanges réciproques et provoquant la création d'institutions nouvelles (hedge funds par exemple). Ainsi le volume de la sphère financière s'est accru bien davantage que celui de la sphère réelle et n'aurait sans doute pas connu de limites si deux contraintes ne pesaient sur toute institution.

La première est celle des puissances régaliennes des États, tout entières contenues dans l'existence de monnaie nationale et de leur monopole d'émission. Cette contrainte n'a pas cessé de perdre en intensité depuis la moitié du siècle précédent. La mondialisation progressive des échanges dans la sphère réelle s'est manifestée d'abord par l'existence d'une monnaie à statut mondial, puis par la création de monnaie unique à plusieurs États – l'euro – puis la quasi-obligation de tout État qui veut éviter une politique autarcique à ne pas user du contrôle des changes lorsqu'il

1. Pour de plus amples statistiques, consulter Mc Kinsey Global Institute, « Debt and developing : the global credit bubble and its economical consequences », janvier 2010, 81 pages.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

gardait sa propre monnaie. Tel est aujourd'hui encore le cas de la Chine, soumise à des pressions constantes pour qu'elle abandonne l'usage de cette arme. Mais on prévoit facilement que cette politique devra céder un jour à la nature même de la monnaie, devenue un moyen d'échange à espace planétaire de plus en plus dématérialisée et informatisée.

Le pouvoir politique garde néanmoins quelques armes de seconde main pour imposer certaines de ses vues à l'ensemble des institutions financières sous réserve qu'elles aient un statut mondial. Il pourrait dans cette hypothèse en contrôler la création, la diversification et en réguler les conditions d'activité. La condition économique de la sphère financière est, en cela, dépendante des relations entre les différents États, de la concurrence que se livrent ceux qui représentent l'essentiel des échanges mondiaux.

Une seconde concurrence, celle qui règne entre les institutions, de même ou de voisine activité, *constitue une contrainte beaucoup plus forte* et, comme telle, l'une des préoccupations permanentes des dirigeants de chacune d'elles. À marché mondial, concurrence mondiale entre grandes banques de dépôt et plus encore d'investissement, entre gérants de patrimoine. Concurrence aujourd'hui ouverte où chacun des grands acteurs a pour objectif d'absorber les faibles pour devenir l'un des membres puissants d'un oligopole et, pourquoi pas ?, de plusieurs d'entre eux.

Les institutions financières ne font, en cela, qu'imiter la stratégie de leurs « congénères réelles » qui, dans à peu près tous les secteurs producteurs de biens réels, sont devenues grandes et multinationales et constituent désormais des oligopoles structurés, tels que les grandes manœuvres sont concentrées et tels que chacune a son État pour l'aider dans l'aventure, bonne et plus encore mauvaise.

Les constituantes financières de chaque oligarchie nationale se trouvent parties prenantes à une oligarchie financière mondiale, seule à bénéficier de cette dimension planétaire que le progrès technique dans les modes de règlement de toutes les transactions lui garantit. Ce quasi-monopole, les super riches pourraient eux aussi en jouir s'ils n'étaient pas occupés à vivre plutôt qu'à produire. Il leur assurerait pourtant un rôle désormais croissant dans l'évolution économique d'une planète qui dépend, pour très longtemps, non plus d'une sphère mais de trois : la sphère de la production des biens réels et des services, la sphère des fortunes ou patrimoines et financiers et celle des services financiers. C'est à partir de ces trois sphères, de leurs agents de commandement et d'exécution et de leurs interrelations que l'économie des oligarchies réalise ses performances dans le présent et définit ses objectifs dans le futur.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chapitre 6

La social-oligarchie

Les désordres sociaux perturbent presque toujours l'exercice du pouvoir politique, qui s'en accommode d'autant plus et mieux qu'ils sont endémiques, mais demeurent bon enfant ou adolescents, leur existence n'étant pas sans exprimer le défoulement périodique dont toute société vivante a sans doute besoin. Tout régime politique est néanmoins fort sensible à la différence qui distingue une contestation organisée, même permanente, ponctuée de violences épisodiques, souvent symboliques, ayant pour prétexte les effets de ses décisions et une opposition qui la dénonce directement nécessitant, presque toujours, que sa violence soit réprimée par la force avec tous les risques que ce recours implique, y compris de n'y point parvenir.

Les oligarchies actuelles connaissent ces deux situations non sans que le dialogue social se substitue de plus en plus à des contestations très violentes toujours réprimées. Cette évolution quasi générale n'épargne aucune nation, développée comme émergente, les coups d'État restant l'apanage de celles qui ne sont ni l'une ni l'autre, un privilège dont l'Afrique a désormais le quasi-monopole.

Cette accalmie mérite attention, d'autant qu'elle persiste, paraît même se poursuivre alors même que les inégalités de toutes sortes s'accroissent à l'intérieur des

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

nations et du monde. Les inégalités de revenus, de patrimoines, de statut social, de participation aux décisions communautaires seraient-elles toujours en deçà du seuil où elles suscitent la révolte d'une fraction au moins de ces sociétés ? Et qu'en est-il de ce seuil, qui dépend, par nature, des types d'inégalités, mais aussi des influences qu'il reçoit de l'évolution du mode de vie, voire de l'action directe des oligarchies elles-mêmes, évidemment désireuses qu'il soit le plus élevé possible, et sans doute des deux ?

Le cours du développement économique désormais connu par les sociétés occidentales et, donc, très aisément prévisible par les sociétés des nations émergentes, établit le progrès technique comme le *primum movens* des vicissitudes de la social-oligarchie.

L'accumulation des connaissances scientifiques et techniques, en particulier les progrès de la science physique, aura mis deux siècles pour transformer des sociétés rurales en sociétés de services. Beaucoup moins pour y parvenir, deux siècles après, avec les pays émergents « condamnés » à vivre en accéléré leur transformation sociale.

Les débuts de la révolution industrielle furent en Europe et sont, aujourd'hui, en Asie, partout socialement difficiles. Les inégalités nées de la mise en exploitation des nouveaux instruments de production explosent. La masse rurale ne saurait fournir les élites propres à cette nouvelle accumulation. Elle ne peut qu'offrir sa main-d'œuvre en émigrant et en se prolétarisant. Son réservoir d'hommes et de femmes permet le maintien des nouveaux revenus, les salaires, à un bon niveau alors que ceux, tout aussi nouveaux, les profits, ne connaissent que la limite de l'expansion du marché. Ces nouveaux riches – très riches, compte tenu des revenus de subsistance des paysans et des ouvriers – sont même, dans les pays émergents, plus nombreux encore qu'ils ne le furent en Europe.

Les inégalités s'accroissent, explosent même et, surtout, se montrent à tous, sauf à ceux qui ne veulent pas les voir. La majorité des exclus du profit ne peut que se révolter. Le seuil des inégalités tolérables est alors dépassé, au point qu'elles paraissent injustes. L'injustice, mot clé qui légitime la révolte, la fameuse violence qui répond à la violence.

En Europe, dès le milieu du XIXe siècle, le profit s'en prend à la rente, la bourgeoisie à l'aristocratie, d'autant que celle-ci a été écartée des « fruits du développement industriel » et se retrouve confinée dans ses châteaux ruraux, comme en France, à moins qu'elle ne monte dans quelques wagon du train en marche comme en Angleterre et signe alors l'acte de naissance de son oligarchie actuelle.

Les politiques, d'où qu'ils viennent, doivent alors réagir à la révolte qui éclate ou qui gronde et ne sauraient négliger l'apparition des riches qui leur sont, financièrement entre autres, une alliance allant de soi. Et si le besoin de faire appel à quelque maréchaussée se précise, les oligarchies naissantes – la Chine ne fait pas, aujourd'hui, autrement – se fondent tout naturellement sur la base très élimée des anciens régimes des sociétés rurales. Nouveaux riches, politiques et militaires se trouvent, à leur corps non défendant, unis dans leurs objectifs et l'aménagement de leur commune contrainte, l'émigration rurale qui s'urbanise pour travailler sur les machines.

L'état du développement économique ne leur permet guère d'aménager la condition sociale de tous ceux qui occupent les mauvaises places ou que le chômage exclut totalement des avantages de la croissance. Comment organiser de quelconques transferts de ressources à leur bénéfice ? Des impôts ? Sur qui les prélever ? Les paysans encore attachés à leur champ vivent toujours dans une

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

autarcie à peu près totale et font peu usage de la monnaie. Sur les nouveaux riches ? Mais ceux-ci sont désormais un élément central de l'oligarchie où ils font alliance avec les politiques. Et les gens d'armes n'ont jamais constitué la moindre assiette fiscale.

Que chacun travaille donc, s'il le peut, et vive au niveau de ses capacités. Les inégalités ne sauraient recevoir de ces oligarchies des amodiations d'État. La religion, à la rigueur, pourrait légitimer quelque élan collectif de charité, et animer une politique de redistribution dont les moyens demeurent limités par l'égoïsme naturel des êtres et, plus encore, de leur éventuelle solidarité de castes, de classes ou de communautés.

Le temps du début du développement ouvre sur des conflits permanents, berceaux naturels d'idéologies ou de religions justifiant des luttes organisées, syndicales ou autres, entre des groupes soumis au pouvoir oligarchique…

Cette évolution, plus ou moins rapide selon les nations et leur passé, et davantage en Angleterre qu'en France, ne dépend pas de sa date de naissance. Chine, Brésil, Inde et Russie et tous les autres qui suivront, la vivent très naturellement, à leur manière. Le Brésil n'est pas la Chine. L'oligarchie chinoise doit faire face à quelques centaines de révoltes rurales, condamnées à demeurer locales, et, donc, assez facilement jugulées par des opérations plus policières que militaires. Le Brésil, autre vaste continent, règle à sa façon, plus latine, des situations où les violences sont plutôt urbaines. Inde et Russie tout autant, dans l'hétérogénéité de son continent pour la première et son passé policier pour la seconde. Et dans chacun de ces quatre pays-continents, les oligarchies à trois éléments principaux ont aujourd'hui remplacé les anciennes entités dirigeantes, dictatures pour trois de ces pays et aristocratie à la britannique pour le quatrième.

Sans doute y a-t-il pour chaque nation, d'hier et d'aujourd'hui, un moment où l'inégalité des conditions atteint son niveau le plus élevé, sinon pour tous – ce qui est dépourvu de sens, à commencer par son expression statistique – mais pour ceux qui, à la fois, en sont victimes et ont le moyen d'exprimer leur révolte devant « tant d'injustice », ce qui n'a d'ailleurs pas plus de sens, la morale étant aussi subjective que l'enrichissement est objectif. Mais, en dépit de toutes les réserves que l'existence d'une acmé des inégalités des débuts du développement appelle, le constat que les tensions sociales diminuent dans le long terme suffit à installer l'enrichissement collectif et individuel comme le facteur essentiel de la tranquillité croissante de la social-oligarchie.

Les transferts « sociaux » : l'âge des tranquillisants

Quels que soient les pays aujourd'hui développés, les désordres sociaux y sont épisodiques, rarement violents, sans mort de contestataires, de plus en plus civils, de moins en moins militaires. Plusieurs phénomènes expliquent que les tensions sociales dues aux inégalités aillent en diminuant soit en intensité propre, soit en nombre de leurs contestataires et, d'abord, la discrétion croissante des « riches ». L'ostentation est le fait de la nouveauté, due, sans doute, au bonheur que confère le constat d'une richesse très supérieure à celle des autres, souvent à sa propre attente.

La crise de 1929 aux États-Unis mit fin à ce plaisir dangereux. Après ces événements, les fortunes américaines (du Nord) ont commencé à se cacher.

Peu d'individus, même très proches, habitent désormais les demeures interminables où vivaient les membres des

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

familles dynastiques. Les orgies dispendieuses des nouveaux riches d'origine slave, les hôtels particuliers des entrepreneurs chinois à succès sont des avatars récents mais tout à fait prévisibles des riches émergents. Une fois en plein air, ils suivront sans doute les traces de leurs aînés protestants ou catholiques.

Cette grande dépression eut un effet beaucoup plus général et durable que cette discrétion de la richesse : l'*apparition des transferts « sociaux »*. La croissance implique l'enrichissement de tous, certes inégal, dans le relatif mais néanmoins absolu. À horizon séculaire, chaque membre d'une collectivité nationale voit croître son revenu et son patrimoine. Et le taux de cette croissance ne serait-il que de 2 % que ces deux éléments clés de la vie individuelle et sociale auront été multipliés par huit en un siècle. Dans le long terme, même les plus pauvres et démunis finissent par acquérir une situation où ils n'ont plus faim, vivent dans un logement, même précaire ou exigu, ce qui limite définitivement leur capacité de contestation et surtout leurs modalités. Qui a faim, qui doit trouver un abri pour sa famille, peut risquer sa vie. Si ces deux besoins viennent à disparaître, la contestation des inégalités, même connues, se fait non violente, débouche sur des négociations collectives, par nécessité.

Les oligarchies le savent assez pour que l'objectif de croissance et d'accumulation n'ait pas pour seule justification l'enrichissement de leurs membres, dirigeants d'entreprises et rentiers notamment. Celui-ci, une fois assuré, un objectif qui était second à l'origine vient s'installer en tête de leurs membres. Le « enrichissez-vous » ne les concerne plus uniquement comme à l'époque de leur formation et de leur prise de pouvoir. La stabilité de leur condition passe par l'absence ou la civilité des contestations sociales. Pas seulement d'ailleurs; leur confort en dépend aussi, dont le prix croît lui aussi avec

leur propre richesse. Il faut bien que les riches vivent en sécurité et qu'ils éprouvent en permanence la « tranquillité d'être ». Pour l'obtenir, ils détiennent, d'ailleurs, une arme dont le tranchant s'aiguise, lui aussi, avec la croissance : les transferts sociaux.

La crise de 1929 aura joué un rôle déterminant dans l'histoire des transferts sociaux. Au XIXe siècle, leur justification est éthique; ils sont limités à des aides aux indigents, prolongeant ainsi dans la vie sociale la charité individuelle pratiquée par les associations religieuses, en France comme au Royaume-Uni. Les chômeurs ne relèvent pas d'une telle aide, à moins qu'ils ne sombrent dans le vagabondage. Leurs manifestations de masse « sur les quais » des ports des principales villes des États-Unis et aux portes des usines provoquent la peur légitime de tous les membres de l'oligarchie, riches et politiques en tête. La colère justifiée des chômeurs déboucha sur des désordres mortels qui suscitaient la réprobation morale et menaçaient la pérennité même de la société américaine. L'aide significative à ces chômeurs fut instituée et se généralisa à tous les pays touchés par la crise et lui survécut en devenant indiscutée, surtout par les oligarchies qui virent dans ce transfert de ressources le moyen d'écarter toute contestation sociale sérieuse, en même temps qu'elle répondait à une préoccupation morale populaire dont les racines ne s'inspiraient pas uniquement des sentiments moraux chers au pasteur Adam Smith. Chacun se sentait rassuré. À connaître un mauvais sort : il serait aidé. La porte était grande ouverte pour les politiques. Ils se feraient désormais aimer à la mesure des transferts qu'ils organiseraient. Ils s'entoureraient d'une clientèle reconnaissante et, ils l'espéraient avant chaque élection, fidèle.

La dissociation du travail et du revenu se réalisait d'autant que le niveau de développement le permettait. Mais, une fois établie sur un cas particulier, rien ne

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

l'empêchait de se généraliser à mesure que le niveau s'élevait et que les donneurs de transferts prélevés par la voie fiscale ou autre seraient moins sensibles aux prélèvements qu'ils subissaient. Aux politiques d'orienter la stratégie de l'oligarchie dans un sens où chacun y gagnerait, qui la clientèle et la sympathie, qui l'impression de sécurité, plus qu'il ne risquerait à entamer leur crédit auprès des entreprises et des riches. Les transferts étaient condamnés à devenir de plus en plus nombreux et importants avec l'élévation du niveau de vie de la société tout entière. Le champ et les difficultés des choix proposés par le politique ne pouvaient que croître. Aux bénéficiaires des revenus sans efforts, aux prélevés, la stabilité de leur statut à un coût supportable.

Cette croissance des transferts fut générale dans tous les pays développés et s'imposera avec la même intensité dans les pays aujourd'hui émergents, définissant la fonction essentielle des politiques dans les oligarchies. De leur habileté dans ce « prendre-donner » dépend leur réélection et leurs considérations à l'intérieur de l'oligarchie.

L'exercice de leur fonction n'en est pas moins devenu beaucoup plus ardu. Une fois encore le progrès scientifique est passé par là, pour le bien de tous, au détriment de la tranquillité des politiques. Il s'agit de toutes les connaissances qui ont permis durant la seconde moitié du siècle précédent d'améliorer la santé de l'être humain et, par la même occasion, d'accroître sa durée de vie qui aura presque doublé en un siècle dans les pays développés. Le progrès technique dans le domaine de la physique ne pouvait être reçu qu'avec empressement et l'approbation de tous, une fois « l'accumulation primitive réalisée ». Celle qui a transformé les conditions d'exercice de la médecine, de la chirurgie, demain de la procréation, va peser sur les politiques au-delà de leurs prévisions, et dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement.

Le chômage demeure occasionnel et ne touche qu'un nombre limité d'individus. Réduire sa souffrance, guérir sa maladie, allonger sa vie, éloigner l'échéance de la mort concerne chaque individu au même titre et trouve dans les inégalités de leur condition la nécessité d'un transfert aussi inévitable que l'allocation au chômeur. La religion, autrefois, possédait le monopole des viatiques que la maladie et la mort réclament. Elles sont aujourd'hui à l'origine des transferts sociaux les plus importants, en augmentation constante, automatique, puisque guérir signifie prolonger la vie, ce qui induit davantage de maladies, d'autant plus coûteuses à traiter qu'elles concernent des personnes âgées que des soins peuvent maintenir longtemps en un état grabataire.

À l'heure des religions consolatrices, avant le progrès biotechnique, Dieu répandait sa consolation sans coût et, surtout, sans que personne puisse mettre en doute la bonté infinie de sa volonté toute-puissante. Aujourd'hui que les oligarchies nationales, par l'intermédiaire de leurs États et de leurs caisses, prennent le relais du Ciel, chacune peut demander des comptes aux politiques, nouveaux vicaires des prêtres. Comptes bien difficiles à tenir. Chaque individu s'estime en droit d'être en bonne santé et de mourir dans cet état le plus tard possible – au point que la certitude d'une après-vie lui est moins pressante. Et comment le satisfaire sans prélever « quelque part », de la manière la moins douloureuse, de quoi permettre qu'on s'occupe de lui sans recevoir aucune aide de quiconque pour y parvenir, notamment de tous ceux qui prodiguent leurs soins – une demande constamment croissante, légitimée par une « égalité » devant la maladie et la mort, plus fondamentale encore que toute autre, vivre mieux ou vivre comme le plus riche – qui mourra aussi. Une offre constamment empressée à secourir ses prochains, comme jadis les hommes d'Église, qui en tireront une petite

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

fortune. *Les politiques deviennent inéluctablement les membres les plus exposés des oligarchies. Et leur tâche de plus en plus ingrate.*

Les receveurs se pressent à leur porte, de plus en plus nombreux, de plus en plus inactifs, de plus en plus sûrs de leur bon droit, de plus en plus soucieux de leur parfaite santé, de plus en plus narcissiques. Les donneurs, eux, font le gros dos, essaient de se défausser du mistigri du prélèvement – qui en élevant les prix de ses prestations, qui en fraudant, qui en s'évadant plus simplement, recette la plus rationnelle pour éviter un prélèvement collectif.

Avec l'élévation du niveau de développement, certains transferts supplémentaires se justifient au nom de la compassion, de la justice, ou simplement du fait que le sacrifice financier nécessaire à assurer la stabilité du régime social baisse en valeur relative. Cette économie de l'assistanat demeure facile à gérer pour une oligarchie qui y trouve son compte. Mais les effets du progrès biophysique sont autrement plus dangereux pour cette oligarchie, en particulier pour sa fraction politique qui se trouve de plus en plus isolée, à son corps défendant. Les individus très riches peuvent désormais échapper aux prélèvements massifs nécessaires à la santé et à la retraite. Ils s'expatrient sans effort, avec le plaisir même de vivre en de nombreuses résidences. Les entreprises dites multinationales, terme comme toujours de circonstance, sont en réalité apatrides et choisissent leur siège selon la hauteur des prélèvements auxquels elles sont assujetties. Quant aux banques, même si elles demeurent nationales, l'immatérialité de leurs transactions leur permet d'éviter partiellement leur concours à ces transferts sans beaucoup d'ingéniosité. Les politiques se trouvent alors bien seuls pour organiser les transferts que les inégalités de revenus, de fortunes, de santé accompagnant l'allongement de la durée de vie demandent.

La solidarité interne à l'oligarchie suffit rarement à rendre ludique l'exercice de leur fonction. Mais ils justifient ainsi leur appartenance et la nécessité de déplaire tout en plaisant, prenant à certains pour donner à d'autres, constitue pour eux soit la permanence d'un discours dorant et faisant avaler la pilule, soit l'essentiel de leurs fonctions à l'intérieur des oligarchies des nations développées qui leur doivent, à cet égard, la pérennité et la tranquillité de leur pouvoir. Fort heureux pour cette élite politique que d'autres progrès les aident dans l'accomplissement de leur office.

La social-oligarchie à l'âge digital

Les progrès techniques n'attendent pas. Leur degré d'impatience est mal connu. À cet égard, toutes les nations sont à même enseigne, qu'elles soient développées ou émergentes. Les biotechniques ne sont pas les seules à se propager presque instantanément, au moins pour les plus accessibles, les moins coûteuses à mettre en œuvre, dans toute la planète. En un demi-siècle, les techniques de l'information seront allées encore plus vite dans la voie de la mondialisation, entre toutes leurs autres applications. Elles offrent désormais à toutes les oligarchies des raisons de se sentir de plus en plus à l'aise. Et il n'est pas difficile d'imaginer leur stratégie commune, insensible à toute autre considération que d'assurer leur pérennité. Il convient simplement de détourner l'attention du plus grand nombre, de la multitude, la classe moyenne dans les pays développés, à laquelle ajouter tous ceux qui voudraient, pour quelque raison, y compris idéologique, en découdre.

La condition nécessaire à toutes les manœuvres de détournement de l'attention veut que l'oligarchie contrôle

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

– en être propriétaire est encore mieux mais plus coûteux en terme d'investissement – les médias. Pas seulement les traditionnels, les « vieux médias » de la presse écrite et du livre mais les « jeunes mûrs », la télévision, et surtout les « vrais jeunes », ceux qui sont nés de la révolution Internet. Aucune oligarchie ne pourrait se payer le luxe de « médias démocratiques », pas plus qu'elle ne doit céder à la dictature totale, à la soviétique, sur les médias. Il lui suffit d'en être au moins partiellement propriétaire par ses entreprises membres, qu'elles soient spécialisées ou qu'elles en prennent le contrôle « capitaliste » ou « politique », ce qui vaut pour tous les pays, à des différences mineures près.

Faire rêver, stupéfier

Une fois cette condition réalisée tout en proclamant la liberté de tous les animateurs des médias, la première manœuvre, d'une facilité exemplaire qui s'impose d'elle-même, consiste à installer deux drains sur la peur et le rêve.

Il n'y a guère besoin d'inciter les médias, écrits ou oraux, à agiter sons et images qui provoquent la peur. Les faits divers et autres chiens écrasés ont de tout temps attiré les lectorats et autres audimats. Comme la lutte contre l'insécurité attire l'électeur. Quelque danger cependant à trop insister sur les détections, traitements et autres préventions des maladies. Certes les profits médiatiques suivent mais aussi les pressions sur la nécessité de nouveaux transferts.

Un maniement tout aussi fructueux et à l'usage de toute l'oligarchie consiste à nourrir la propension au rêve aussi partagée et intense que la peur. « Tant que l'homme sucera le lait de la femme, il rêvera ; et qu'importe que le rêve mente, s'il est beau ; le destin de l'homme est d'être

plongé dans une illusion perpétuelle. Et cette illusion n'est-elle pas la condition même de la vie ? » Au début du dernier quart du XIXe siècle, Anatole France prévoyait la politique « éditoriale » des médias des siècles suivants, auxquels s'ouvraient les mirifiques marchés des rêves les plus partagés : être beau, riche, intelligent et connu, chaque individu parvenant à égaler, à lui tout seul, la cohorte des Grands Émergents.

Pour rêver, rien de tel que des images, accompagnées de sons qui, tout seuls, peinent à alimenter ces rêves dont le besoin et la nature varient avec l'âge. Aux enfants et adolescents, les dessins animés puis les « soaps » consacrés à la rencontre des belles, sinon riches, héritières. Plus tard les aventures sentimentales heureuses et malheureuses où chacun peut s'identifier ou laisser se débonder ses haines et ses afflictions. À l'âge mûr, tous sexes confondus, les images de la richesse, que certains ont pu accaparer valent bien d'accompagner la vie. Ce peuple (petit) de riches (aveuglants) connus par leur réussite, qui ne voudrait s'y identifier ? Plus fréquemment, le pauvre ne peut pas s'offrir son image.

Toute oligarchie veille très opportunément à assurer la promotion politique de toutes ces informations, évasion assurée pour les récepteurs, moyens d'existence, parfois opulente pour les plus doués des bateleurs, ordonnatrices d'un environnement social au calme bénéfique.

Le rêve artificiel, provoqué par l'ingestion de drogues diverses, relève d'une politique voisine. Ses efforts négatifs sont plus nombreux et, surtout, beaucoup plus coûteux à neutraliser, notamment les comportements antisociaux (crimes, délits, maladies en tout genre…) de ceux qui en sont constamment dépendants. Mais la grande majorité de leurs abonnés occasionnels pratiquent cette évasion momentanée qui n'est pas sans concourir à la tranquillité qui sied à toute oligarchie.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

L'attitude des gouvernements de tous les pays à l'égard de l'alcool en est la manifestation la plus visible. Quelle que soit son enveloppe culturelle (meilleurs vins de Bordeaux, vodka, whisky, gin et autres), le traitement des maladies de l'alcoolisme – ses autres effets dont la mort par overdoses répétées –, représente une fraction très importante des dépenses de santé – sans compter l'asociabilité totale des adeptes de l'ivresse permanente qui, en certaines régions de l'Europe de l'Est, devient un quasi-fléau.

Or les oligarchies de tous les pays adoptent à l'égard de cette drogue la même attitude, celle d'une tolérance qui devient totale à mesure que le niveau de richesse augmente. Les raisons de cette attitude sont multiples et bien connues : innocuité de l'alcool occasionnel ou absorbé en « petite » quantité, résistance farouche à toute prohibition, avec la contrebande qui l'accompagne, coût exorbitant de toute lutte active, sûrement plus élevé que les traitements des dommages consécutifs à la tolérance totale, sans oublier l'argument libertaire justifiant le droit individuel à se suicider, s'il l'entend. Il demeure que l'alcool, prolétaire, mondain, bourgeois, celui des jeunes adolescents qui conduit parfois à des comas éthyliques recherchés comme expérience, celui des samedis soir des Anglo-Saxons, celui des rues des capitales slaves, l'opium assoupissant des Asiatiques et des fumeries, la cocaïne et autres alcaloïdes occupent désormais une place de choix dans les festivités de la grande majorité de la population mondiale. Et ce statut ne déplaît à aucune oligarchie et surtout pas à celles des pays qui produisent et exportent ces stupéfiants bénis depuis le néolithique – peut-être la toute première innovation du génie humain.

À peu de différences près, les oligarchies ont adopté à l'égard des autres stupéfiants la même politique. Leur tolérance est moins totale, moins affichée, moins équanime, mais débouche sur la généralisation planétaire des drogues, d'ailleurs de plus en plus artificielles, chimiques et non plus naturelles, qui modifieront à terme toutes les caractéristiques de ces marchés mondiaux.

Dès aujourd'hui, il est évident que les oligarchies des pays fournisseurs de drogues naturelles ne poursuivent pas de leur vindicte leurs producteurs mais, au contraire, les protègent puisqu'elles en vivent, sauf à entrer en conflit armé avec eux, solution extrême et toujours provisoire comme le montre l'évolution récente – et future sûrement – de l'Afghanistan, ou celle de la Colombie. L'attitude habituelle de ces oligarchies demeure d'éviter les excès de leurs producteurs pour conserver leurs recettes essentielles, d'autant qu'elles s'en justifient facilement en arguant que sans consommateurs, pas de marché ni de producteurs.

L'attitude des oligarchies des pays consommateurs gouverne effectivement l'évolution des marchés mondiaux des stupéfiants dont l'importance atteint entre 2 % et 3 % du produit mondial, soit quelque 2 trillions de dollars et alimente les circuits financiers mondiaux. Les arguments en faveur d'une tolérance « praticable » – comme la concurrence du même nom – sont, eux aussi, fort nombreux et peut-être encore plus forts. Comment lutter contre une consommation occasionnelle, à toute heure et en tout lieu possible, de la part d'individus d'apparence honnête ? Pourquoi empêcher les adolescents de consommer des drogues dites douces alors qu'ils cessent pour leur grande majorité d'en faire usage dès le début de leur âge adulte ? Pourquoi et comment empêcher ceux qui s'adonnent à cet âge à des drogues dites dures ? L'argument libertaire vaut, comme pour l'alcool, d'autant que l'expérience montre que la quasi-totalité d'entre eux est inguérissable, toute cure de désintoxication, fort coûteuse, étant suivie de récidive. Et que faire

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

lorsque le progrès technique s'en mêle et que des drogues chimiques de moins en moins coûteuses à produire (le LSD ou les méta-amphétamines) sont de plus en plus mortelles pour les plus pauvres des drogués ? Agir pour empêcher les excès qui suivraient les laisser-faire et laissez-passer paraît la seule, et donc la meilleure solution. D'autant que la raison très officieuse d'une action limitée est la même que pour l'alcool : à utiliser leurs revenus, quelquefois très maigres, pour acheter le rêve qui détruit leur vie, parfois très vite, ces drogués sortent du champ de la politique. Ils laissent libre cours à la vie sociale qui les entoure, totalement indifférente à leur sort.

L'oligarchie internétisée

Le progrès technique s'est décidément instauré en assistant zélé des oligarchies. À ces deux rêves, naturel et artificiel, il vient d'ajouter un vicaire, également rêvé, aux grands prêtres oligarques.

La création d'Internet, à l'origine né de la collaboration Université-armée américaines, ne pouvait laisser présager l'étendue de ses effets, encore à leurs débuts, sur l'évolution des comportements de toutes les organisations sociales, à commencer par ceux de chaque individu. Dès aujourd'hui, les dirigeants des sociétés, nationales et mondiales, n'ont aucun doute sur l'occurrence d'une révolution sociale, « totale », au sens où elle emportera une modification drastique des modes et des contenus des communications entre les êtres qui dépassera dans ses conséquences, politiques entre autres, celle que, voici un demi-siècle, on attribuait à l'information se substituant à l'énergie. En moins d'une dizaine d'années – nul ne prévoyait cette accélération de l'histoire –, les fortunes faites par les créateurs de certains sites sont annonciatrices d'un avenir imprévisible à moins du prochain demi-siècle. Les oligarchies en sont conscientes.

D'abord le succès, partout – quels que soient les cultures, les pays, les langues –, des sites où les individus peuvent, enfin, échapper à la dictature inhérente au fonctionnement des médias traditionnels, en décidant eux-mêmes du contenu de leurs communications et de leurs récipiendaires. Avec Facebook, chacun – ou à peu près – aura son site dans les années qui viennent, et pourra se présenter – évidemment sous son meilleur jour – celui qui lui paraît tel – à qui voudra bien devenir son ami, s'il ne l'est déjà.

Ses amis proches, et de plus en plus éloignés à mesure que le site prend de l'âge, doivent mériter leur position. Ils doivent écouter, lire plutôt, les messages quelquefois interminables, d'autant que le « propriétaire » du site en possède les moyens financiers, qui remplacent, grâce au miracle des câblages, les bavardages d'antan. Plus de contact physique dans l'échange verbal où le geste et l'intonation codifiaient le message, pas de « double bind » (Batteson), mais un texte fort, indiscutable sinon par une réponse de même nature. Le mensonge peut alors s'immiscer dans toutes les communications, au grand bénéfice d'un égotisme qui tourne inévitablement au narcissisme.

Plus de déplacement mais un écran où le temps passé à se contempler et à se faire contempler n'a pas de prix, tellement disparaissent le reste du monde et les raisons d'être ce que l'on est socialement. Aucun pouvoir constitué ne saurait rêver meilleure situation. Perdus dans eux-mêmes et leur petit monde, le seul auquel ils ne sont pas indifférents, la grande majorité des individus deviendront, sont déjà, des observateurs très lointains d'une réalité sociale qu'ils contestent d'autant moins qu'ils n'en peuvent mais et vivent dans les antidotes à leurs contraintes quotidiennes. Cette toile, de plus en plus solide, permet à son architecte de surveiller son ouvrage à très faible coût.

L'invulnérabilité des oligarchies présentes va encore s'accroître lorsque l'univers virtuel, déjà à la portée de

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

chacun, va devenir d'un usage au moins identique à celui du bavardage codé. Quelques pionniers éprouvent déjà cette sensation nouvelle – plaisir, confort ? – d'une évasion hors du monde social réel pour créer leur propre vie dans leur monde imaginaire. Dans ce monde virtuel, ils sont ce qu'ils auraient voulu être, sans les contraintes du monde réel – dont l'oligarchie qui, peu ou prou, les gouverne –, dans l'environnement de leur choix, occupant les activités qu'ils souhaitaient dans l'enfance, libres de chercher leurs âmes sœurs, tout aussi virtuelles elles aussi, aussi séduisantes qu'elles le rêvent et le font rêver. Quoi de plus enthousiasmant que de constituer un couple et de procréer des enfants virtuels, et les faire vivre aussi bien et aussi longtemps que souhaité, sans aucun des troubles du mal, maladies, mort et conflits violents. Et une vie virtuelle ne vaut-elle pas tout le temps dont la vie réelle, hélas, limite l'usage, et, même, ne vaut-elle pas d'être achetée réellement, contre bon argent comptant ?

La mise en relation des deux univers, réel et virtuel, encore à ses débuts, est sûrement promise à un très bel avenir. Déjà, les personnages virtuels, anonymes à leur création, peuvent se dévoiler et demander à leur correspondant de le faire. L'idylle ou le contrat virtuel peut se réaliser dans les deux univers pour peu que la relation « réelle » se montre aussi séduisante que la virtuelle… Sinon, le retour au seul virtuel s'impose là où demeure l'espérance de toutes les joies.

D'ores et déjà, l'interpénétration des deux mondes est plus avancée. Des biens virtuels (immobilier, artefacts de loisirs, collections) font l'objet de transactions réelles. Chacun peut désormais acheter et vendre sur le site « Second Life » contre monnaie bien réelle tous les biens virtuels que d'autres lui proposent. Et des entreprises réelles peuvent donc établir leur prospérité sur ces transactions des éléments d'univers virtuels.

Cette dernière extension des possibilités ouvertes par l'infinité de ces univers s'offrant aux désirs de tous ceux qui ont choisi une seconde vie, virtuelle, ici, et maintenant, laisse aux oligarchies un nouveau champ de liberté. La toile permet désormais à l'individualisme de se donner un cours jusqu'ici inespéré. Pour chacun plus guère d'intérêt à tout ce qui ne dépend plus de lui, évasion illimitée dans des univers où retrouver des semblables, où appartenir à des meutes choisies, avec leur propre langage, au vocabulaire limité et à la grammaire reniée, où trouver des moyens d'existence en dehors même de ceux que lui octroie le monde réel en temps réel. Qu'importe en cette situation que telle ou telle oligarchie infléchisse ce monde dans telle ou telle direction. Le progrès technique a transformé la communication sociale au grand bénéfice des oligarchies, ce dont elles pourraient se contenter si tout pouvoir n'avait presque toujours une ambition illimitée.

L'oligarchie à l'âge de la compassion

Les oligarchies apprécient à sa juste valeur la latitude de comportement et de politique – ce jeu, disent les mécaniciens – qu'elles reçoivent gratuitement des « progrès » techniques. Mais pourquoi ne pas l'accroître encore ? Le progrès scientifique pourrait reprendre ce qu'il a donné et mieux vaut tendre vers l'invulnérabilité totale que se suffire d'une situation améliorable à qui veut s'y employer. Il est sûrement d'autres voies que le narcissisme et le virtuel où dévier les instincts de la grande majorité des êtres de la contestation de l'oligarchie qui les gouverne, sans pour autant les contraindre, au contraire.

Le contrôle, capitaliste et/ou personnel, de la grande majorité (au moins) des médias permet de les laisser ou

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

de les faire jouer sur les cordes sensibles de la multitude ou, si l'on préfère, des classes moyennes. La plus vibrante, dont les fréquences furent identifiées avec brio par Jean-Jacques Rousseau, est le sentiment de pitié. Tous les individus y sont prédisposés dans un mélange de leur élan de charité et de leur soulagement de n'être pas frappés des maux qui accablent les victimes d'un coup du sort. La compassion, autrefois provoquée par la vision du mendiant sollicitant l'aumône, se nourrit en multipliant son intérêt et son innocuité de l'image des décombres sous lesquels pourrissent les cadavres, des enfants périssant de faim en des lieux d'ailleurs inaccessibles, des soldats exerçant leur métier tombés en embuscade, de toutes les manifestations des maux dont la nature et les êtres vivants sont capables, ce qui rend inépuisable le marché de la compassion.

Point besoin d'incitations particulières, encore moins de les rémunérer – ou si peu – pour que tous les auditeurs et spectateurs des médias du non-écrit demeurent en masse en face des écrans et des radio-émetteurs. Point besoin non plus d'inciter les médias eux-mêmes à donner le mal en pâture à leur audience, d'autant que leur présence permet d'introduire entre deux morts le sourire rassurant et enjôleur d'une belle vivante qui vante tout le bonheur à attendre d'une crème régénératrice autrefois destinée aux momies, réelle manifestation d'une pitié tout terrain.

Mais toute oligarchie se doit de veiller à ce que cette compassion bénéficie d'un statut social, d'un environnement (pièces jaunes, mécénat orienté vers autrui, quêtes collectives…) qui légitime la permanence d'un sentiment de pitié, lequel l'associe à tous les élans individuels. La charité des dames patronnesses de la bourgeoisie d'antan était associée à une Église chrétienne, élément important de l'oligarchie de l'époque. La compassion déclinée à tous les temps, en tous lieux et à tout propos l'est aujourd'hui à

une oligarchie très intéressée par l'expression de sentiments et d'actes *qui ne réduisent certes pas de façon significative les inégalités mais qui se substituent à toutes les contestations qui la mettraient en question*.

L'oligarchie en pleine nature

La politique des oligarchies est nettement moins passive en d'autres domaines où canaliser toute forme de contestation politique. *L'écologie* est sans doute le plus intéressant d'entre eux à exploiter.

La nature est une dame bien trop précieuse pour se sortir indemne des mains avides des politiques. À les en croire, elle souffrirait d'une maladie mortelle qui doit être traitée de toute urgence. Elle accepterait, trop bonne épouse et bonne mère, que chacun en use et en abuse sans réserve. Sa séduction souffrirait, comme son lait maternel, d'une bouffée de chaleur permanente dont nous serions tous la cause et les victimes. Qui sait si nous ne fûmes pas aussi coupables des glaciations successives des débuts du quaternaire ?

Les yeux des scientifiques ne sont pas ceux de Chimène mais leur diagnostic est plutôt hésitant, certains se refusant à croire à une maladie grave, d'autres soupçonnant la prétendue malade d'être hypocondriaque et plaidant pour des troubles plutôt psychosomatiques.

Les politiques gardent, eux, leur certitude en dépit de toutes ces réserves. Et à voir les comportements que la « menace écologique » suscite, leur totale conviction se comprend. Ils se font ainsi deux amis de choix. Le premier est hors oligarchie mais fait preuve d'une telle addiction qu'il doit être traité avec grand soin, d'autant que l'avenir n'est jamais totalement prévisible. Échappant à toutes les déterminations habituelles – terre, religion, culture, en particulier dans l'hémisphère occidental –, les passionnés de l'écologie en viennent à modifier leurs

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

comportements hors de toute attente. Leur consommation est telle qu'apparaissent des biens nouveaux comme les fameux produits alimentaires dits bio, dont personne ne peut réellement vérifier les conditions de leur production, parfois « industrielle » et, plus curieux encore, des biens d'usage tels que fauteuils en carton, linge de maison en fibres bio (il est vrai que les moutons mangent peu de viande, sans doute par souci d'exorcisme…), ordinateurs en bambou (sans doute pour favoriser les exportations des pays sous-développés) et autres emballages en amidon.

La féroce détermination de certains adeptes, en majorité féminins (en témoigne l'existence de lingerie en copeaux de pin recyclés), à faire respecter les nouveaux codes de consommation à leurs proches, familiaux ou amicaux, laisse croire que la passion pour Dame Nature, qui en a connu d'autres, dont le vieux – pas si vieux – panthéisme, tient moins à une réminiscence de ce passé récent qu'à l'affirmation d'un besoin quasi religieux, bien au-delà des sectes qui fleurissent avant de se faner, de créer un nouveau code de conduite, une vraie morale à l'heure où bien d'autres, héritées des religions traditionnelles, s'affadissent. À preuve, le refus, à peine dissimulé, de s'en remettre à cette science – sans morale, elle – qui met en doute à peu près toutes les affirmations péremptoires sur le réchauffement (et les causes humaines) d'une planète qui, en matière de climatologie, aura connu des vicissitudes bien plus durables et agitées dont elle ne s'est, ma foi, pas trop mal sortie et l'espèce humaine avec.

Mais cette agitation morale possède assez d'avantages pour l'oligarchie tout entière qu'elle se doit d'être encouragée, s'il le faut en favorisant ses adeptes et en leur donnant les moyens financiers de s'imposer. Les sources du financement de l'écologie – notamment des partis politiques qui s'en réclament – demeurent inconnues, n'attirant jamais l'intérêt des médias pourtant friands de révélations

de ce genre. Les entreprises assurant la satisfaction des besoins écologistes ne se plaindront sûrement pas de cette discrétion. Elles constituent au contraire une fraction de l'oligarchie qui a trouvé dans cette toute dernière diversion l'occasion de développer de nouveaux marchés pour satisfaire des demandes préexistantes et de modifier d'anciennes pratiques de production au moyen de nouveaux investissements justifiant la mobilisation très facile d'une épargne autrement réticente.

Cet écologisme des pays développés s'est fait, à cet égard, prosélyte. Les nouveaux projets d'investissement sont désormais soumis à la consultation préalable de leurs utilisateurs dont on attend l'approbation avant de les réaliser. Cette inflexion de la gouvernance, sollicitant l'adhésion des consommateurs plutôt qu'imposant ses choix au nom de l'efficacité, ne fait que favoriser l'image de l'oligarchie ou du moins de ce qu'elle contient de dirigeants de grandes entreprises. L'oligarchie devient citoyenne – en quelque sorte – pour son encore plus grande tranquillité et pour décriminaliser à jamais, à l'américaine, le délit d'inégalités. Liberté, Inégalité, Convivialité – très souvent alcoolique.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chapitre 7

La politique de l'oligarchie : 1. L'intendance de son territoire

Nuage d'étourneaux ou meute lupine ?

L'oligarchie est un ensemble social original : une réalité politique dégagée de tout vêtement institutionnel. Elle n'est pas une institution, encore moins reconnue, identifiable même. Elle ne possède pas plus d'adresse, ou de numéro de téléphone, que l'Europe. Elle n'est pas une « organisation » comme l'entreprise, faute de posséder un chef, lui-même identifiable. On ne peut même pas affirmer qu'elle en ait plusieurs successifs ou qu'elle partage en permanence son pouvoir entre des proconsuls ou des synarchies.

Est-elle une classe ? Pas davantage. Certes ses membres ont des intérêts communs mais rarement les mêmes, quelquefois compatibles, parfois différents voire opposés. De surcroît, l'origine sociale de ses membres est très différente, bien que leurs modes de vie le soient moins. Et leurs effectifs sont bien trop minces comparés à ceux des sociétés qu'ils dirigent pour les affubler de ce vocable, très spécifique, à un moment du développement économique des sociétés industrielles.

Peut-on considérer l'oligarchie comme un groupe, ce qui en ferait un « sujet sociologique » par excellence ? Même pas. Non que ses frontières soient mal définies et fluctuantes, ce qui est le cas de nombreux groupes ni

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

qu'elle se refuse à se doter d'une personnalité juridique ou qu'elle soit un ensemble flou. Mais ses caractéristiques essentielles en font une « personne sociale » d'un genre tout à fait particulier, *sui generis*, qui l'apparente très fortement à la meute dont Elias Canetti a fait un des personnages essentiels de son *Masse et Puissance*[1].

De la « meute », l'oligarchie a tous les traits. L'individu qui appartient à l'oligarchie se « tiendra toujours à son bord. Il sera dedans et aussitôt après au bord, au bord et aussitôt après dedans... Le sentiment de la meute elle-même reste toujours plus fort chez l'individu que le sentiment de ce qu'il est en tant que tel quand il n'agit pas avec sa meute[2] », entendons dans et pour l'oligarchie avec laquelle il fait corps.

L'oligarchie peut être hétérogène, comme la meute dont les membres sont d'âge, de taille et de poids différents. Son essence, disons sa raison d'être, lui est identique. Toutes deux, l'animale et la sociale, sont des unités d'action qui se manifestent concrètement et leur objectif est identique : la proie ou les proies qui leur sont nécessaires pour survivre, ou pour vivre mieux ou simplement pour le plaisir d'affirmer son pouvoir.

La meute oligarchique possède deux caractères spécifiques : l'un réside dans son flou organique, accusé par le secret dont elle s'entoure. Les membres de la meute animale sont constamment comptés. Sa démographie évolue naturellement. Ceux de l'oligarchie obéissent à des considérations « humaines ». Ils entrent et sortent par des portes dont ils ne désirent pas qu'elles soient apparentes.

La seconde spécificité est contemporaine. Les oligarchies actuelles opèrent à l'intérieur de ces institutions héritées presque toutes du XIXe siècle, les nations, à l'intérieur desquelles elles exercent leur pouvoir. Elles se

1. Elias Canetti, *Masse et Puissance*, Paris, NRF, 1960.
2. *Ibid.*, p. 98-99.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

trouvent ainsi enserrées avec le reste de la population nationale dans une institution organisée, avec son administration, ses règles, ses lois et ses propres instances de gouvernement, ce qui explique les particularités de l'exercice de leur pouvoir.

La meute animale chasse ses proies avec pour seule contrainte ses qualités de prédateur – celle de ses membres agissant de concert – et la nature, tout son domaine de chasse, son territoire dont elle sait ne pas avoir à sortir.

La meute oligarchique a très exactement le même objectif. Ses proies sont, elles aussi, plus humaines, complexes, diverses et changeantes, ce qui ne modifie pas fondamentalement sa stratégie. Mais la différence des territoires concernés modifie la nature même de sa stratégie. Non ses objectifs qui sont évidemment plus de pouvoir, pour davantage de richesse, d'influence, de gloire même, comme il convient à tous ceux qui lui appartiennent, les proies des meutes humaines étant moins immédiates et alimentaires que celles de leurs homologues animales.

Mais l'étendue et la diversité du territoire où atteindre cet objectif détermine deux domaines, sans doute complémentaires, néanmoins très différents selon la stratégie de toute oligarchie. Le premier est d'ordre domestique, propre à son territoire national. Le second s'étend au-delà de ses frontières naturelles.

« Conserver son territoire »

Le premier objectif de la stratégie de toute oligarchie est de conserver son pouvoir, donc sa position sociale. Vivre mieux, accroître ses moyens après avoir augmenté ses avantages certes, mais d'abord ne pas mourir, survivre.

Or tout régime politique sait qu'il est menacé, que l'envie règne dans les cœurs et d'abord dans les cerveaux

des ambitieux et des gouvernants. L'oligarchie en est d'autant plus consciente que sa situation est toujours fragile, qu'elle doit, en tout cas, être protégée avec un soin presque quotidien. À l'intérieur de la nation, quelles que soient sa dimension et sa population, elle sait qu'elle est une meute hétérogène régnant de façon discrète et secrète sur le « reste de la population », sur la multitude (Platon) dont elle est issue et qui constitue cette masse dont tous les gouvernements ont toujours eu peur, avec raison. Et l'oligarchie mesure la menace qu'elle subit en permanence de cette inégalité démographique entre un petit et un grand nombre et, au-delà, de l'infériorité de son hétérogénéité comparée à l'homogénéité naturelle de la masse.

Ainsi, avant de profiter de sa situation, toute oligarchie sait que, pour survivre, il faut compter avec la masse qui l'entoure, qu'elle doit la subjuguer en permanence et qu'elle y parviendra d'autant mieux qu'elle sera moins hétérogène, plus cohérente.

Subjuguer la masse

La première préoccupation d'une oligarchie est de s'assurer de la passivité permanente de la masse. Ce qui, même si l'objectif est facilement atteint, demeure une angoisse constante, l'avenir n'étant jamais sûr.

Toute masse a tendance à s'accroître, c'est sa stratégie à elle pour augmenter son énergie potentielle et l'intensité de la menace effective. Elle établit l'égalité en une règle, morale d'apparence, en réalité propre à assurer sa propre cohésion. Assurée de sa force et de sa cohérence, elle recherche toujours sa direction, plus encore que la meute.

Quelle que soit son importance numérique, caractéristique, secondaire pour la meute oligarchique, cette masse peut adopter plusieurs comportements. L'un de fuite, analogue à celui de l'immense nuage d'anchois qui veulent échapper à l'appétit des cétacés, ou celle de la retraite

de toute une population fuyant les armées victorieuses, prédatrices des vies et des biens.

Ces masses ne sauraient naître dans le cadre de nations pacifiques. Les masses guerrières, telles celles d'Attila ou de Gengis Khan, n'ont plus cours à notre époque où le progrès technique a eu pour effet, d'ailleurs recherché en tant que tel, de réduire le nombre des « soldats » sur le terrain, et de les remplacer par des machines évoluant vers des robots. Les masses de fête sont désormais plus qu'à la mode, portées par les réseaux mondiaux de communication, d'images et de son. Elles ne concernent guère les oligarchies nationales, sinon qu'elles participent à leur objectif qui est d'abord d'éviter les deux comportements de masse à craindre : le refus et le renversement qui, à partir de la contestation, conduit à des révolutions, certes fort rares et anciennes dans l'histoire, mais d'un intérêt plus exemplaire : la réalité d'une « menace de masse » à éviter à tout prix.

L'esquive de ces deux comportements n'est jamais mieux atteinte qu'en faisant adopter par une masse cet état de stagnation propice à la tranquillité totale de toute oligarchie. La stagnation de « sa » masse constitue l'objectif premier de toute oligarchie « responsable » d'elle-même.

Au début du développement industriel, aujourd'hui pour les nations émergentes comme hier pour les nations occidentales, cet objectif ne pouvait être atteint. L'existence des classes bourgeoise et ouvrière, par nature antagonistes, l'une s'enrichissant de l'autre, interdisait la passivité de tout le corps social. La monarchie elle-même avait connu les révoltes paysannes, tout comme la Chine aujourd'hui.

À un certain niveau de développement, les victimes avérées disparaissent. Le progrès technique dans les communications, ajouté aux transferts sociaux devenus

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

possibles, produit des masses stagnantes, de même nature mais combien plus nombreuses que l'assistance des théâtres grecs ou des jeux d'Olympie. Des milliards de spectateurs sont désormais assis au même instant à regarder des spectacles sportifs ou des danses syncopées. Pour Canetti, la salle comble au théâtre réalise l'idéal, le summum d'une masse stagnante. L'ouverture d'un quelconque championnat du monde en est la version contemporaine. Autrefois, « les "gens" étaient assis là comme un troupeau bien aligné, calmes et infiniment patients ». Aujourd'hui, ils ne sont même plus ensemble, mais séparés, tous aussi calmes puisqu'ils supportent des « messages publicitaires » souvent infantiles avant que la lumière n'illumine vraiment leur attente.

Les oligarques sont désormais à peu près certains de gouverner ces masses stagnantes dont ils essaieront de pallier une passivité qui pourrait nuire à leur volonté d'accumulation en les exhortant à « travailler plus » pour obtenir des avantages liés à des privilégiés indéterminés. À moins que – dernière éventualité à écarter absolument – ces masses stagnantes ne prennent la direction d'un refus généralisé et ne se renversent brutalement, de passives devenant violemment actives.

La masse stagnante est-elle résignée à le rester définitivement ? Elias Canetti pense le contraire, rappelant que le vocable « slogan » vient de *sluoghavim*, le cri de la bataille des morts, et que la résurrection est précisément le symbole du réveil inévitable de toute masse, même la plus passive d'entre elles, celle des morts[1]. Toutes les autres, à l'en croire, préparent toujours un moment de décharge, qu'elles retardent longuement pour la mieux réussir.

L'oligarchie partage, sans se l'avouer, moins peut-être que chacun de ses membres, cette angoisse du moment où

1. E. Canetti, *op. cit.*, p. 43.

la masse s'ébranle brusquement, où chacun pousse des cris de haine et de mort à l'égard de ses « maîtres » de longue date.

Pour que le moment arrive, deux préconditions paraissent nécessaires : l'existence d'un ou de plusieurs héros qui montrent à la masse la direction à suivre et que celle-ci s'ébranle effectivement, deux occurrences à éviter, absolument.

La contestation active d'un pouvoir social implique l'engagement d'individus déterminés à réduire son emprise, voire à le renverser. Aucune révolution sociale d'envergure qui n'ait eu son ou ses héros. Les oligarchies contemporaines pourraient sans doute se contenter de réduire le nombre des victimes des inégalités et de leur réserver un sort qui les rende sourds aux exhortations des héros éventuels. Mais plusieurs précautions valent mieux que toute confiance, même celle faite à la paresse, à l'indifférence ou à la résignation.

Pour prévenir l'émergence des héros – et de leurs proches disciples – il convient d'abord d'éradiquer toute espèce d'idéologie justifiant, au nom de la raison et de la morale, la contestation. L'observation de l'échec patent des régimes communistes est un bon début à une telle stratégie, même si la pratique du communisme à la russe prétendait à tort procéder des volontés de Marx qui avait eu la sage – mais inutile – précaution de ne pas s'occuper du futur d'une humanité réconciliée avec elle-même. Peut-être eut-il peur de pronostiquer l'avènement des oligarchies. Dans sa *République*, Platon avait pourtant éprouvé le courage de décrire l'inévitable trajet d'un régime tyrannique vers l'anarchie avant un éternel retour, un temps circulaire à la chinoise.

La disparition de l'idéologie communiste ne saurait suffire à conjurer la crainte des héros. Les inégalités propres à l'oligarchie doivent être légitimées de façon positive en

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

justifiant l'existence des inégalités et, même, en les rendant nécessaires à « l'intérêt général », au bonheur de tous. Toutes les variétés des naturalismes darwiniens sont ici les bienvenues, depuis celles qui font du *mérite* – à connotation morale – de l'*intelligence* – terme plus difficile à utiliser, chacun ayant la sienne, au moins égale à la moyenne – de la *capacité créative* – à contenu très flou – les facteurs clés, éthiques évidemment, d'une sélection naturelle que le marché a pour vertu essentielle – presque unique – de réaliser, d'autant que les sociétés sont évoluées et complexes.

Il s'agit bien d'une idéologie aux racines, sans surprise, anglo-saxonnes, beaucoup plus pragmatiques, moins utopistes que l'égalitarisme ou le collectivisme, également disparus, sauf en France pour la première. *La seule opposition à la victoire, désormais mondiale, de cette idéologie du marché sélectif devient alors d'obédience religieuse.*

Toutes les religions, transcendantes – occidentales – ou immanentes – asiatiques – partagent leur volonté de réduire les inégalités sociales par des actes de solidarité et d'aide aux plus mal lotis. De surcroît, dans l'univers occidental, il s'agit d'obéir à des commandements divins assortis de l'arme totale de l'octroi d'une vie éternelle, agréable ou insupportable. Les oligarchies occidentales sont donc confrontées à l'éventualité d'une opposition revêtue d'un sceau divin. Elles ne peuvent donc s'y opposer frontalement en invoquant l'irrationalité de la foi en un quelconque Dieu, d'autant que leurs membres n'ont pas plus renoncé au confort éternel qu'aux avantages terrestres. Elles n'ont d'autre possibilité que d'entendre ces voix charitables pratiquer ostensiblement des mécénats, prenant à leur charge individuelle une fraction de la redistribution des revenus et, tactique la plus facile et sans doute la plus efficace, en accueillant à bras ouverts les dirigeants religieux qui sauront prêcher la retenue dans la charité.

À mesure que le niveau de richesse collective augmente, que les idéologies disparaissent, et que les religions se font de plus en plus laïques, l'héroïsme ne peut plus guère surgir que porté par une histoire, avec la culture et les symboles qu'elle charrie, propre à chaque territoire oligarchique. Outre que cette spécificité limite l'étendue géographique d'un quelconque héros, l'histoire elle-même n'est pas invulnérable à cette agression idéologique de défense qu'est le « tout au marché ». Il n'est qu'à faire disparaître la mémoire, soit toute identité propre à un territoire donné. Il convient donc d'ôter les racines, toutes les racines, soit en favorisant le développement du monde virtuel, soit en vidant le réel des considérations – jugées pathologiques – de son lieu de naissance, de son appartenance nationale, de son origine familiale, de la culture de son enfance, pour ceux qui auraient connu cette regrettable dépendance.

La politique intérieure de l'oligarchie l'est à un double titre. Elle est propre à son territoire de pouvoir; elle domestique les individus qui composent « sa » masse. Elle les arraisonne, comme le dénonce Heidegger qu'il est difficile d'accuser de collectivisme. Elle les rend indifférents au passé comme à l'avenir. Elle ne les enracine – très profond – que dans le présent. Elle les rend indifférents à leur environnement autre que personnel, et à toute forme de relation autre que la négociation.

Les seuls héros qui pourraient résister à cette politique seraient aussi sourds et indifférents que tous les autres anarchistes. Leurs contestations n'ont aucune chance. Mais pour plusieurs raisons, plus naturelles que culturelles – quelques hormones en excès –, ils s'opposent néanmoins par toute espèce de violence à un pouvoir inaccessible. Ils n'espèrent même pas en leur réussite. Ils savent que leur échec est écrit, mais leur plaisir est dans tous les actes qui le précèdent.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

« Fractionner la masse »

Les attentats terroristes, anarchistes ou autres, laissent l'oligarchie à peu près indifférente, sauf à regretter l'impression que cette forme de contestation provoque à l'étranger. Pour le reste, le nombre des victimes est toujours dérisoire d'un point de vue purement démographique. La tragédie suscite ou la pitié inspirée par la mort des individus qui se trouvaient au mauvais moment au mauvais lieu, ou la satisfaction dissimulée de tous ceux soulagés de n'être pas dans ce groupe et l'indifférence du plus grand nombre.

Il n'empêche que la crainte, presque métaphysique, de voir la masse se renverser brutalement et, raison perdue par tous ses membres, tout fracasser sur son passage pour parvenir à pénétrer dans les palais, n'est jamais totalement dissipée. Plus la richesse augmente, plus croît le désir de la voir augmenter ; plus le pouvoir affirme son étendue et ses avantages, plus la crainte de le perdre devient angoissante.

Prévenir l'apparition de meneurs, tentés par l'héroïsme, ne suffit pas tout à fait. À supposer qu'on ne la puisse empêcher, une dernière solution serait que la masse ne soit pas entraînée tout entière, qu'elle se fractionne, que certains ne la suivent pas et, plus tranquillisant encore, que le héros soit lui aussi contesté par l'une de ses composantes.

La stratégie de l'oligarchie qui veut rendre cette masse homogène, en dépersonnalisant ses membres, n'est pas sans danger. Comme l'affirme Elias Canetti : « La masse stagnante vit en vue de la décharge. Mais elle se sent sûre de celle-ci et la retarde. Elle souhaite une période relativement longue de densité afin de se préparer au moment de la décharge[1]. » Et l'histoire porte à croire que ce moment n'est pas prévisible, qu'il peut naître d'incidents

1. E. Canetti, *op. cit.*, p. 28.

sociaux pourtant mineurs donnant à la masse l'occasion de se révéler dans la révolte.

Une seule solution pour éviter le renversement couronné de succès : diminuer le poids de cette masse, la morceler en fractions, ce qui détruit certes son homogénéité mais prévient son éventuelle revanche sur l'oligarchie qui la domine. Pourquoi, d'ailleurs, ne pas accepter son morcellement « naturel » qui naît spontanément des différences encore vécues par ses membres, en dépit de tous les ponçages, limages et autres frottis qu'elle subit.

Ces différences, d'où qu'elles viennent, manifestent sans doute leur résistance à leur « arraisonnement ». Toute force exercée sur un point provoque une rétroaction, une contestation en puissance. Aussi tout morcellement spontané de la masse n'est pas accueilli avec faveur par l'oligarchie. Certes, le renversement d'une masse trop homogène constitue un danger potentiel. Mais une masse trop ou mal morcelée est un danger réel et permanent. *L'idéal oligarchique consiste à voir se former des morceaux de masse pas trop importants* – ils pourraient devenir autonomes et agressifs – et, surtout, *possédant des objectifs différents*, antagonistes même, ce qui préviendrait entre eux toute alliance contestataire, mieux encore si ces morceaux étaient inféodés.

Les associations en tout genre, aux objectifs très ciblés, correspondent parfaitement à cette dernière variété. Elles sont de très petite dimension, nodules minuscules dans la masse ; elles réunissent des adhérents qui ne demandent qu'à devenir des militants, sur le modèle des fameux permanents de la grande période des partis communistes européens. Et, surtout, elles ne demandent qu'à recevoir des subventions que l'oligarchie leur accorde bien volontiers. Leur féalité financière, d'autant que ces subsides sont très opportunément soumis à renouvellement périodique, peut même constituer un soutien appréciable aux instances

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

politiques de l'oligarchie. Les associations sans but lucratif autre que leur financement par la voie politique sont donc les très bienvenues, à condition que leur ambition financière demeure de bon aloi, à la mesure de leur dimension.

Les organisations d'inspiration religieuse excluent, en principe, un genre de féalité, mais présentent un avantage appréciable : elles sont, par nature, apolitiques sinon a-sociales – pour certaines. Les objectifs et arcanes de l'oligarchie régnante les concernent peu ou pas. Leurs propres préoccupations sont ailleurs, dans un monde réduit mais bien à elles où leurs membres trouvent une vie choisie sinon rêvée, faite de rites, de croyances plus ou moins ésotériques. Les adhérents des sectes vont de l'épanouissement à l'asservissement, toujours satisfaits de leur sort à l'exception des quelques repentis qui ne retrouvent jamais toute leur place dans la société réelle.

Les sectes de dimension modeste ne sauraient inquiéter sérieusement les oligarchies. Elles ne les concernent qu'à la mesure des concours ou du soutien qu'elles pourraient leur apporter. Encore faut-il qu'elles possèdent des objectifs, des croyances et des pratiques compatibles avec le maintien de l'ordre public. En règle générale, les effectifs de ces sectes ne sont jamais assez importants pour que la tolérance des oligarchies ne procède pas de leur indifférence.

Il en va autrement des communautés qui se constituent à partir des particularismes soit religieux, soit nationaux. La croissance démographique de la planète associée aux vagues d'immigration intra ou intercontinentales, a donné à ces communautés dans de nombreux territoires oligarchiques – États-Unis, Angleterre, France, Allemagne notamment –, soit dans la plupart des nations développées, les plus riches, une importance dont elles ne sont pas mécontentes.

Les oligarchies ne peuvent qu'en reconnaître l'existence, d'autant que les vagues d'immigration qui les nourrissent ne peuvent être endiguées à faible coût. Or, ces communautés apportent avec elles modes de vie, religions et cultures qui diffèrent entre elles et souvent de celles du territoire « d'accueil ou envahi ».

Les communautés présentent pour les oligarchies une chance et un danger. Chance dans la mesure où leur présence morcelle la masse et la rend ainsi moins capable du moindre renversement, d'autant plus que les différents morceaux sont peu enclins à cohabiter. Ainsi des minorités italiennes et chinoises, africaines d'obédience islamique, juives, noires animistes et de religion catholique. En fait, les relations intercommunautaires sont, sur tous les continents, très difficiles, chaque individu trouvant son identité bien plus dans sa « communauté » que dans la nation de séjour. Assimilation et intégration, républicaine ou pas, sont d'autant plus difficiles que les effectifs de ces communautés sont importants et que leur culture propre est différente de la culture dominante de leur société de vie quotidienne.

Ces antagonismes latents entre les communautés constituent une chance dans la mesure où la masse se trouve scindée en nombre de petites sociétés incapables et souvent réticentes à abandonner, même à long terme, leur mode de vie, peut-être de qualité supérieure à celle des oligarques et de la fraction de la masse qui leur est proche.

Cette chance est accrue si l'oligarchie réserve une place aux éventuels chefs de ces communautés, variété contemporaine de la « bourgeoisie comprador » du vieux colonialisme où l'immigration se faisait en sens inverse, les militaires envoyés « ailleurs » se retrouvant à leur caserne de départ, et où des gouvernements locaux, projections de l'oligarchie nationale, sollicitaient la présence des notables traditionnels.

Aussi longtemps que les effectifs de ces communautés demeurent limités par rapport à la population totale,

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

qu'elles n'entrent pas entre elles en conflit ouvert, qu'aucune ne peut contester le pouvoir de l'oligarchie sinon en demandant d'en faire partie – et en l'obtenant, cette politique est d'autant plus habile qu'elle n'implique guère d'effort financier, mais plutôt des messages de collaboration et de bons sentiments que leur médiation peut multiplier à l'infini.

Pourtant, le danger demeure. Non pas celui des désordres sociaux provoqués par l'une de ces communautés que l'oligarchie a toujours les moyens de réprimer ce qui, d'ailleurs, légitime encore plus son pouvoir. Mais plus sûrement celui d'assister au gonflement progressif des effectifs de l'une d'entre elles qui se sent alors légitimement capable de revendiquer une juste représentation à l'intérieur de l'oligarchie en même temps que le maintien de ses particularismes. Ce danger menace par exemple à terme les oligarchies d'obédience protestante des États-Unis. La langue espagnole a déjà envahi près du tiers du territoire fédéral.

Associations citoyennes, sectes en tout genre, communautés d'obédience religieuse et autres ne constituent pas de menace réelle pour une oligarchie toujours (ou presque) douée de sens politique. Le seul danger qui subsiste est démographique. Toute oligarchie, à travers les origines géographiques, familiales, religieuses et culturelles de ses membres, possède une personnalité propre faite des influences majoritaires de ces diverses obédiences. Aussi longtemps qu'elle peut les maintenir – souvent en les imposant –, son existence est assurée. Mais « sa » masse, celle qu'elle gouverne, peut la renverser en la pénétrant ou en refusant de se plier à sa volonté pour peu qu'une de ses composantes démographiques devienne assez nombreuse pour émettre son veto et la faire triompher.

Le danger inhérent à ce morcellement particulier de la masse est imposé d'autant plus aisément que l'oligarchie

est, elle-même, moins unie, plus composite. Le maintien de sa cohésion constitue donc, au même titre que la sujétion de la masse, morcelée ou non, un objectif politique stratégique.

Maintenir sa cohésion interne

Assurer la passivité de la masse, en usant des techniques les plus élaborées et les mieux maîtrisées pour prolonger leur enfance, ne peut suffire à une oligarchie déterminée à conserver son pouvoir. Il lui faut aussi régir ses relations internes, tâche bien plus compliquée, à laquelle ses membres consacrent une grande partie de leur temps libéré en déléguant en partie le souci de la masse aux divers spécialistes des médias. La préoccupation essentielle des oligarchies concerne leur propre cohésion. La réaliser et la pérenniser sont absolument nécessaires au maintien de la masse dans sa stagnation. Quelques hésitations, des faiblesses répétées dans la prise des décisions, plus encore des dissensions apparentes entre ses membres et la masse commencerait à s'agiter.

Préoccupation légitime, et plus encore justifiée par la difficulté à atteindre pareil objectif. L'oligarchie ne possède pas les moyens de la gouvernance d'une organisation quelle qu'elle soit. Elle n'a pas de chef, pas de frontières fixes, et des objectifs multiples, souvent différents, selon la qualité de ses membres. Et pourtant, elle doit en permanence manifester sa cohésion.

En aurait-elle des moyens analogues à ceux d'une Meute, ce groupe d'hommes excités en action que Canetti oppose à la Masse ? Pas davantage. Elle n'en possède ni les caractéristiques ni les types principaux[1] présentés par l'auteur de *Masse et Puissance*. L'oligarchie ne suit pas une

1. E. Canetti, *op. cit.*, p. 97 *et sq.*

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

direction infaillible. Ses membres n'éprouvent pas pour l'égalité un intérêt soutenu. Au contraire… La hiérarchie y est de mise et entre tous ses membres et, même, à l'intérieur de leurs sous-groupes, entrepreneurs, politiques, riches avérés.

L'oligarchie n'éprouve aucune nécessité d'accroître systématiquement, comme les meutes, le nombre de ses individus. Elle aurait plutôt tendance à demeurer d'une taille réduite, comme chacun de ses membres désireux de rester entre eux. Elle rechercherait plutôt, sans la connaître, d'autant que changeante, une dimension optimale en deçà de laquelle son pouvoir effectif serait inférieur à son pouvoir potentiel et au-delà de laquelle chacun de ses personnages perdrait en avantage personnel, dans l'obligation de « trop » partager.

Enfin, l'oligarchie ne connaît pas la diversité des meutes, dites de chasse, guerrière, funèbre et de multiplication dont le néolithique jusqu'à l'histoire récente offre l'exemple. L'oligarchie ne possède pas un objectif permanent et un seul, si bien qu'elle n'a jamais à se « renverser », à cesser d'être de chasse pour devenir funèbre ou inversement. Elle possède spontanément plusieurs objectifs auxquels, sous la pression des circonstances et de par la volonté de ses factions internes, elle affecte des pondérations variables. *La liabilité de l'oligarchie lui est intime, fonctionnelle*. Sa gouvernance doit constamment répondre à des besoins sociaux, plus ou moins satisfaits, en mettant en œuvre des moyens qui le sont aussi. Et comment parviendrait-elle à se légitimer longtemps, même en « régnant » sur une masse, si, faute de maintenir sa cohésion, elle se révélait incapable de prendre ses décisions stratégiques. Comment alors s'en assurer ?

« Neutraliser les militaires »

Avant toutes les manœuvres favorables à la cohésion, une précaution s'impose : prévenir tout renversement

interne qui se ferait à l'avantage de la seule cohorte qui puisse substituer à l'oligarchie une dictature. Cette capacité d'un tel coup d'État est limitée aux militaires, qu'il faut absolument persuader que le pouvoir est une prérogative bien trop sérieuse pour ne pas être laissée aux bien meilleurs soins des civils. Et comme toute persuasion est fragile, il convient de leur réserver une place dans l'oligarchie où leur mutisme – grand évidemment – soit règle d'or et où leur éventuelle tentation de prendre le pouvoir soit décelée dès sa naissance.

Une fois cette précaution prise, le maintien de la cohésion ne pouvant être « organisée » par un chef – encore moins par deux ou trois – nécessite qu'elle le soit par l'interaction de hiérarchies internes incontestables.

La hiérarchie militaire est d'ordre professionnel. Au demeurant, les « chefs militaires » sont plus souvent convoqués qu'ils ne participent aux décisions aux tenants et aboutissants de la politique intérieure. La représentation des entreprises dans l'oligarchie appelle, en revanche, l'existence d'un processus de sélection, donc d'instances propres au choix de celles-ci, donc de leurs dirigeants qui concourent à la prise et à l'exécution des décisions. Leur dimension, bilan pour les entreprises financières, profits (création de valeur !) pour les industrielles ou les prestataires de service, est le critère hiérarchique par excellence, associé à l'importance économique et sociale des décisions. La diversité et la spécialisation des instances de choix de leurs représentants aux différents niveaux du pouvoir oligarchique traduisent l'ordre mis à leur participation (grandes, petites, moyennes, régionales, internationales), sans compter les relations personnelles de leurs dirigeants.

Une trinité raisonnablement stable

Pour les grandes entreprises, dont les dirigeants appartiennent de droit à l'oligarchie, qu'ils tiennent ou non à y

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

être actifs, la considération de leur champ d'exercice et d'influence, national ou international, mondial éventuellement, joue évidemment une influence fondamentale, notamment sur leurs relations avec la représentation politique dans l'oligarchie. Cette connexion est d'autant plus forte qu'il s'agit d'entreprises financières dont le champ d'activité dépend du statut de la monnaie nationale ou de celle qui lui tient lieu de référence. Le critère unique de la hiérarchie des grandes fortunes – l'argent – est plutôt à usage interne qu'oligarchique. Les riches participent peu à ces décisions. On les convie d'ailleurs volontiers à s'engager sur le terrain politique si leur compétence paraît suffisante et si elle se prouve en pratique. Pour tous les autres, la hiérarchie est affaire interne. Être plus riche que l'autre prouve la supériorité, quelles que soient les origines de la fortune (héritage, corruption, mérite propre). Être le plus riche, le riche d'excellence, demeure l'objectif – économique et social – de tous, d'autant que la fortune a souvent pour origine la participation à l'entreprise et constitue un sauf-conduit sans rival pour pénétrer le milieu politique.

La hiérarchie des représentants politiques est isomorphe à celle de l'importance de leurs décisions. Presque toutes les nations connaissent aujourd'hui leurs morcellements politiques : régions, États, Länder, provinces… Une première distinction s'impose entre les politiques qui demeurent cantonnés dans leurs territoires régionaux et ceux qui accèdent à l'espace national. Dans le premier de ces deux domaines, des hiérarchies locales s'imposent comme dans l'espace national où les sommets ne sont atteints, toujours provisoirement d'ailleurs, qu'après de longues randonnées précédées d'une méticuleuse préparation du matériel nécessaire à toute ascension.

Le caractère territorial de cette hiérarchie politique s'impose à chacune des trois autres, peut-être aussi aux

militaires – autrefois de garnison. Il discrimine aussi entre des décisions à portée régionale et celles à portée nationale – donc internationale. Les riches et très riches de l'un des États des États-Unis, son gouverneur et ses assemblées, ses entreprises d'importance locale constituent une oligarchie locale qui se doit de déléguer un ou plusieurs de ses représentants dans l'oligarchie de l'Union. Aux premiers, des décisions limitées à leurs espaces de compétence. À la seconde, des décisions fédérales et entre elles un processus de délégation soumis à des accords souvent provisoires. Qu'il s'agisse d'instances locales, régionales ou nationales, la prise de décision par des petites et de plus en plus grandes oligarchies demeure soumise à un processus identique.

Ou bien cette décision est favorable aux intérêts des trois composantes de l'oligarchie et elle est prise dans le consentement général, même si elle ne l'est pas à ceux d'une partie de la masse qui n'en éprouvent d'ailleurs les inconvénients qu'après un certain délai. Ou bien cette décision n'est pas gagnante-gagnante pour les entreprises, les grandes fortunes et les représentants politiques. La dissension s'installe alors à l'intérieur même de l'oligarchie, ce qu'elle redoute et ce dont elle doit éviter la publicité, la permanence et plus encore une intensification croissante qui lui ferait perdre sa cohésion.

Cette éventualité ne présente un véritable danger que dans le cadre national, sauf si, ce qui revient au même, elle se présente dans toutes les régions. Or cette situation est loin d'être exceptionnelle. La plupart des décisions oligarchiques courent ce risque et y tombent souvent. Porter préjudice à la Fortune – quelles qu'en soient les raisons ou la nécessité – en provoque aussi pour les entreprises, *via* l'épargne, l'investissement ou la délocalisation de ces fortunes. S'attaquer aux profits des entreprises finit toujours par mettre en cause l'emploi. Et bon nombre de

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

décisions « politiques », fiscales notamment, ne sont pas sans influence sur la vie des firmes. Les décisions gagnant-perdant sont pourtant assez nombreuses, d'autant que les politiques sont élus. Les oligarchies en cause doivent alors chercher et trouver d'autres moyens que les délégations hiérarchiques de leurs composantes pour garder toute leur cohésion. Il serait trop bête que leurs dissensions internes fassent plus de dégâts que la pression de la Masse.

Les réseaux : armement du béton

Si ces délégations, véritables fils de trame de toutes les oligarchies, ne suffisent pas, il convient de rechercher un supplément de cohésion, ou peut-être davantage, dans des relations personnelles, transversales aux composantes, suffisamment organisées pour laisser des fils de chaîne qui, tout en maintenant au tissu l'apparence de sa trame, en assure la solidité et diffère son usure. Tel est, partout, sous des noms différents, le rôle des *réseaux*.

La diversité de leurs origines historiques et de leurs inspirations idéologiques – clubs en Angleterre, politique d'État en Russie, franc-maçonnerie et Opus Dei à vocation mondiale, Skulls and Bones et autres associations d'anciens diplômés universitaires aux États-Unis, mafia et autres en Italie, N'brith juif et réseaux terroristes islamistes, évangélistes chrétiens – n'empêche pas leur identité fonctionnelle à peu près totale.

Ces réseaux ont pour objectif essentiel d'assurer à leurs membres une position privilégiée dans les instances du pouvoir social, donc, d'abord, à l'intérieur des oligarchies. Réunissant des individus de profession, de fortune, de religion différentes, certains de ces réseaux prennent d'ailleurs racine dans la Masse elle-même, ce qui en fait des acteurs sociaux complets et, à ce titre, des alliés ou des adversaires potentiels des oligarchies elles-mêmes.

Alliés de fait puisqu'ils permettent aux oligarchies de prendre leurs décisions, sinon toujours à l'unanimité, du moins de réduire le nombre et l'intensité des dissensions, d'autant qu'ils peuvent les prévenir en faisant survivre leur opposition à certains d'entre eux. Adversaires de l'intérieur si le nombre et la qualité de leurs effectifs pouvaient leur donner l'idée de se substituer aux oligarchies.

Mais que peut valoir un fil de chaîne sans trame ? Et la trame est-elle à ce point insensible à l'agitation inhabituelle de ses chaînes ? L'alliance entre réseaux et oligarchie est naturelle, fructueuse pour ces organisations discrètes des réseaux et cette quasi-meute d'oligarchies. Ainsi resserré, le groupe oligarchique a bien peu à craindre de l'attaque extérieure, de la Masse et des conflits internes entre ses membres, hiérarchisés et « réseautés ».

Une dernière précaution s'impose néanmoins. Les jeux du pouvoir sont aussi compliqués que les voies du Seigneur sont impénétrables. Encore faut-il que tous les participants à son exercice y trouvent leur compte.

Oligarchies centrales et régionales, réseaux ascendants ou transverses, sont des organisations, des meutes humaines ou des groupes sociaux qui ne sauraient vivre sans l'assentiment de leurs membres à vivre ensemble. Les intérêts individuels ne sont pas dissous dans les oligarchies qui, fussent-elles les plus denses et cohésives possible, ne sauraient résister à l'absence d'avantages pour leurs membres. Pourquoi appartenir à ces instances de pouvoir et y consacrer un temps de vie appréciable sinon pour en obtenir des rémunérations, des honneurs et l'excitation du pouvoir ?

Chacun doit finir par devoir à son oligarchie d'appartenance une contrepartie à son engagement. Cette distribution est décidée hiérarchiquement, de haut en bas, selon quelques principes clés. D'abord gratifier chacun selon des goûts qui vont avec les personnes et leur âge. Certains

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

préféreront l'argent, d'autres les médailles et colifichets divers, certains, enfin, se satisferont de plus de pouvoir grâce à leur ascension le long des fils de trame et de chaîne. L'âge participe à cette première règle du partage. Plus il avance, plus la sensibilité aux honneurs et au pouvoir s'accroît, l'accumulation financière ayant déjà eu lieu. Ce sont les jeunes entrants qu'il convient de séduire et de garder. La démographie des oligarchies fait l'objet de soins au moins aussi attentifs que sa cohésion.

Le second principe est d'éviter l'injustice flagrante dans cette distribution. Il convient qu'aucun des membres de l'oligarchie ne se sente injustement traité et n'éprouve, de ce fait, un sentiment qui nuise à la légitimité de son obédience. L'extrême précaution régit toujours un commerce qui doit demeurer équitable, ici plus sûrement qu'ailleurs.

*

La politique intérieure de l'oligarchie nationale et locale constitue le terrain privilégié où s'exercent les capacités politiques de chacun des individus, de chacune des mailles du tissu social. Chacun doit faire preuve de ses qualités pour progresser, s'il le désire, le long des pyramides du pouvoir afin d'occuper longtemps la place qui suffit à son confort vital.

Lorsque l'oligarchie projette ses ambitions et ses projets hors de ses frontières, l'exercice de son pouvoir devient différent, plus ouvert, donc plus intéressant et lucratif.

Chapitre 8

La politique de l'oligarchie : 2. L'expansion hors des frontières

La volonté de conquête

L'entente entre les composantes de l'oligarchie va de soi en matière de politique intérieure. Elle est presque toujours la garantie de la pérennité du pouvoir. Une fois assurée et maintenue, cette cohésion permet aussi à chacune de s'interroger sur les voies où s'engager pour étendre son propre territoire. La particularité de l'oligarchie apparaît alors dans sa plénitude.

Dans une nation, la politique extérieure relève des pouvoirs politiques et en révèle la nature. Le premier objectif des monarchies était d'accroître le territoire du royaume. Elles y parvenaient dès que leurs armées – peu importait lesquelles, mercenaires ou autres – le permettaient. Telle est aussi – objectif, moyens et limites – la politique extérieure des dictatures militaires, le droit des armes se substituant à celui de Dieu. Le peuple aurait cette capacité dans une démocratie s'il ne s'agissait que d'une ambition presque toujours utopique.

Une oligarchie n'étant qu'une quasi-organisation informelle, la décision de s'étendre ou non vers l'extérieur de ses frontières politiques, de préparer et de faire la guerre ou non, de rechercher des alliances avec toute autre institution, politique ou autre, de s'en procurer les moyens à l'intérieur tout en ménageant la cohésion, ne relève

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

d'aucune instance centrale mais n'est que la résultante des comportements, de la stratégie de ses composantes principales, comme pour la politique intérieure certes, mais avec une différence d'importance. Plus de cohésion à réaliser et à préserver, chacun pour soi et l'oligarchie en sera satisfaite – ou non – mais après que la stratégie des diverses composantes se sera développée. La détermination de chacune d'entre elles est d'ailleurs variable et fait généralement l'objet de décisions propres animées par de « vraies » organisations. Leurs stratégies spécifiques n'en sont pas moins très dissemblables.

La stratégie extérieure des très riches, toute personnelle, ne concerne guère l'oligarchie. L'argent n'a pas d'odeur, sauf là où il se trouve et attire l'attention soutenue des fins renifleurs, seules instances d'intérêt pour les patrimoines des très riches qui iront là où ils seront les mieux venus. Peu leur importe la politique extérieure de l'oligarchie dans sa totalité qu'ils consentent à aider, si elle les « considère » ou ignore leurs pérégrinations.

La stratégie des entreprises de la sphère réelle est, au contraire, attirée par les marchés extérieurs dès qu'elles en ont les moyens ou qu'elles ne préfèrent pas vivre tranquilles dans leur pays de naissance plutôt que de s'exposer au vent du grand large. Ce sont en général les premières à promulguer la nécessité d'un objectif sans frontières, conforme aux principes d'un libéralisme mondial. Ces entreprises pèsent autant qu'il leur est possible sur l'oligarchie pour lui faire adopter une politique extérieure aussi engagée que possible, lui subordonnant même la politique intérieure. La mondialisation est leur fait bien plus que de tout autre composante de l'oligarchie américaine.

Celle des entreprises de la sphère financière est beaucoup moins engagée. Certes, leur expansion hors de leurs frontières leur apporte quelque avantage mais elle reste trop

subordonnée à la politique de leur clientèle potentielle, elle-même dépendante de la faveur dont jouit la monnaie de leur nationalité, autant que de sa démographie. Sauf exception, celle des banques américaines, encore qu'elles aient été presque obligées de s'internationaliser parce que interdites de se répandre dans l'Union – les institutions financières sont plutôt d'une nature passive, inféodées plutôt aux instances politiques dont elles procèdent de fait –, nationalisées ou non.

La politique extérieure des oligarchies est en général beaucoup plus tributaire de sa composante politique que des trois autres. Sans se confondre totalement avec cette stratégie, elle ne peut vivre hors d'elle et doit suivre son orientation lorsque les instances politiques, à commencer par les gouvernements, en ont décidé.

Pour ces instances, comme pour les entreprises non financières avec lesquelles elles nourrissent des liens solides, la décision de politique extérieure est affaire conjointe de moyens et de volonté. Le choix est ouvert entre une totale passivité, une attitude défensive et l'expansion affirmée.

Stratégie défensive

L'insuffisance de moyens est le lot de la grande majorité des oligarchies tout au long de l'histoire récente. *La passivité actuelle de bon nombre d'entre elles* s'explique par leur totale incapacité, non seulement à étendre leur influence à l'extérieur de leur territoire mais aussi à s'opposer à la pénétration des autres, toutes composantes confondues. Leur seule possibilité pour s'opposer à leur totale annexion, y compris leur dépendance politique, demeure l'autarcie totale, défense ultime qui implique le décret d'une dictature militaire. Cette éventualité ne modifie

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

guère l'attitude de la composante des super riches qui se confond alors avec les états-majors en place, officiels ou officieux. Les super riches dans une oligarchie impuissante ou dans une dictature militaire échappent également à toutes les contingences et composent ces diasporas (comme la chinoise), elles aussi des quasi-organisations, encore qu'elles soient souvent plus centralisées qu'en apparence, sortes d'oligarchies à une composante mais multinationales.

Une politique étrangère défensive répond, dès que les moyens le permettent, à l'agression plus ou moins affirmée des oligarchies dominantes.

L'autarcie, imposée par un gouvernement autoritaire, militaire ou non, ne peut être qu'une solution provisoire. Aucune nation ne peut s'isoler totalement. Certaines matières premières lui manquent toujours. Et la masse n'est guère heureuse de manquer, d'autant plus que son niveau de développement est faible. Toute dictature militaire doit finir par céder aux effets de cette carence et permettre une ouverture des frontières qui va de pair avec la naissance d'une oligarchie.

La création d'activités créatrices d'emplois autres que ruraux, tempérant les tensions sociales, précède toute tentative de contester la dépendance en acquérant les moyens d'une concurrence qui mette fin à la passivité. Le temps d'un protectionnisme qui éloigne l'autarcie mais autorise les naissances industrielles heureuses, et la résistance peut s'organiser.

Telles furent les politiques extérieures des oligarchies russes, américaines. Telle est aujourd'hui celle de la Chine, avec sa volonté accusée de développer ses industries militaires dans le cas où sa souveraineté serait menacée. La contestation ne se limiterait plus à l'usage potentiel des armes de destruction, de plus en plus massive. Ce qui fut aussi la politique d'une oligarchie russe qui se réduisait alors aux caciques du Parti. Entre la politique extérieure américaine et chinoise, aucune différence sinon un décalage dont l'explication est, elle, toujours politique. Mais ces deux continents sont également passés par la phase autarcique protectionniste (doctrine de Monroe aux États-Unis et autonomie du parti de Mao), avant de devenir concurrents.

La stratégie agressive

La logique propre de la politique extérieure des oligarchies, dès qu'elles possèdent des moyens de contester la dépendance politique – économique d'abord – à l'égard d'autres oligarchies, est d'être entraînée vers l'agressivité aussi longtemps que les moyens de cette évolution ne lui font pas défaut. Les guerres européennes puis mondiales donnèrent aux États-Unis l'occasion de développer leurs industries, celle de l'armement en particulier, au point de devoir renoncer sans le dire à la doctrine monroïste, sans même que la masse en ait conscience et, même, certaines composantes de leur oligarchie, sous les deux présidences d'Eisenhower. Aucun généralissime n'aurait pu empêcher que les avantages industriels acquis en quelques années ne projettent vers l'extérieur toutes les composantes de l'oligarchie.

Sans doute en est-il de même pour la Chine, alors même que la fin de la passivité fut le fait de la composante politique, alors hégémonique, de son oligarchie. Mais point de défense à la pénétration croissante des États-Unis dans le continent asiatique sans se donner des moyens industriels qui permettraient, outre leur concurrence réussie dans les domaines privilégiés de leur expansion, la constitution d'un armement, nécessité absolue à une contestation qui n'était pas ouverte à d'autres, au Japon en particulier.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Cette évolution de l'autarcie à l'agressivité ne s'arrête qu'après le constat de la carence des moyens, en hommes et en matériaux. Si l'éducation peut pallier, avec un temps dont l'unité est la génération, la première de ces carences, il n'est guère de remèdes à la seconde, ce qui condamne les nations à territoire exigu à ne pas pouvoir contester leur dépendance et explique l'émergence continue des oligarchies des grands continents qui supplantent toutes les autres.

Les lois de l'inégalité sont identiques dans des domaines aussi différents, en apparence, que celui des rivalités entre les organisations et les êtres humains ou animaux. La disparité de la dotation en facteurs dont disposent les oligarchies détermine leurs inégalités, donc leur hiérarchie, depuis les totalement dépendantes jusqu'aux hégémoniques mondiales. L'interrogation ne concerne que le terme de la rivalité des mieux dotées. L'hégémonie est-elle une éventualité aussi improbable que le monopole entre les grands groupes industriels ou financiers ?

L'oligarchie qui ne rencontre pas de limites à son expansion devient-elle plus sûrement hégémonique que la grande entreprise parvenant à une position de monopole mondial – ce dont il n'est pas d'exemple –, alors que l'hégémonie américaine existe depuis vingt ans sans contestation véritable ? Et pourquoi la règle historique est-elle que l'expansion des oligarchies tende vers une dyarchie, version spécifique d'une double posture hégémonique analogue à celle du duopole pour les entreprises ?

Une dyarchie

Hasard ou pas, les oligarchies en expansion ont toujours fini par se trouver par paires dans la même situation – Français et Anglais au XIXe siècle, Russes et Américains

au XXe, Américains et Chinois au XXIe –, celle d'une dyarchie dont l'évolution est pour le moins problématique.

Les économistes n'ont jamais réussi à maîtriser une situation pourtant beaucoup plus simple, celle de deux entreprises, seules à se partager le marché d'un produit unique, parfaitement homogène et ayant le profit pour seul objectif. Situation infiniment épurée comparée à celle de deux quasi-organisations aux composantes ayant des objectifs multiples et différents avec, chacune, ses territoires de chasse et ses armes spécifiques. Pourtant, au moins une de leurs conclusions clés – si le résultat de leurs efforts mérite ce terme – évite le péril des analogies faciles : le duopole « peut » connaître trois situations selon les prévisions que chaque chef d'entreprise fait de la réaction de son partenaire qui suivrait sa propre action, limitée d'ailleurs à sa décision sur le prix demandé.

Étudiant la rivalité économique, Cournot fit l'hypothèse que l'anticipation de la réaction de l'autre était nulle et que chacun agissait comme si l'autre n'existait pas. Un équilibre s'instaure alors. Chaque firme finit par s'en tenir au même prix après s'être octroyé une part de marché, et le profit qui va avec. Stakelberg prêta une attitude différente : l'une des deux anticipe la réaction de l'autre, qui se contente de la suivre. Situation dissymétrique qui tourne, évidemment, à l'avantage de la plus active. Enfin une situation vient à l'esprit de tous : l'entente pour se partager dans la meilleure humeur ce fameux marché.

La complexité de la dynamique d'une dyarchie est sans commune mesure avec celle d'un duopole, et, d'abord, à cause de l'hétérogénéité d'une oligarchie. Les objectifs et les moyens de chaque composante sont différents et leur spécificité s'impose à la situation duale, au risque de faire éclater la dyarchie en autant de duels qu'il y a de banques, d'entreprises, de services et de gouvernements pourvus d'une stratégie mondiale. L'expansion peut ainsi

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

mettre en cause une cohésion heureusement réalisée par des politiques intérieures de compromis et d'entente.

Il demeure, néanmoins, que la dualité impose son originalité quels que soient son domaine et la nature des acteurs en présence : organisations, individus ou, en l'espèce, quasi-organisations hétérogènes. De quelques composantes que viennent les actes qui modifient la situation relative et absolue de chacune des deux oligarchies, la décision sur d'éventuelles réactions s'impose, et, donc, une appréciation préalable sur le quantum d'actions du rival, ses effets prévisibles et ses intentions plus ou moins agressives. La version optimiste de l'évolution rapide vers une situation d'équilibre n'emporte aucun crédit, même pas un succès d'estime, pour apprécier la dynamique d'une dyarchie dont l'agitation ne s'arrête guère, même si les actions émanant des deux protagonistes n'exercent pas les unes sur les autres d'effets conséquents. L'amour-propre est au cœur du débat et trop d'acteurs en possèdent, avivés par le succès de leur statut planétaire, pour qu'aucune manœuvre ne soit pas immédiatement suivie d'une réponse.

Rivalité ou entente

Restent alors deux situations envisageables, non exclusives dans le temps : l'entente et l'interdépendance permanente des décisions.

Cette dernière éventualité *constitue la norme* non sans qu'elle doive, alors, connaître une évolution faite d'instabilités successives, d'actions et de réactions dont le contenu peut être de nature différente, comme les acteurs, eux aussi soumis à alternances et déboires personnels. À toute action agressive répond souvent une réaction défensive d'une toute autre nature. Ainsi, la composante politique d'une oligarchie nationale attaquée par l'installation d'une entreprise étrangère de répondre par une

mesure protectionniste apparemment sans relation avec l'agression.

La rivalité dyarchique voit naître et se succéder des affrontements par chacune des composantes, sans qu'il y ait de réciprocité obligée ni dans les manœuvres ni dans leurs acteurs. Et, pour accroître l'instabilité permanente, l'agresseur, quel qu'il soit, entreprise, gouvernement…, doit veiller à ce que le rival ne sache pas que l'attaque dont il est l'objet de la part d'une quelconque des composantes est approuvé ou non par l'oligarchie rivale tout entière. Et sans, aussi, qu'il puisse être assuré du caractère agressif en soi de l'action qui le concerne.

À l'instabilité de fait – telle modification d'un droit de douane, telle dévaluation, telle livraison d'armes à des ennemis avérés –, s'ajoute une instabilité conjoncturelle qui ne se contente pas de prévoir la réaction qui suivra sa propre action mais, pour ajouter à l'incertitude, son caractère plus ou moins agressif.

Cette caractéristique de la politique étrangère des rivaux dyarchiques constitue la raison essentielle de son lien avec sa politique intérieure. L'action de chacun des deux protagonistes engage l'avenir à la mesure de la prévision de la réaction de l'autre à laquelle il faudra à son tour répondre. Mais chacune des composantes demeure relativement libre de sa stratégie et engage donc l'avenir de toute la dyarchie, non sans qu'une solidarité de fonction et de métier unisse les mêmes composantes des deux, à commencer par les très riches déjà unis par leur « mêmes valeurs » – entendons leur « morale à toute épreuve » – et des modes de vie grégaires, à quelques exceptions près.

Les entreprises des deux rivaux se connaissent mieux et s'estiment davantage que leur composantes politiques qui, elles-mêmes, se rencontrent beaucoup plus souvent si elles s'estiment et se connaissent moins bien. Aussi, quelques complicités inter-dyarchiques peuvent se nouer et échapper à la cohésion interne de chacune d'entre elles.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

La seconde éventualité, celle de l'entente, peut d'ailleurs commencer par n'être que partielle, propre à l'une des composantes communes des deux rivaux et le rester. Deux firmes (ou davantage) des deux bords opérant dans un même secteur peuvent décider de s'entendre pour neutraliser une ou plusieurs armes de leur arsenal, comme, naguère, les traités Salt entre les États-Unis et la Russie, ou comme certains des accords de coopération inter-firmes. Équilibre à la Cournot, souvent limité, mais manifestant que l'agressivité peut avoir des limites et que la dissuasion, expression politique de l'équilibre de la violence armée, est la situation optimale, toutes les autres étant d'ailleurs perdantes pour tous, sauf pour un survivant éventuel. Ainsi de l'équilibre financier qui constitue un taux de change fixe, celui du yuan par rapport au dollar, par exemple.

L'effet d'une entente partielle est lui-même indéterminé. À certains égards, cette dernière laisse le champ libre à toutes les autres agressions possibles en accroissant même les moyens dont alors elles disposent. Mais elle possède aussi un pouvoir de contagion en montrant que la stabilité peut profiter aux deux oligarchies en leur permettant de vivre plus tranquillement. D'autres composantes peuvent suivre le mouvement. Les entreprises financières étroitement dépendantes de leur monnaie nationale, sauf si elle est acceptée partout ailleurs, peuvent faire pression sur leurs propres composantes politiques pour qu'elles adoptent une monnaie unique, donc un marché financier de même nature où une entente générale, à commencer par celle sur les taux d'intérêt, permettrait un partage stable et durable de leurs activités et de leurs profits. Et cette entente pourrait assez naturellement rapprocher les composantes politiques sur d'autres sujets, aboutir ainsi à une union politique qui, potiron sur le gâteau, se manifesterait par le passage à une seule oligarchie dont chaque participant veillerait à la stabilité. Cette fusion présenterait quelques difficultés, sans doute moins grandes qu'entre des organisations classiques, entreprises par exemple. Cette oligarchie unique serait toujours sans chef, ce qui ménagerait les susceptibilités lors de sa naissance, de toute façon progressive.

Cette dynamique de l'unification demeure néanmoins fort improbable. Aucune des composantes des deux oligarchies n'est fermée. De nouveaux entrants remplacent – ou non – les anciens, ne fût-ce que par l'œuvre du renouvellement démographique. Les rapprochements entre deux composantes de même nature sont toujours affaires de personnes, en particulier dans le domaine politique, lui-même instable par nature, ne fût-ce que pour donner à l'oligarchie une apparence démocratique.

L'éclatement et la dénonciation des ententes menacent toujours de réintroduire une instabilité qui vaut pour chacune des composantes et, donc, pour les oligarchies elles-mêmes.

L'instabilité oligarchique joue dans les deux sens, la réduction de leur nombre mais, aussi, leur augmentation, en particulier lorsqu'une ou deux d'entre elles ont acquis une suprématie avérée dans un espace géographique donné, limité aux continents jusqu'à la mondialisation. Cette évolution traduit le succès d'une stratégie agressive issue d'une oligarchie jusque-là laissée pour compte. Telle est la situation actuelle de la contestation par la Chine de l'hégémonie américaine.

« Du G-2 » actuel

Le réveil de la Chine illustre pour la première fois – pour la deuxième si on inclut Hannibal et son épopée intercontinentale, si mal terminée – la contestation d'une hégémonie par un nouvel entrant. Non sans qu'on s'interroge sur le moment de cette contestation. Fallait-il que la

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Chine patiente ? A-t-elle attendu une telle hégémonie pour que son oligarchie affirme sa capacité à concurrencer, à limiter en tout cas, le pouvoir de celle de Washington ? Y a-t-il hasard dans ce retard de quelques siècles et quelques années ou exploitation du moment opportun pour se débarrasser d'un ressentiment enfin exorcisé ?

La contestation chinoise, à l'évidence réussie jusqu'à aujourd'hui, aura manifesté la coordination de ses composantes oligarchiques. D'abord, au tout début du réveil, le monopole d'une composante politique, confondue avec un Parti organisé pour atteindre un objectif longtemps unique, toujours prioritaire, l'unité d'un continent historiquement sujet à des démantèlements suivis ou précédés de guerres civiles, dont Taiwan manifeste l'exemple récent. Le passage d'une quasi-dictature politique protégée par son armée – populaire évidemment – aux effectifs appropriés au maintien d'un ordre continental, à une oligarchie jouissant du même protecteur, fut donc une décision exclusivement politico-militaire.

La stratégie économique choisie dès la première phase du réveil ne faisait guère de doute et impliquait une seule décision importante. Aucun doute sur la nécessité de développer en priorité les industries aptes, d'une part, à s'assurer des recettes d'exportation confortables aux multiples usages effectifs ou potentiels – les plus fructueux – et, d'autre part, moins visibles, celles nécessaires au développement d'une force militaire mettant définitivement à bas la réputation d'une armée pléthorique mais impotente sinon à l'intérieur et pouvant rivaliser avec celle des États-Unis. Seule difficulté : où trouver les fameux entrepreneurs, fer de lance et glaive du « management » américain ? Dans les écoles, peut-être, mais sûrement dans les rangs du Parti et de l'armée dont les membres devaient bien avoir quelques familles où puiser ces valeureux combattants de la rareté.

La seconde composante de l'oligarchie en création serait donc recrutée en majorité dans les rangs de l'ancienne gouvernance. Aucune chinoiserie dans ce choix, d'un bon sens que n'eût pas critiqué le doyen de Harvard. De même d'ailleurs que dans la politique suivie pour se procurer au mieux les matières premières nécessaires au développement des industries nouvelles. Les oligarchies européennes et américaines avaient montré le chemin. L'Afrique et la Russie, éternels producteurs de ces matières, heureux, d'ailleurs, de s'en tenir à en faire commerce sans les utiliser, s'offraient à continuer à être fidèles à leur passé, une fois les prix augmentés. Quelques missions de commandos occupant des positions clés le temps d'une exploitation fructueuse ne sauraient présenter aucune difficulté, d'autant que la barrière des langues empêchait leur éventuelle séduction par d'autres cieux.

Aucune chinoiserie non plus dans le choix d'une stratégie monétaire, allant elle aussi de soi, bien qu'ayant été l'objet de réflexions beaucoup plus nourries que celles à l'origine du développement de l'économie. Que fallait-il décider dans ce domaine fort nouveau du monétaire, prélude du financier, lui-même axe autour duquel le volume d'une sphère devait enfler ? La sagesse prévalut : une monnaie à usage essentiellement domestique, au change fixe par rapport à la monnaie hégémonique. Fausse soumission ou soumission à double sens puisque cette fixité valait simultanément pour l'autre monnaie – le dollar. On verrait ensuite quels ajustements se révèleraient nécessaires ou non et pour qui. Quant aux futures institutions de la future sphère financière, il serait toujours temps de leur donner droit de cité autonome. L'exemple d'un président de la Banque centrale vendant à titre personnel une partie de l'or de ses caves devrait être réfléchi. Il paraît toujours difficile de couper la tête aux auteurs de tels petits larcins. Pourtant, la composante financière peut

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

attendre, d'autant que les super riches auront procédé à leurs placements habituels en d'autres contrées.

Ces très nouveaux – est-ce bien certain ? – super riches n'auraient guère besoin des banques pour se lancer dans leur sport favori : la spéculation immobilière qui sous-entend l'édification de logements et de leurs infrastructures complémentaires.

Ainsi, les composantes essentielles d'une oligarchie se substituant heureusement à la dictature politico-militaire héritée du maoïsme ont été formées dès leur naissance selon les termes bio-politiques de leur cohésion, un népotisme organisé qui transpose simplement le mandarinat de l'ordre de la connaissance à celui d'un argent surveillé naturellement par des héritiers des caciques du Parti… à quelques exceptions près évidemment, précieux alibis toujours susceptibles d'être excipés ou dénoncés.

Une dernière précaution s'imposait : éviter une massification qui n'aurait pour ferment que la culture médiatique à l'américaine, par Internet interposé. À la barrière de la langue et de l'écriture, il convenait d'ajouter celle de l'écran : interdire aux agents de l'extérieur de s'introduire dans l'esprit de cette masse nouvellement alimentée par les « cosses de fer » de l'industrie et de l'information. Interdire la diffusion, de façon si possible admissible par tous les tenants stipendiés ou sincères d'une culture mondiale, paraissait et paraît toujours la meilleure voie pour assurer la permanence du taoïsme et l'instituer comme le concurrent, pas seulement chinoise ou asiatique, au messianisme protestant. Pourquoi le nouvel être mondial ne serait-il pas conforme à un humanisme chinois qui n'eut jamais besoin d'un dieu quelconque pour amener les êtres humains à vivre ensemble sans trop d'effusion ni de violence ?

N'en déplaise à tous les pessimistes de nature, aux détracteurs systématiques de toute contestation d'un

ordre existant, aux Occidentaux prenant leurs désirs pour des réalités, aux gérants de patrimoine hostiles au risque, souvent par nécessité pour rassurer leurs rentiers de clients, l'élévation progressive de la Chine au rang de dyarque est assurée. Une population supérieure au milliard d'habitants (encore fut-elle contrainte de se limiter en interdisant aux familles d'avoir plus d'un enfant) lui garantit un marché intérieur quasi sans frontières, une fois celui du reste du monde exploité. Une population au niveau de vie qui se satisfait d'un salaire équivalant au dixième de celui de l'Occident. Un droit du travail encore inexistant comme il le fut sur d'autres continents pendant un siècle de développement. Une culture qui manifeste l'existence d'une élite intellectuelle isotrope, scientifique et littéraire. Une armée qui peut se permettre d'intervenir sans opposition possible sinon symbolique – la photo de l'homme seul devant le char de Tian'anmen, qui provoque des réflexions de toute nature, sans conséquences, même à terme. Un Dalaï-Lama qui finira sûrement par vieillir et par être inhumé avec tous les honneurs dus à son symbole. Et pour ajouter à tous ces facteurs de réussite la fameuse cerise : l'apparence d'une stratégie défensive justifiée par la volonté d'empêcher l'hégémonie américaine de passer par l'Asie pour revenir en Europe, alors que cette prétendue défense cache mal le désir de retrouver le rang de la Chine au début de la révolution industrielle : le premier. Y parvenir à plus ou moins long délai implique le retrait au moins relatif de l'hégémonie américaine.

Une nouvelle hégémonie

La situation d'hégémonie n'est ni fréquente ni nouvelle. L'Empire romain et, à un moindre degré, les empires britannique et français, tous trois constitués par des oli-

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

garchies à forte composante militaire, ont connu ce défi et y ont succombé, au bout de cinq siècles pour le premier et moins d'un pour les deux autres, en bons complices suicidaires.

L'hégémonie américaine est, depuis un demi-siècle, beaucoup plus affirmée, y compris par le rôle de son armée dont les dépenses équivalent à la somme de celles de toutes les autres nations, et dont les dirigeants ont le bon goût très démocratique de faire profil beaucoup plus bas que leur influence. Mais tant d'autres raisons expliquent cette hégémonie qu'ils n'ont guère de difficulté, sinon d'amour-propre, pour être faussement modestes, d'autant que le rôle de leurs armées fut moins conquis que concédé. Entre la Chine et les États-Unis, une différence de fond dans la composition et la constitution de leurs oligarchies mais, aussi, une grande proximité dans l'évolution de leur stratégie. Leurs oligarchies furent d'abord autarciques, puis protectionnistes avant de lancer leurs forces dans l'espace à conquérir. Peut-être la Chine connaîtra-t-elle un jour un défi identique à celui qu'elle lance aujourd'hui aux États-Unis et son oligarchie sera-t-elle, alors, plus proche de celle qu'elle défie aujourd'hui. Étant donné les atouts dont sa stratégie agressive dispose, l'oligarchie américaine est placée, à son corps défendant, dans une posture défensive. A-t-elle les moyens de résister sur ses positions actuelles ou devra-t-elle accepter un recul plus ou moins important ?

La cohésion d'une oligarchie offensive s'affirme spontanément dans l'espérance de la conquête et l'attente de ses avantages. Mais une oligarchie défensive est beaucoup moins assurée de cet éclat, pourtant plus nécessaire encore pour éviter des reculs trop coûteux voire une défaite en rase campagne. Cette éventualité n'est certes pas envisageable en l'espèce. N'empêche que le recul de l'hégémonie américaine est certain. La dyarchie continentale est inévitable à terme. À quelle échéance ? À long terme, assurément, mais quel long terme ? Ses modalités demeurent beaucoup moins nettes, étant donné l'évidente polyphonie des réponses données au défi chinois par les diverses composantes de l'oligarchie américaine.

Les super riches sont américains, comme leur rêve devenu réalité. Leurs grandes fortunes, de plus en plus d'origine financière, se placent où bon leur semble, dans cet art, « là-bas de plus en plus facile à faire », dans les œuvres caritatives ou humanitaires, dans les hedge funds ou, comme celles de leurs congénères russes, dans les navires de haute plaisance, sans que le défi chinois les guide dans leur destinée.

Les entreprises produisant les biens réels sont tenues d'intégrer dans leur stratégie la contrainte d'un défi qui, pour l'heure, a pour contenu essentiel, non la concurrence, mais « le fait du prince » émanant des autorités politiques et administratives chinoises, triant avec soin les bienvenues des mal-aimées. Comment aménager cette seule contrainte, encore moins la circonvenir autrement qu'en renonçant à leur expansion sur les territoires chinois, sachant que, demain, il pourrait s'étendre à toute l'Asie.

Il leur reste à se diversifier à l'intérieur de leur territoire de naissance et à y créer des industries nouvelles – nanotechnologies, nouveaux matériaux –, comportement qui fait, pour l'instant, l'objet de quelques interrogations. Le rêve est-il toujours en bonne santé et pousse-t-il toujours à innover, condition nécessaire pour trouver à la fois un quasi-plein-emploi et l'équilibre des échanges extérieurs ? Pour l'heure, l'incertitude ouvre, comme toujours, aussi bien la voie aux optimistes qu'aux pessimistes.

Il est, heureusement pour le spectateur intéressé, une certitude : la composante financière de l'oligarchie américaine est fermement décidée, fière et certaine d'avoir

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

remplacé l'industrie traditionnelle dans son rôle de fer de lance mondial, à pousser les avantages aussi loin que possible, à devenir une « industrie financière » sur tous les continents, aux techniques éprouvées, aux innovations permanentes, aux bonus attractifs dans l'indifférence – ou l'invulnérabilité – à toutes éventuelles restrictions de sa liberté stratégique. Son territoire de conquête est sans frontières. L'oligarchie chinoise pas plus que des alliances entre toutes les autres ne sauraient diminuer sa vitalité et l'empêcher de poursuivre son ambition illimitée. Comment la composante politico-militaire de « son » oligarchie pourrait-elle dénoncer une alliance qui fait ses beaux jours depuis une génération ?

Reste, effectivement, une incertitude, faible cependant, sur la pérennité d'une alliance qui aura permis la substitution d'une oligarchie politico-financière à celle, militaro-industrielle, née de la Seconde Guerre mondiale. Parmi toutes les raisons qui font douter de toute mise en cause, même légère, de cette synergie, le financement des campagnes électorales d'un président, élu au mieux par le quart de ses concitoyens, suffit, d'autant que la Cour de justice, fort avisée, vient d'abroger toute disposition réduisant les moyens financiers utilisés par les groupes de pression auprès des membres du Congrès. Comme l'oligarchie financière produit désormais la monnaie beaucoup plus que la Banque centrale n'en émet, qu'elle a créé ses propres marchés fantômes, la composante politique de l'oligarchie américaine est désormais un « allié captif » de sa composante financière.

Leur alliance n'en reste pas moins soumise à deux contraintes, très souvent plus officieuses qu'officielles, très discrètes, notamment la seconde, celle issue de la composante militaire. Les manœuvres diplomatiques du défiant chinois appellent des réponses de même nature, dont la facilité, qu'elles soient adroites ou non, est assurée

par la présence du gouvernement américain dans toutes les capitales du monde. De surcroît, certains domaines font l'objet d'ententes nullement incompatibles avec la contestation de l'hégémonie. Ainsi, en matière monétaire où il est évident qu'en dépit des bisbilles de façade, favorables à l'emploi des journalistes, le sort des taux de change du yuan, et celui du financement de l'endettement extérieur des États-Unis par l'épargne chinoise sont étroitement liés et relèvent d'un accord commun, au moins aussi longtemps que la monnaie chinoise ne sera pas librement convertible sur des marchés ouverts, voire qu'une zone à monnaie commune asiatique n'aura pas vu le jour.

La contrainte issue d'une présence militaire constante au sein de l'oligarchie américaine est d'autant plus difficile à apprécier qu'elle demeure la plus discrète de ses composantes, que son influence n'en est pas moins justifiée par un état de guerre qui n'a jamais cessé depuis cinquante ans et qu'elle s'est manifestée avec une étonnante vigueur lors des guerres du Vietnam, d'Irak et aujourd'hui d'Afghanistan, quelle qu'ait pu être la couleur politique (à supposer qu'il y en ait plusieurs) du président. L'alliance de plus en plus serrée entre les deux composantes, militaire et financière, plaide aussi en faveur du sentiment qu'elle constitue désormais le lieu privilégié de l'élaboration de la réponse globale de l'oligarchie américaine au défi chinois pour les décennies à venir.

Point d'entente d'ensemble à attendre mais une instabilité de longue durée à contenir, elle-même installée au gré du développement des industries, notamment militaires, des deux oligarchies, sans compter le hasard faisant bien ou mal un futur désormais mondial, où celui de l'Europe apparaît d'un gris accepté voire satisfaisant.

L'oligarchie « européenne » n'existe pas et il serait donc bien étonnant qu'elle s'impose un jour. La cohésion des

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

oligarchies nationales est très comparable, autant que leurs objectifs sont différents, expression des influences très disparates de leur composantes propres. Le *Royaume-Uni* n'a point d'autres objectifs sérieux que celui de voir se perpétuer et, à l'occasion, s'accroître, le rôle de sa fameuse City dans le monde qui aura traversé toute son histoire sans jamais défaillir, depuis les relations privilégiées des Rothschild et de la reine Victoria jusqu'à celle qui l'amalgame à Wall Street, non sans quelque interrogation sur Qui influence le plus Qui, de la Banque anglaise et de la Banque américaine. Point d'euro donc et la livre à tout prix, même celui d'une stagnation d'une grande partie du territoire. Liverpool n'a guère mieux résisté que Manchester à l'*imperium* d'une composante financière qui est aussi indifférente à la couleur du gouvernement que celle des États-Unis à l'obédience politique de son président.

L'Allemagne finira bien par être lasse de son rôle de nain politique et de sauveur économique des autres nations européennes, politique agricole commune, puis euro, où les exportations allemandes financent les importations de textiles – entre autres, des classes moyennes – féminins des autres pays. Elle n'a point d'autre objectif que politique : retrouver une prééminence européenne par d'autres voies que militaires, celles du nazisme défunt. S'étendre à l'Est ou créer enfin des industries, ce dont les Russes n'ont jamais pris la peine, devenir la plaque tournante de la circulation de l'énergie en Europe, démanteler l'euro – en attendant simplement que d'autres nations exagèrent – pour donner naissance à sa propre zone monétaire, la seule viable à long terme, accroître le nombre de ses grandes entreprises aptes à négocier directement avec les oligarchies étrangères, telle est l'ambition nécessaire à ses gouvernements pour plaire, après avoir été élu.

La France est, sans doute, la nation européenne où l'oligarchie est la moins cohérente. Même l'Italie, pourtant de constitution récente, encore distendue entre trois régions, présente meilleur visage. Les riches, encore plus les super, n'ont guère droit de cité, vilipendés au nom de l'utopie égalitariste née des sans-culottes. Et ces riches ne sauraient être des aristos, depuis deux siècles, pendus à la lanterne. L'idéologie républicaine, héritée des Lumières, selon laquelle la chose publique devrait être gouvernée par des citoyens, évidemment actifs, responsables et compétents, ne délivre du soupçon de mégalomanie dangereuse que des entreprises publiques, gouvernées par des enfants des grandes écoles dévoués au mérite récompensé précisément par leurs fonctions. Seule la méritocratie échappe au péché mortel de l'injustice. Les entreprises privées, absorbées par la seule quête d'un revenu, inégalitaire s'il en fut, ce qui ne le rend pas « injuste » pour autant – le profit –, doivent être surveillées avec une attention soutenue. Les activités financières, encore plus suspectes, ne sont jamais en de meilleures mains que publiques.

L'oligarchie, en un tel passé idéologique aux racines multiséculaires, doit se dissimuler de façon choisie et se limite à un establishment où les super riches ont échappé à la traque, où les grandes entreprises sont gouvernées par le marché et la compétence, au moins jusqu'à ces derniers temps, et où la composante politique vit en permanence sous la menace d'alternances successives. Cette oligarchie est beaucoup plus arriviste qu'en d'autres capitales, se prête par construction à des invasions peu scrupuleuses mais tolérées si elles s'enveloppent dans des idéologies ou des symboles, même fumeux. Le partage du pouvoir mérite toujours, même au pays de Voltaire et de Diderot, quelque indulgence encyclopédique.

Entre ces trois oligarchies « européennes » et toutes les autres, de plus petite envergure, point d'entente possible sinon l'abandon d'un protectionnisme discret et sans raison entre espaces de niveau de développement économique voisin. Toute entente entre les composantes politiques est

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

hors nature sauf limitée à un accord de type corporatiste – évidemment enveloppé lui aussi d'utopie vaguement symbolique – sur la création d'une administration commune à l'efficacité échappant à toute investigation experte mais offrant à tous les membres de ces composantes, sans distinction d'origine, de mérite, de compétence, de nationalité, des emplois d'autant mieux venus qu'ils échoient à ceux dont la carrière nationale est malencontreusement interrompue ou à ceux dont les pieds manquent d'étriers. Une prétendue diplomatie commune (!?) ne vient-elle pas de fournir d'alibi à la création d'une administration pléthorique, près de deux mille agents d'ambassades « européennes » ? Le corporatisme des politiques devient, lui aussi, plurinational.

L'unicité de la monnaie entre des peuples aussi différents, gouvernés par des oligarchies aux stratégies justement dissemblables ne saurait résister à ce que « l'ordre se remette toujours autour des choses ».

Il reste que cet ordre, dispersé et cacophonique par nature, s'il ne saurait faire illusion aux autres oligarchies, dissimule des richesses qui ne sont ni financières, ni politiques, ni militaires – puisque les pays atomiques de l'Europe n'ont guère d'usage immédiat ou, on l'espère, futur de leurs capacités et que leurs armes sont squelettiques, ridicules au niveau mondial – mais bien culturelles parce que historiques. Richesses tellement évidentes qu'il n'est aucun besoin de les réunir et de les administrer collectivement et bureaucratiquement. L'Europe culturelle est la seule qui puisse faire cohabiter des oligarchies aussi diverses, les rapprocher sans forum et sans direction, attirer sur son sol les êtres humains curieux, venus plus tard qu'elle à la révolution scientifique, et démontrer que l'art est un luxe qui se partage. Dans cette Europe, la France n'est plus mal placée… si elle ne confond pas le Louvre et le Fouquet's.

Chapitre 9

Un règne mondial

Les désordres de la mondialisation

À l'intérieur de leurs frontières, les oligarchies veillent à leur cohésion. Leurs membres se connaissent, souvent se côtoient, se rendent entre eux les petits services qui entretiennent leur moral et récompensent leur fidélité. Quelques mariages entre héritiers certains, à forte composante militaire, manifestent le souci bien légitime d'une descendance dynastique. Dès que ces frontières s'ouvrent et que les échanges économiques de biens, de services et de monnaies les traversent, les oligarchies perdent leur belle unité. Leur cohésion risque d'en souffrir au point de nuire à leur pouvoir.

Avec la mondialisation, ce danger devient l'une de leurs préoccupations essentielles, en même temps que leur expansion dans l'espace planétaire se révèle inévitable. Concilier ces deux objectifs, fût-ce en traitant l'un des leurs comme une simple contrainte, est d'autant moins aisé que les diverses composantes des oligarchies éprouvent de façon très différente, presque opposée, les chances et les désagréments d'une mondialisation, encore récente mais aux effets déjà incommensurables selon les critères du XXe siècle.

L'ouverture de l'espace terrestre modifie radicalement les objectifs des politiques, des entrepreneurs et des vrais

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

riches, sans oublier les militaires. À tous, elle donne certes le sentiment d'un monde sans limites à leurs ambitions et à leurs moyens futurs, si leur stratégie est couronnée de succès. Elle exacerbe toutes leurs volontés de puissance, mais donne à chacune de ces communautés des moyens très inégaux au risque de voir les oligarchies s'éclater sans pouvoir réagir. À considérer que les militaires demeurent contrôlés par les politiques, la mondialisation fait émerger quatre petits mondes – quatre sphères, diraient les marxistes – ayant des stratégies, des politiques propres, dissociées des oligarchies auxquelles les membres de chacune appartiennent et, différentes, voire antagonistes entre elles. Cette relation, fort inconfortable, s'impose entre le petit monde des politiques et celui des super riches.

L'autonomie des marchés pour super riches

La mondialisation aura apporté à cette toute petite fraction de l'espèce humaine ce dont elle n'osait pas rêver, faute d'ailleurs de pouvoir l'imaginer. L'extrême richesse de ces « quelques-uns » fut et demeure pour longtemps alimentée par la propriété privée associée à des moyens de production et de communication que le pauvre Marx ne pouvait pas non plus prévoir. Mais cette super richesse individuelle n'est pas l'acquis essentiel de l'ouverture totale du monde aux entreprises. Être riche, certes, mais pour quoi faire si la liberté d'action est limitée ? Or voici qu'elle ne l'est plus, que les super riches peuvent localiser leur fortune – ou leurs bouts de fortune – où ils le désirent, n'en déplaise à ceux qui veulent croire que l'ère des paradis fiscaux pourra un jour être révolue.

Le petit monde politique des oligarchies n'a aucun intérêt, même pas électoral, à chasser de ses cieux des fortunés totalement « libres ». D'autres en hériteraient aussitôt, ce qui leur apporterait une importance stratégique supplémentaire. Au contraire, attirer ces fortunes et leur faire les yeux de Chimène relève de la plus élémentaire des raisons – objectives et diplomatiques.

L'ampleur de ces fortunes les prédispose à alimenter tous les besoins financiers des autres petits mondes, et à être, donc, traités de manière très amicale, même – et peut-être surtout – par des partis politiques dits de gauche, pour user d'un vocabulaire du siècle précédent. Leur « problème » essentiel est celui de tout être libre : que faire de cette liberté à son propre usage, autrement dit, une fois les placements financiers effectués, ou avant, que consommer et comment ? Une fois la fortune « placée » dans l'espoir de la voir encore s'accroître, au grand plaisir des institutions financières, l'interrogation deviendrait lancinante si « l'espace à soi pareil qu'il s'accroisse ou se nie » n'avait transformé ces super riches en une petite masse, plutôt une grande meute tendue vers la recherche de l'identité et de la supériorité que seul le luxe procure. « Luxe, vous n'êtes qu'un orgueil menti par les ténèbres[1] », certes, mais pas pour la grande majorité de ceux qui, pouvant y accéder, pensent qu'il ne ment pas – comme la terre naguère.

Cette recherche éperdue du luxe, assortie des moyens de l'obtenir, transforme profondément tous les marchés des biens de consommation qui se scindent à l'homothétie des inégalités. Pour chacun d'entre eux est apparu un segment dit de luxe dont le développement est désormais beaucoup plus rapide que les autres, notamment le segment à destination des classes moyennes. Pour les super riches, le prix joue en faveur de l'achat, d'autant qu'il est élevé. C'est ainsi qu'il en est pour les femmes dites de luxe dont le coût d'entretien est à la hauteur de leur réputation.

La seconde conséquence de la montée de la richesse mondiale détenue par quelques-uns, sans doute plus

1. Stéphane Mallarmé, « La nuit », *Le Scapin*, n° 3, 1888.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

importante, réside dans le développement et l'autonomie croissante des marchés des biens patrimoniaux durables, les immeubles, châteaux et autres résidences de luxe, les œuvres artistiques, tous les actifs, autrement dit les biens d'autrefois, aussi rares que non reproductibles, faute, souvent, de l'habileté technique mais humaine qui fut nécessaire à leur création.

Cette focalisation de la super richesse mondiale sur ces actifs introduit dans les conjonctures économiques de certains pays, et même celle du monde, un élément nouveau qui ne se résume pas à la formation de « bulles » immobilières ou autres. *L'inflation change de lieu de prédilection*, d'existence même, au moins pour l'heure. Elle concerne davantage ces actifs plutôt que les biens de consommation à l'usage des classes moyennes de tous les pays. Elle n'est plus la mesure des variations de prix des flux – disent les économistes – mais celle des actifs, ce qui prend évidemment de court les pouvoirs politiques dont tous les clignotants et les moyens de réagir à leur couleur rouge sont limités à une comptabilité nationale exclusivement consacrée aux flux, à la production des biens et des services courants.

L'impuissance des politiques à l'égard de l'autonomie croissante des marchés des actifs laisse libre cours aux effets de leur évolution propre. Les bulles immobilières, notamment, peuvent créer, d'autant, d'ailleurs, qu'elles sont amplifiées par le comportement d'autres catégories sociales, des désordres économiques d'envergure.

Ainsi la nouvelle classe mondiale des super riches dont les membres adoptent des modes de vie très variés jouit de la liberté totale d'un argent sans frontières sinon sans couleur. Elle entretient ainsi avec toutes les autres composantes des oligarchies nationales des relations où les obligations ne sont pas réciproques. Elle ne doit rien aux politiques – la foudre de Zeus ne l'atteint plus –, rien

non plus aux financiers, trop heureux de les avoir pour clients et trop attentifs à les conserver, et pas grand-chose aux autres entreprises qui font appel à leur bonne fortune lorsque nécessaire. Jamais aubaine ne fut plus grande pour aucune classe ou groupe social que cette super richesse offerte à quelques-uns par l'ouverture de l'espace planétaire.

Le grand printemps des institutions financières

Les institutions financières ne sont pas très éloignées de connaître le même sort à deux différences, plus ou moins légères, près. Certes, dans toutes les oligarchies nationales, leurs représentants ont accru leur importance en nombre et en « respectabilité ». Les plus « capitalistes » d'entre elles se sont étendues, elles aussi, dans l'espace mondial, sous la triple demande des politiques, toujours en mal de liquidités, des entreprises « réelles » en quête des moyens de leur expansion et des super riches frappant aux guichets de leurs gestionnaires de fortune. Sans compter toutes ces populations émergeant de leur pauvreté qui se satisfont de microcrédits. Entre les représentants de ces institutions s'établit une solidarité de métier, de risque et de fonction, que les frontières indifèrent avec pour seul point d'orgue une concurrence qui peut toujours s'aménager dans et par le partage des commissions prélevées sur tous les autres, elles aussi, aussi transfrontières qu'il convient aux comptables veillant au grain fiscal.

Une contrainte cependant, technique d'apparence, politique de fait. Les nations, au moins jusqu'à la fin du XX^e siècle, avaient, en propre, une monnaie qui constituait l'essence d'un pouvoir régulier l'une des armes essentielles de leurs oligarchies. Bien que certains l'aient abandonnée au profit d'une monnaie commune ou unique, et que d'autres se soient assujettis par l'intermédiaire d'un taux de change constant à l'égard d'une autre d'entre elles, le

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

dollar le plus souvent, les institutions financières continuent à devoir « traiter » plusieurs monnaies et sont donc soumises à ce qui demeure des pouvoirs régaliens exercés par la composante politique des oligarchies.

L'incessante négociation entre les institutions financières et ces composantes a pour objectif, pour les premières, d'obtenir une liberté aussi grande que possible, liberté de leurs produits, de leurs activités et de leurs localisations, et pour les secondes d'attirer à elles les avantages de ces activités (emploi, revenus, force de leur monnaie) et d'en éviter tous les inconvénients, comme ceux que viennent de connaître les États-Unis. *La nation continue à être le support de l'existence des politiques, alors que le monde est devenu le terrain de chasse des financiers.*

Les péripéties de cette relation sont d'autant plus agitées qu'elles sont, par définition, propres à chaque espace national en même temps qu'elles se déroulent en de nombreuses autres instances, mondiales ou continentales. Autant de négociations inconnues des super riches mondiaux. L'argent est vraiment de la liberté frappée (Léon Bloy).

Les entreprises de production

Si les contraintes connues par les instances financières des oligarchies viennent de leurs composantes politiques, celles qu'éprouvent les entreprises qui produisent les biens et services constituant le fameux « produit national » émanent presque toutes d'elles-mêmes, de leur inévitable concurrence.

Aucune contrainte émise par les grandes fortunes, au contraire, pourvu que le succès accompagne la stratégie. Pas davantage d'entraves de la part des institutions financières, ouvertes, en tous lieux, à prêter à toute entreprise mondiale quelles que soient leurs nationalités croisées. Encore moins des politiques avec lesquels les compo-

santes oligarchiques d'entreprises avaient, bien avant la mondialisation, entamé une lutte sans merci, capitale, de pouvoir.

Bien avant que les entreprises deviennent mondiales, alors qu'elles n'étaient *que* multinationales puis transnationales, leurs dirigeants cachaient mal qu'ils étaient de fervents libéraux légitimés par une véritable idéologie. Ils ne se seraient pas limités à étendre le champ de leurs entreprises sur toute la planète, mais y parvenant *et* pour y parvenir – ou inversement, selon la rapidité de leur succès – déterminés à prendre le pouvoir à des politiques incarnant la nation, organisation rivale de l'entreprise, dont ils souhaitaient la disparition. D'ailleurs, à quoi servaient ces nations sinon à rendre plus difficile, plus lent leur triomphe, soit celui des consommateurs, de la « masse » qui ne pouvait donner son avis mais serait bien satisfaite de voir le prix des produits baisser partout sous l'effet d'une concurrence enfin transparente et libérée de tous les tracas que les politiques infligent à ceux qui travaillent pour s'octroyer les faveurs de leurs électeurs dont bon nombre ne travaillent pas.

La mondialisation de l'entreprise se confondait, devait et doit toujours se confondre avec l'octroi d'un monopole du pouvoir aux entreprises, soit à ses dirigeants, assez importants pour qu'ils appartiennent aux oligarchies nationales et fassent définitivement entendre raison à ces politiques réduits à des rôles de faire-valoir et d'alibis démocratiques. Ces dirigeants éprouvaient le même bonheur que celui des mercenaires des siècles précédents, plus encore lorsque leur entreprise tout à fait mondialisée avait ses sièges et ses sites d'activité partout. Ils peuvent alors se partager l'écrasante tâche d'exercer un pouvoir mondial fiers, discrets et dédaigneux des oligarchies restées nationales – pour le crédule ou l'indifférent citoyen.

La réalisation de ce projet suppose que les dirigeants en cause aient aménagé à leur avantage la contrainte de la

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

concurrence. L'ouverture de l'espace mondial ne modifie en rien la stratégie immuable de toute grande entreprise : le devenir davantage, au détriment de ses concurrents, obligés soit de disparaître, soit, plus rapidement d'être absorbés par elle. Le terme souhaité de cette stratégie, lorsqu'elle réussit, serait le monopole, beaucoup plus souvent, surtout au plan mondial, la constitution d'un petit nombre de firmes se partageant le marché et concluant entre elles des pactes de non-agression, plus ou moins étendus – ce qu'il convient d'appeler des oligopoles stables.

Pour y réussir, la condition essentielle, outre les armes traditionnelles d'une concurrence victorieuse – prix et qualité des produits – consiste à être présent partout où les conditions de production sont les plus favorables et les voies de la commercialisation les plus ouvertes. Il y faut donc des autorisations d'origine politique, que le libéralisme voudrait voir gratuites, mais qui le sont rarement. Ainsi, le petit monde politique s'institue en arbitre dont la compétence doit être rémunérée.

Les lieux de cette rencontre entre ces deux petits mondes sont aléatoires non son domaine, spécifique à une activité donnée. Lorsqu'il s'agit de matières premières, l'intervention de ces dirigeants a d'abord emprunté la voie militaire mobilisée par les oligarchies au complet, puis des voies moins voyantes, corruption et incitations diverses à des conflits civils, enfin, de façon plus civile, la corruption toute simple. Les contreparties financières du pouvoir oligarchique échappent à leur détermination nationale d'origine. Les nationalités des entreprises généreuses sont autres que celles des politiques reconnaissants. Mais planétairement, la vieille relation se reconstitue d'autant que les redevances d'installation créent des liens durables, où se réaffirme l'avantage des entreprises. Les politiques comme les républiques passent les entreprises demeurent,

prospèrent même pour le bonheur des oligarchies locales qui y trouvent elles-mêmes les moyens d'une cohésion et d'une pérennité bien méritées.

Ces contrats de pouvoir impliquent souvent l'intervention des politiques de l'oligarchie de la nation à laquelle la grande entreprise appartient, soit qu'il s'agisse d'un appui à la stratégie d'expansion de l'entreprise en cause, aux retombées multiples – au moins espérées –, soit d'un accord direct avec les politiques de la nation d'accueil. En cette seconde éventualité, il est tout à fait logique et mérité pour chacun que les contreparties financières conditionnées à une nouvelle implantation soient réparties « au mieux ».

Ainsi, la relation entre les deux composantes des oligarchies nationales se mondialise selon des modalités aléatoires et changeantes, politiques et économiques. Mais des fils de chaîne n'en sont pas moins tendus pour constituer une trame, certes encore lâche, mais toute prête à s'épaissir. Gazprom a uni pour longtemps et pour le meilleur les destins de Vladimir Poutine et de Gerhard Schröder.

Les politiques à la peine

La composante politique des oligarchies était la plus volontairement visée par les faucons de la mondialisation, attaquée par les deux composantes d'entreprise, surtout la financière, et totalement délaissée par des super riches qui n'ont plus personne à défendre.

La stratégie mondiale des composantes politiques des oligarchies nationales s'est considérablement réduite, moins dans l'absolu que comparée à l'envol de toutes les autres. Les relations internationales continuent à être de leur seule compétence par les voies diplomatiques traditionnelles sauf pour celles qui ont abandonné une partie de leurs prérogatives à des instances politiques plurinationales, ainsi qu'il en est pour la plupart des pays européens

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

et, à un moindre degré, pour d'autres, africains ou asiatiques. Cet abandon est néanmoins compensé par le concours que leurs entreprises sollicitent ou par les autorisations souhaitées par les firmes étrangères. Étant donné le pouvoir considérable acquis par toutes les autres composantes, leur rôle n'a plus rien de commun avec leur prééminence au siècle de la révolution industrielle, pourtant le fait des entreprises mais dans un cadre alors national.

Cette régression est conforme à l'idéologie – américaine et donc suivie d'actions concrètes – mais demeure très inégale. Les racines historiques des diverses oligarchies sont profondes. Pas d'étonnement à ce que la composante politique ait régressé, à peu près disparu, dans les nations qui se sont toujours méfiées du pouvoir de l'État civil, les militaires demeurant en pointe, comme les États-Unis, l'Angleterre, ou dans les pays où ces racines sont à fleur de terre, l'Italie et la plupart des pays balkaniques. Pas davantage d'étonnement à ce qu'elle soit restée très présente, toujours prééminente dans les pays ayant connu des périodes de dictature dont la longueur égale celle de l'existence de la nation, comme la Russie passée de l'administration tsariste à celle du parti communiste, la Chine et beaucoup d'autres pays asiatiques.

Chez ces derniers, la composante politique garde presque tout de son ancienne suprématie, bien qu'elle doive composer avec les acteurs libérés par la mondialisation, super riches et entreprises. Mais où elle conserve l'usage des vieilles armes régaliennes, dont le recours aux protectionnismes de toute nature, en menaçant d'en faire usage.

L'usage de l'arme néolibérale par l'oligarchie américaine durant le temps de son hégémonie mondiale aura atteint son but : la composante politique aura perdu de son influence dans toutes les oligarchies à l'exception – toujours provisoire – des dictatures militaires franches et actives.

La composante politique essaie donc, sans nuire à la cohésion de l'oligarchie, de retrouver quelque couleur, soit par elle-même, soit par une évolution des techniques reçues alors avec empressement.

La massification de l'espèce

Toutes les oligarchies nationales partagent, sans exception, au moins un objectif domestique identique : massifier le « reste » de leur société. Cette parfaite communauté de vues et d'intérêts ne peut que s'étendre à l'ensemble de l'espèce ou plutôt se serait déjà étendue si quelques « petites » difficultés ne se présentaient pas à son extension tous azimuts, notamment l'existence des nations, la différence des langues, la diversité des religions, le contenu historique des cultures. Combien de temps faudra-t-il pour que ces obstacles à la massification de l'espèce cèdent face à la pression conjuguée des évolutions techniques et de la permanence de la nature humaine ?

Le recul du patriotisme

Le « vouloir vivre ensemble » dans une nation implique d'en percevoir l'intérêt, matériel ou sentimental, ou de subir la force des habitudes issues des lieux de la naissance. La mondialisation joue à l'encontre de chacune de ces identités nationales.

Le sentiment patriotique est indissociable de la guerre, de sa violence, de ses destructions matérielles et humaines qui appellent souvenir, créances de reconnaissance, légitime sentiment de vengeance, autant de raisons d'aimer la patrie, de l'aimer jusqu'au sacrifice et de s'y préparer. Ce sont les guerres qui ont façonné, au point d'en créer quelques-unes, les nations européennes au XIXe siècle, la nation chinoise depuis sa naissance, et, au moins autant que le « rêve », la nation américaine au XXe siècle.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Or le progrès technique dans le domaine de l'armement, à commencer par les bombes atomiques, petites ou grosses, a modifié définitivement les modalités de cet affrontement humain. Les guerres nationales n'ont plus la cote. Les nations européennes, vaincues et victorieuses, ont été démilitarisées ou gardent en leurs silos des vecteurs atomiques dont elles ont peu de « chances » de jamais se servir. La probabilité de guerres intercontinentales n'est pas plus élevée. Et les affrontements qui demeurent ne sont plus « nationaux » mais le fait de mercenaires dont certains n'ont de nationalité que très discrète. Certains même ont été privatisés. La menace d'une guerre atomique demeure certes un argument puissant, l'angoisse biologique aidant, pour justifier des budgets militaires importants qui concourent à la cohésion des oligarchies qui en possèdent les moyens. Mais elle n'habite plus la conscience quotidienne de la presque totalité des nations – si on exclut les bandes armées, les pirates et autres reconstitutions des conflits moyenâgeux. La racine du patriotisme qui plongeait au cœur des cimetières militaires a été – heureusement – déterrée.

L'appartenance à la nation trouverait désormais sa raison matérielle *dans la réalisation d'un projet de croissance, associant tous les fameux « citoyens » dans la quête et l'amélioration de leur niveau de vie et de leur richesse.* Ce fut le cas pour les nations dites développées dans la seconde moitié du XX^e^ siècle. Aujourd'hui, et pour le siècle à venir, cette raison de se sentir unis dans les grands projets de développement – avec toutes ses prérogatives collectives, puissance, autonomie, expansion même – est devenue l'apanage des nations émergentes. Les populations des autres nations vivent beaucoup plus dans l'habitude que dans des projets collectifs. Encore craignent-elles de régresser, ce qui les pousserait à incriminer la nation plutôt qu'à l'aimer, d'autant que les vieilles frontières géographiques ont perdu de leur imperméabilité, politique et surtout physique.

Or, les énormes disparités des niveaux de développement et des pressions démographiques rendent inévitables des vagues d'immigration qui modifient brutalement la composition ethnique, raciale et culturelle des populations nationales. Appartenir à un ensemble homogène aux critères duquel on obéit est « naturel ». Lorsqu'il devient hétérogène, et de plus en plus pour certaines vieilles nations, le sentiment national se dissout, alors que s'affirment des communautés auxquelles chacun de ses membres a toutes les raisons de s'identifier bien davantage qu'à une « identité nationale » purement juridique. Son « équipe » devient celle de sa communauté, quelle que soit l'histoire, ancienne, de sa nation d'adoption récente, géographique ou politique.

Point de sentiment national, quel que soit l'intérêt à demeurer dans la communauté où l'on vit le mieux, mais celui d'un écartèlement entre celle de sa naissance, puis de ses racines, et celle de son installation durable, sans adhésion totale à aucune d'entre elles. Ces vagues d'immigration qui vont durer tout ce siècle, au moins, nuisent au sentiment national, aujourd'hui et plus encore à terme. Leur importance ne peut que favoriser un métissage des populations, comme l'Amérique du Sud, le Brésil surtout, l'a connu, ce qui, certes, affaiblira la séduction communautaire mais, simultanément, réduira toutes les différences, notamment raciales, qui les justifiaient et massifiera les populations dont les individus seront alors parfaitement homogènes dans la diversité historique de leurs gènes.

Un individualisme sectaire

L'adhésion à l'idéologie marxiste ne constitue plus désormais un des ciments de l'identité nationale des pays

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

européens comme au cours des deux siècles précédents. Il était dès lors avéré qu'elle n'avait pas de prise sur le continent nord-américain et que, plus généralement, les nations-continents se prêtent mal à des manifestations ouvrières ou autres laissant croire sinon espérer que le prolétariat serait jamais uni, mondialement ou sur un espace plus restreint. Avec le dégrisement marxiste et la fin des utopies révolutionnaires, *l'idéologie individualiste* a occupé beaucoup plus facilement et pour plus longtemps un terrain sans frontières, illimité.

Cette idéologie instituant l'individu comme la seule « organisation » pouvant et devant réaliser la synergie des sentiments et des intérêts n'est pas, comme on l'affirme pour s'en dédouaner, le fait d'un messianisme américain accompagnant, comme toujours, l'expansion militaire. Sa propagation planétaire est des plus naturelles comme le montre, dès aujourd'hui, l'évolution sociale des pays émergents. Cette idéologie ne fait que légitimer l'égoïsme naturel de chaque être humain, bridé par les contraintes de la pauvreté et émergeant avec détermination telle la lave d'un volcan marin dès que les besoins fondamentaux sont satisfaits sans qu'il soit besoin d'un effort collectif, d'autant que très injustement réparti. L'individualisme évolue de façon très homothétique avec le niveau du développement. Son succès inévitable ne cessera pas de réduire la nation à une entité politique, elle-même dé-démocratisée par les effets d'un progrès technique mondialisant et modifiant l'espèce.

La diversité des religions a toujours été l'origine la plus nette et la plus enracinée de celle de l'espèce humaine – au moins depuis l'apparition des religions méditerranéennes nées voici vingt siècles, dites transcendantes, par opposition aux asiatiques, dites immanentes, comme les africaines, animistes avant la pénétration européenne. À considérer leurs livres et leurs rôles traditionnels, cette

diversité est beaucoup plus individuelle que sociale. Évangiles, Coran, Torah et autres Veda promulguent des commandements très voisins qui permettent de « vivre ensemble » sans désordres sociaux. La différence se limite à croire ou non que cette morale est ordonnée par une entité – idée pure – supérieure dite Dieu. À cet égard, les religions du Livre font la preuve de leur prévention relative à l'égard de la nature humaine. Mieux vaut prévenir des excès naturels en menaçant l'immoral d'une mort définitive sans résurrection. Pour les autres, les sages ou les gentils, point de disparition sans lendemain. Le jugement dernier et la métempsychose doivent calmer toutes les angoisses.

Les différences religieuses sur la genèse de l'immortalité et sur les prescripteurs d'une nécessaire morale sociale ont, jusqu'au XX^e siècle, inspiré, légitimé puis justifié les guerres européennes les plus sauvages – Shoah excepté. Elles demeurent aujourd'hui indissociables des terrorismes d'origine islamique et de nouvelles violences ethniques en Afrique. Certains vont même jusqu'à faire de la différence islamique un des phénomènes déterminants de la géopolitique du XXI^e siècle. Pourtant, cette diversité religieuse paraît elle aussi menacée.

Deux menaces sont d'ores et déjà plus que précises. La première a déjà prouvé son acuité à travers la déréliction évidente du sentiment et de la pratique religieux dont les nations européennes, où elles avaient pris naissance, et régulé durant des siècles la vie sociale et politique. Les monastères se sont raréfiés et le mysticisme avec eux. Des églises ferment et leurs décorations sont vendues sur les marchés d'antiquités ; les pratiquants se font de plus en plus rares dans les nouvelles générations, et les autorités religieuses de plus en plus discutées.

La raison évidente d'un tel phénomène n'est autre que l'amélioration des niveaux de vie permettant à chacun

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

d'écarter les contraintes de la faim, de l'absence d'abri, et d'une précarité, lot commun de naguère. Les préceptes religieux, avec, en toute première ligne, la résignation chrétienne, s'étaient emparés des psychologies quotidiennes. Deux générations plus tard, les femmes sont devenues financièrement indépendantes au point d'en être le plus souvent stressées, alors que les hommes, naguère exigeants, bénéficient des congés parentaux et portent leur progéniture sur leur ventre, après qu'il est sorti de celui de leur épouse. Les religions ont perdu leur rôle social de faiseuses d'éthique en même temps que leurs codes contraignants des vies quotidiennes. Ou bien elles sont, dans leur état presque initial, utilisées et prônées par les oligarchies pour leur donner un contenu moral – comme les évangélistes aux États-Unis, fidèles partisans des républicains et l'Opus Dei dans les pays européens – ou bien elles disparaissent lentement au profit de nouvelles instances.

Les États-Unis montrent très clairement le renversement historique de la fonction sociale des religions qui, *du vieux statut de contraintes morales les a fait passer à celui de biens de consommation*. La mort de la foi mystique n'a pas dissipé la crainte absolue de la mort tout court. Les non-pratiquants – la pratique est fastidieuse et le temps autrefois abondant est désormais un bien rare – sont assez sages pour affirmer qu'après cette mort et qu'avant leur naissance il y avait eu, il y a « Quelque Chose ». Et ce Quelque Chose n'est pas tout à fait « n'importe quoi », car il faut bien que l'exorcisme de la mort ait des raisons crédibles et – nouveauté, luxe appréciable – qu'il aide à mieux vivre son quotidien, une fois ce « Quelque Chose » honoré.

La démocratisation d'un sentiment religieux très prosaïque, donc plus conforme aux capacités humaines en général, conduit à la création continue de religions ou

sectes – à chacun d'en établir la différence – innombrables. Un citoyen américain peut désormais appartenir à une religion dite pentecôtiste, participer à une cérémonie bouddhiste, s'humecter d'effluves cabalistiques, pratiquer le yoga, faire retraite dans une église de l'Est orthodoxe, apprendre les techniques de prière soufies, adorer l'eucharistie et adopter la pratique religieuse-sexuelle tantrique au gré de sa curiosité.

Cette diversité n'est pas sectaire – si l'on peut dire. Chacun peut – et pas seulement dans une grande ville – pratiquer tous ces exercices prétendus mystiques dans la même semaine, sinon la même journée, et peut sauter d'une secte à l'autre au cours des différentes périodes de sa vie. Les besoins religieux de la jeune mère de famille seront satisfaits comme ceux de la jeune divorcée et de la jeune grand-mère par des appellations différentes : Église pentecôtiste, tantrisme bouddhiste, aquathérapie évangélique pourraient se succéder heureusement et améliorer la poursuite désormais assez longue de la vie.

Cette diversité sectuelle menace de se substituer aux religions traditionnelles, celles du Livre comme toutes les autres, immanentes, dans un délai sûrement fort long, dont le terme apparaît cependant à peu près certain. Une fois encore, le laboratoire américain aura prouvé ses capacités d'innovation. La pratique religieuse s'apparente désormais à des médicaments comme ceux qui facilitent le sommeil ou diffèrent le naufrage de la vieillesse. De nouvelles sectes, innombrables, se diversifient en adoptant les techniques de commercialisation propres à toute entreprise de services. Elles abandonnent aussi leur anciennes références théologiques, la cabale sans la Torah, le soufisme sans la charia, le christianisme sans la passion du Christ et sa résurrection.

Et chacun de par le monde, quel que soit son lieu de naissance et, donc, sa religion d'obédience, plus ou moins

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

affirmée, pourra un jour assujettir le sentiment religieux à la logique d'un produit commercial, chaque secte ayant son denier du culte. Certes, quelques tonnes d'écritures saintes ou de récits légendaires continueront à être compulsées, interprétées, exégétées par des théologiens condamnés à se raréfier sans pour autant vivre mieux. Ce qui est rare n'est pas forcément cher. Des pratiques fort éloignées des commandements de leur mère originelle seront à la disposition de tous. Elles mondialiseront en les édulcorant, les simplifiant, les mettant à la disposition de chacun, les émettant, les transformant, toutes les vieilles religions nées entre le néolithique (animisme, polythéisme, écolo-déisme) et l'ère chrétienne. Et les vieilles oppositions seront submergées par une nature humaine assez paresseuse – ou intelligente – pour réduire le coût de son remède contre l'angoisse de la mort. Ne resterait alors que le langage et la culture pour sauver l'humanité d'une homogénéité totale.

Le tohu-bohu linguistique

Le langage fut et demeure le phénomène qui discrimine l'être humain du reste du monde animal et détermina toutes les communautés de vie, tribu, cités, nations. Son apprentissage constitue notre premier effort quelquefois dès le berceau. Et nul ne sait encore aujourd'hui comment nous pouvons articuler nos premiers sons en donnant un sens aux objets et aux personnes de notre environnement. N'empêche qu'aucun de nous n'en changera, même s'il apprend, plus tard, à en maîtriser d'autres. La langue maternelle mérite son unicité.

Il conviendrait donc de tenir la diversité des langues pour l'élément essentiel du maintien de l'espèce humaine dans sa diversité actuelle, de sa masse en fractions séparées. Plusieurs phénomènes s'opposent cependant à cette tentation.

D'abord l'émergence incontestable et irréprimable de l'anglais comme base essentielle à un moyen de communication planétaire, bien que limité dans son vocabulaire et sa grammaire, et, surtout, à un usage presque exclusif des membres des oligarchies et de leurs petites et grandes mains. Cette dernière limite atténue fortement les effets de la propagation de ce sabir assez proche du mort-né que fut l'espéranto. Et bien que son apprentissage entame quelque peu la pratique des langues traditionnelles et déclasse le véritable anglais dont il sera désormais difficile d'apprécier la richesse du vocabulaire, ce volapük à usage mondial ne saura nuire réellement à la diversité des langues communément parlées.

La concurrence entre les langages vernaculaires et « une » langue nationale en a toujours réduit le champ et la pratique. Aujourd'hui, cette concurrence est encore très vive dans de nombreuses nations, notamment les continentales : plus d'une centaine de langues en Inde et on ne sait combien dans les provinces chinoises. Elle s'avive à nouveau dans les nations où une langue unique, officielle et unanimement pratiquée ne s'est imposée qu'après de longs siècles et le recours à quelques ordonnances (Villers-Cotterêts en France). Les langages, patois, dialectes, langues locales reprennent vigueur dans de nombreux pays à cause du recul patriotique ou, plus prosaïquement, de l'affaiblissement du sentiment national dans les provinces des pays européens. La pénétration déjà spectaculaire des langages espagnols et asiatiques plus ou moins purs dans les pays de langue anglaise (États-Unis notamment où la pratique de la langue espagnole a supplanté celle de l'anglais américain dans certains États) exerce un effet analogue. L'émigration africaine a imposé celle de l'arabe dans les pays de l'Europe latine, France comprise. Le métissage de la population emporte la pluralité des langues parlées dans

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

la presque totalité des nations, avec la renaissance affirmée de la pratique des vocables pré-langues officielles.

Cette évolution entre en résonance avec la propagation de l'usage du sabir anglo-américain. Les langues provinciales préservent leur domaine ou l'accroissent, alors que les langues officielles unitaires – anglais, français, espagnol, allemand, chinois – deviennent de plus en plus le privilège – le monopole peut-être un jour comme le mandarin en Chine ou naguère le vieux français – d'une petite minorité de la population à laquelle les membres des oligarchies appartiennent évidemment. Ces derniers deviendraient au moins bilingues – encore que l'anglais soit composé à moitié environ de termes français – alors que les populations useraient volontiers leur langage territorial dans la vie quotidienne et y déposeraient leur identité.

L'âge digital

Cette évolution jouerait au détriment d'une massification intégrale si toute l'humanité ne venait pas d'entrer dans un nouvel âge de la communication, l'âge digital, qui fait déjà le lit de nos anciens modes de communication depuis l'apparition en 2005 du Web 2[1].

Le rétrécissement du langage dans toutes ses dimensions avait déjà commencé avec l'abandon de la grammaire compliquée de la langue française lors de son union – la seule qui ait pu historiquement avoir lieu – avec la langue anglaise. Simplification heureuse qui explique l'usage actuel d'un anglais, de surcroît privé de presque tout son vocabulaire, pourtant plus riche que celui du français. Mais facilité oblige et l'emporte toujours.

Avec l'âge digital, une étape de même importance vient d'être franchie. Le style se meurt, assassiné sciemment et

1. Sur la définition et le contenu du Web 2, consulter Wikipédia, avec une abondante bibliographie.

de façon tout aussi obligatoire par les messages du Net, par ceux en provenance des serveurs et plus encore par ceux d'origine personnelle – bavardages divers. Les mots de l'écrit disparaissent tout entiers dans la plupart des musiques et autres chansons, la plus populaire en tête, et se réduisent à leurs phonétiques sur l'écran de téléphones et autres. Le mot, désormais, a un coût d'usage proportionnel aux lettres qui le composent. Raison encore plus dirimante de le voir raccourci à quelques consonnes, ce qui fut d'ailleurs le cas de quelques-uns des langages du néolithique. Ainsi, après la grammaire, puis le style, enfin l'écriture même de ses mots, le langage se réduit très sûrement à un pur code de communication – sa fonction première désormais unique – sous la pression de la sainte Trinité : technique, mondialisation, « business ». Son attrition ne peut que commander celle de la culture.

L'âge digital se limiterait à transformer les langues en moyens de communication simplifiés entre tous les êtres humains, quels que soient leur continent, race et langue maternelle, il serait déjà révolutionnaire – autant, peut-être plus que la révolution de Gutenberg – sans évoquer l'industrie dont il est le dernier avatar, au point de mettre en cause l'existence même de la culture comme la science le fit pour les religions traditionnelles.

Avec l'ineffable candeur qui caractérise la dualité de leur élite et de leur oligarchie, c'est à la pensée américaine qu'il convient de s'adresser pour apprécier les coups répétés, peut-être mortels, que leur Web 1 et 2 portent à toutes les cultures, plus encore à d'autres qu'à la leur. De nombreux ouvrages insistent sur les effets de cette relation hors normes[1].

1. Jaron Lanier, *You are not a Gadget*, Knopf, 2009 ; David Shields, *Reality Hunger*, Knopf, 2010 ; Cass R. Sunstein, *Going to Extremes*, Oxford University Press, 2009 ; Farhad Mangoo, *True Enough*, Wiley, 2008 ; Andrew Keen, *The*

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

Le premier « apport » de l'âge digital réside dans le dépiautage systématique de toute source littéraire, celui du livre au premier rang. Plus aucun utilisateur de l'écran sous Web ne lit un ouvrage dans sa totalité mais des bouts, présélectionnés par des serveurs pressés, qui les choisissent pour l'attirance que doit en éprouver le plus grand nombre de « clients ». Cette déconstruction – dite postmoderne – interdit de fait de rechercher les idées forces de l'auteur, favorise la lecture subjective de ces morceaux de littérature, et écarte toute présence d'un expert pour ne pas évoquer le terme même d'enseignant, ce personnage à l'objectivité contraignante ou à la subjectivité différente de celle du lecteur. Le temps viendra peut-être où le livre cessera d'être un travail individuel mais sera scanné et digitalisé dans un seul texte, si possible résumé en quelques pages ou passages que le « lecteur sur écran » pourra s'approprier, re-mélanger à son gré pour « se » faire son propre ouvrage. Depuis longtemps, les étudiants « supérieurs » ou autres ont parfaitement assimilé toutes les vertus du « découpé, copié, collé » dont ils alimentent leurs mémoires et autres examens. Ce genre de « travail » est d'ailleurs souvent sous-traité à des étudiants moins riches et avares de leur temps.

Cette déstructuration – le terme décomposition paraît mieux approprié – conduit à la balkanisation des informations, livresques et autres, dont le choix et le contenu procèdent des sentiments personnels. Chaque individu s'adresse à ses sites favoris, ceux qui correspondent à ses goûts, à ses croyances et à ses besoins, pour obtenir les informations qu'il souhaite, certes, mais uniquement celles-là. Et les sites se spécialisent toujours plus. Le professeur Sunstein souligne que « chacun peut ainsi se

Cult of the Amateur, Crown Business, 2008 ; Nicholas Carr, *The Shallows*, W. W. Norton & Company, 2010 ; Susan Jacoby, *The Age of American Unreason*, Pantheon, 2008.

détourner des journaux et autres messages d'intérêt général pour ne consulter – si possible gratuitement – que les médias qui reflètent ses propres dispositions [1] ».

Ainsi se trouve exclue toute fâcheuse rencontre avec des idées différentes, voire opposées à celles des « digiteurs ». La cyberbalkanisation conduit à des séjours prolongés dans des niches de plus en plus achalandées. Les jugements se font alors strictement polarisés et s'influencent l'un l'autre dans un sens, de plus en plus extrémiste. Toute pensée, avis, engagement se renforce dans son incapacité à comprendre et admettre les différences d'opinion. Énoncer que la foule a sa sagesse qui prime sur toute autre ressemble à une propagande – dont on voit bien quels intérêts elle favorise – fort éloignée du constat de l'éclatement de toute opinion publique en une infinité de niches où chacun peut vivre tranquille dans sa certitude océanique. *Le collectivisme de l'information digitale éclate en une myriade de petits maoïsmes fermés les uns aux autres.*

Manjoo va un peu plus avant dans les effets de ces pratiques – évidemment conformées à l'individualisme et défendues comme telles. « La façon dont les informations circulent à travers la société, le long des courants formés par les groupes et les niches – de la toile et des autres médias, renforcés par des journalistes et des experts de caractère douteux, renforcés par des documents qui sont avares de preuves – non seulement provoque déception et propagande mais surtout crée facticement un monde Rashomon, où l'idée même de réalité objective est contestée [2]. » On ne peut dire mieux que la fameuse foule s'enfume ou est enfumée sans grande difficulté par les propriétaires des médias eux-mêmes nés de cerveaux scientifiques. Pas seulement. L'anonymat des messages favorise l'expression des pensées, intentions et volontés

1. Cass R. Sunstein, *Going to Extremes*, *op. cit.*
2. Farhad Manjoo, *Learning to live in a Post-Fad Society*, 2008.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

issues du fameux côté sombre de la nature humaine. Lanier évoque l'émergence d'une culture du sadisme, autrefois limitée à quelques ouvrages d'ailleurs interdits, ayant conquis ses pignons sur rues et avenues. Les chasses aux sorcières anonymes sont désormais ouvertes, comme le racolage ou la dénonciation systématique, sans oublier les guerres informatiques dispensées de toute déclaration et de toute responsabilité officielle. Une action anonyme et gratuite, qui pourrait refuser un tel cadeau ?

L'âge digital est aussi celui d'une nouvelle quête de cette reconnaissance sociale chère à Hegel. Mais les temps ont bien changé. Cette reconnaissance ne saurait être l'effet de l'écriture suivie de nombreuses lectures des « Leçons d'Iéna » ni d'un roman à grand succès. Emportées par le vent, ces communications se démodent, et se périment de plus en plus rapidement. La recherche de la notoriété par la voie télévisée apparaît bien vieillotte. Tant de chaînes qu'aucune ne saurait en être un canal efficace. Mais non la célébrité qui a besoin de la présence d'une vraie foule que la toile, seule, peut réunir dans une agitation proche du fameux schéma de Ponzi.

Or cette célébrité, d'autant plus intense que la foule est nombreuse – l'industrie du cinéma en Inde et en Chine en étant le premier laboratoire –, fait désormais concurrence à toutes les distractions et autres spectacles traditionnels (journaux, TV, cinémas). Elle en triomphe comme en attestent les tentatives de tous les auteurs, de livres ou de scénarios, tous les acteurs, tous les sportifs et autres personnages politiques. Certains, même, assurent que cette célébrité est « le grand nouvel art du XXIe siècle ». Neal Gabler [1] parvient à cette assertion péremptoire après avoir longuement commenté l'effroyable scandale d'un Maître du golf déjà célèbre, et le devenant plus encore en osant

1. Neal Gabler, « Life : the Movie. Now Entertainment conquered Reality ».

adopter un comportement inacceptable : tromper sa femme, plusieurs fois et avec des partenaires différentes. Il faut être un émir, pétrolier de préférence, pour que l'oligarchie américaine accepte cependant de négocier en dépit de ces turpitudes.

La célébrité politique a pour inévitable effet de focaliser l'attention de la foule non seulement sur la politique intérieure mais sur les petites ou grandes spécificités de son personnel. Certes, ces différences sont, dans de nombreux pays, beaucoup plus prononcées et intéressantes à connaître que celles de leurs programmes inaptes à devenir célèbres. Mais si, à la particularité très locale de la politique, s'ajoutent le dépistage de leurs messages et l'aimantation des niches de leurs partisans, la « réalité objective » de la politique devient tout à fait vide de sens et d'existence – ce qui n'est pas contraire aux souhaits de cet élément des oligarchies et ne nuit pas à l'emploi de tous ses thuriféraires.

Le dernier effet de cet âge digital n'est pas le moindre pour la société dans son ensemble, comme pour ses instances de pouvoir et les producteurs de communication. Il s'agit de l'infantilisation croissante de ses messages, tous médias confondus, dont il est impossible d'admettre qu'elle n'est pas scientifiquement organisée.

L'âge digital ne sacrifierait-il, pour des raisons évidemment financières, comme les émissions de télévision dites de réalité, au complexe familier des adultes, dit du trou de la serrure, et à leur désir d'identification, à dire vrai de narcissisme par personne interposée qu'il ne serait qu'un nouveau média de communication, plus puissant, démocratique et moins coûteux que ses précurseurs. Il est devenu, pour les mêmes raisons, commerciales, un objet tout aussi efficace, mais innovant dans sa faculté d'infantilisation.

L'évolution des sociétés développées, bientôt des émergentes, a offert aux producteurs de son et d'images de ce

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

nouvel âge des enfants dont les parents, la mère surtout, n'ont plus le temps de s'occuper, en tout cas moins qu'avant la généralisation – ou presque – du travail féminin, sans que l'on puisse non plus compter sur les nurses ou des garderies autres que collectives, donc à temps compté. La télévision fut, depuis une génération, la garde d'enfant idéale : l'enfant, presque dès sa naissance, était tranquillisé par des images, moins nocives que beaucoup de tranquillisants absorbés au troisième âge. Avec le Web 2, l'individualisme de l'être impose ses lois dès que les doigts peuvent tapoter sur le clavier et comprendre que la machine va répondre à leurs désirs.

Et ces derniers sont infantiles, comme il se doit. Voici les dessins animés à foison et au commandement. Le bon animal ou l'humain finit toujours par triompher du méchant pour que les chers petits ne fassent pas de cauchemars. Et le monde dans lequel on naît est rassurant, gentil comme doit l'être l'enfant qui le regarde. Et comment pourrait-on ne pas abuser de ces spectacles qui constituent une morale qui n'a guère besoin du livre pour se présenter et se justifier ? Comment l'enfant grandissant ne serait-il pas accroché à cet écran dont il commande les images, sans qu'ensuite il ait besoin de la moindre explication ou commentaire ?

Un tel public doit être « fixé ». Il n'y a qu'à adapter les images à son âge, croissant… Sa tranquillité doit être préservée alors que sa curiosité augmente et que ses centres d'intérêt se modifient. Il convient de le maintenir dans cet autre monde, bien différent du monde réel, qui encourage chacun à s'identifier à Peter Pan, enfant pour toujours, sans les contraintes et les responsabilités de l'adulte. Jusqu'à la montée des taux d'hormone, mâle et femelle, qui ne serait pas heureux de ne pas sortir de ce monde ?

Après cette épreuve hormonale, *l'infantilisation se poursuit* pour peu que la différence des sexes soit réduite à

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

quelques projets de félicité partagée – deux Peter Pan – et surtout que l'on propose aux individus des deux sexes des fictions appropriées. Aux jeunes filles, *Alice au pays des merveilles* à l'américaine, une Alice conquérante et fidèle ; aux jeunes hommes, des jeux dont les vertus sont aussi diverses que leurs genres. Aux plus exposés aux effets hormonaux, les mangas érotiques, aux moins sensibles aux femmes qu'aux armes, ces jeux de guerre où ils passeront des heures à tester leur adresse en essayant d'éliminer leur rival, en costume *ad hoc* et aux armements terrifiants mais maîtrisables. Et si les plus passionnés par ces pseudo-combats, dans des pseudo-décors, avec des pseudo-héros – auxquels ils ressemblent comme deux jumeaux – triomphent, ils joueront ou joueraient sans doute jusqu'au rappel à l'ordre du monde réel.

Cette infantilisation des adultes utilise la séduction du jeu, devenu très naturellement une activité de choix des sociétés développées, jusqu'à des âges canoniques. Et en dehors du temps consacré à ces activités qui délassent le cerveau – non les yeux – la contagion de l'optimisme et de l'irresponsabilité héritée et entretenue dans la prime enfance n'est pas le moindre acquis de cette enfance prolongée qui n'en exporte pas moins les défauts : égoïsme, irritabilité, insupportation de l'autorité familiale indispensable à l'entrée, inévitable, sauf pour les très riches héritiers, dans le monde réel.

De la culture de masse à l'âge digital

La massification de l'espèce est en très bonne voie, le progrès, disons l'évolution des techniques de communication, offre toutes ses possibilités à des oligarchies tendues vers la pérennité de leur pouvoir à moindre coût social.

La culture en tant que mode de vie, la petite ou grande culture selon ses inclinations sentimentales et politiques,

est déjà en voie de mondialisation accélérée. Les grandes cuisines héritées de l'âge rural – France, Chine, Italie, Maroc – sont déjà disponibles dans toutes les grandes et moyennes villes du monde. Les jeux, spectacles dits de réalité, petits concours pour femmes et hommes normaux alimentent partout les audiences des grandes écoutes, la célébrité des personnages est mondiale ou n'a plus l'heur de revendiquer sa présence, la pornographie occupe plus ou moins 50 % des messages du Web 2, l'autre moitié consacrée aux commentaires des films, musiques et rares livres – en général des biographies des personnes célèbres, sportifs notamment – et jeux vidéos.

Les messages de cette culture de masse sont et seront toujours plus dominés par les triturations, mélanges et résumés de l'histoire et de la littérature populaire ancienne. Ce sera une « culture de réaction sans action » (Lanier), traduisant la passivité – ou la paresse – du très grand nombre, toutes races, nationalités et âges confondus. Et chacun, producteur et consommateur, sera fort aise que le Web tue les vieux médias (théâtre puis cinéma, puis télévision) et que cette culture, tel l'ogre des contes, mange, remange et rumine son stock de vieilles images.

La culture élitiste, celle de la littérature européenne, de sa musique et de ses arts de représentation, deviendra de plus en plus réservée à un tout petit nombre de spécialistes ou de drogués. D'abord parce que leurs créateurs traditionnels, historiques, auront de plus en plus de mal à vivre, anonymat, autoproducteur du Web 2 et piratage généralisé les privant de leurs droits d'auteur. Et les consommateurs seront peu à peu limités à des gardiens de musée – livres reliés de l'aristocratie et de la bourgeoisie de la période coloniale, œuvres d'art de cette époque ayant échappé à la main des musées – et à des mécènes, plus souvent à des spéculateurs continuant de soutenir la

création culturelle. Ils appartiendront, d'ailleurs, pour la plupart aux oligarchies, qui y trouveront leur alibi culturel.

Cet âge digital possède toutes les qualités d'une révolution de l'information, transformant de façon définitive l'usage du cerveau comme, deux siècles auparavant, la révolution industrielle l'avait fait pour le muscle. La première permit de doter chaque être des machines se substituant à son énergie vitale. La seconde, actuelle, lui permet de communiquer, comme bon lui semble, avec qui il le souhaite, quels que soient ses origines, sa langue, sa race, son sexe et son âge. Elle est spontanément un espace de chasse du progrès technique, en phase avec les grandes transhumances intercontinentales, l'émancipation des femmes et leur entrée dans le monde du travail – non rural –, le métissage et la croissance continue et préférentielle des échanges mondiaux. Elle participe, accélère plutôt, l'uniformisation, la massification de l'espèce humaine. En moins d'un siècle, les racines profondément enfouies de chaque être seront déracinées. Ce qu'il convenait d'appeler la culture au sens d'une présence et d'une activité hors les contraintes de la vie quotidienne sera devenu l'apanage d'une infime minorité.

La « culture Internet » est, par essence, démocratique, la plus démocratique possible, à l'usage de tous. Elle est la plus conforme à une nature humaine dont on voit bien, à travers les messages de la toile, quelles sont ses préoccupations : sexe, identification, idolâtrie, pouvoir d'achat, évasion dans les jeux. Entre les idoles glorifiées par le réseau et les totems, entre les services d'ordre aux portes du Colisée et à celles des stades en tout genre, entre les foules des spectacles de gladiateurs et les jeux Olympiques, entre les bordels et les chaînes porno du Net, nulle différence de fond. Les sciences physiques ont transformé les modes de satisfaction de besoins demeurés identiques.

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert

L'évolution biologique est beaucoup plus lente – autre unité de temps – que celle des sciences.

Aussi, la culture élitiste demeure – et pour longtemps – l'apanage des oligarchies une fois satisfaites – pleinement – de la culture Internet pour tous, pour tous les autres. Du moins pourrait-elle devenir ce monopole supplémentaire des oligarchies. Mais leurs membres sont des êtres comme les autres. Pourquoi donc auraient-ils de nobles besoins privés à satisfaire ? La prostitution à l'usage du riche est beaucoup plus fructueuse que celle du pauvre. Et pourquoi tel homme – ou femme – politique ne vibrerait pas davantage aux exploits sportifs que l'excité des virages ? Certes mais l'oligarque – sauf s'il est lui-même excité – a davantage de temps à consacrer aux distractions mentales, une fois les physiques rassasiées. Et la fréquentation occasionnelle de quelques purs intellectuels, s'il en reste, peut apporter un certain plaisir nourri par sa nature aristocratique. Et parmi eux, anoblir ceux qui se cantonnent dans leur thébaïde sans se mêler – inutilement d'ailleurs – de contester ou, même, de ralentir la massification sociale, ne manque ni de panache ni d'alibi.

L'âge digital ouvre à la pensée humaine des horizons impensables jusqu'à ces dernières années, de mémoire illimitée, de connaissances à portée de main et sans coût, de communication sans barrières. Il est fort improbable cependant que l'espèce exploite ces libertés autrement que la nature de ses habitants ne les y conduit. Les oligarchies s'engouffrent déjà dans une massification sans frontières qui demeurera parfaitement étrangère à la présence des arts entretenus avec le même soin, la même allégeance que celle de Michel-Ange à l'égard des Médicis. Mais le couple Médicis-Michel-Ange peut-il se comparer à celui formé par Andy Warhol et Wall Street ?

Sans doute, mais pour longtemps ?

Table

1. Nature et destin de l'oligarchie 7
2. L'oligarchie aux États-Unis d'Amérique : une hégémonie mondiale 23
3. L'argent roi 55
4. La mondialisation des oligarchies 67
5. L'économie oligarchique 95
6. La social-oligarchie 115
7. La politique de l'oligarchie : 1. L'intendance de son territoire 139
8. La politique de l'oligarchie : 2. L'expansion hors des frontières 161
9. Un règne mondial 183

Facebook : La culture ne s'hérite pas, elle se conquiert